

programme communiste

REVUE THEORIQUE DU PARTI COMMUNISTE INTERNATIONAL

SOMMAIRE

	Pages
● LE " PARTI DE LA PEUR "	1
● LE " GAUCHISME " N'EST QUE L'AUTRE FACE DE L'OPPORTUNISME REFORMISTE (A propos du livre de MM. Cohn-Bendit Frères : " Le gauchisme, remède à la maladie sénile du communisme ")	7
● THEORIE MARXISTE DE LA MONNAIE (I) .	51
● MARXISME ET SCIENCE BOURGEOISE	77
● LES CONDITIONS D'ADMISSION A L'INTER- NATIONALE COMMUNISTE	96

CE QUI NOUS DISTINGUE

- la revendication de la ligne qui va du Manifeste Communiste à la Révolution russe d'Octobre et à la fondation de l'Internationale Communiste.
- la lutte contre la dégénérescence de Moscou, le refus des Fronts Populaires et des blocs de la Résistance.
- la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et parlementariste.

Le "Parti de la peur"

L'attitude du P. C. F. dans les événements de mai-juin 1968 n'a pas été sans provoquer de l'indignation jusque dans le camp anti-gaulliste qui est le sien. Cette indignation est même allée si loin que le P. C. F. a été ni plus ni moins accusé de « trahison » et de « parjure » à la sainte cause de la Démocratie bourgeoise. C'était plus qu'un parti électoral n'en pouvait supporter. Foulant aux pieds toute fierté de parti pour mieux sauver l'honneur, le secrétaire général et le rédacteur en chef de " L'Humanité " n'ont pas hésité à publier chez des éditeurs bourgeois une défense et illustration du P. C. F. en deux ouvrages, dont l'un est « L'Avenir du Parti communiste », de Waldeck-Rochet, et l'autre « Les Communistes et la Révolution », de René Andrieu. Ce sacrifice et cet effort publicitaire sauveront-ils le P. C. F. du discrédit où il est tombé aux yeux de tous ceux pour qui « révolution » n'a jamais signifié que... chute de de Gaulle ? On peut en douter fortement, mais la question est secondaire. Ce qui est important est que cette défense et illustration du P. C. F. par lui-même constitue sans doute l'aveu le plus franc qu'il ait jamais fait de sa trahison de la seule cause à laquelle nous soyons attachés, celle de la révolution communiste.

Quand ils nous parlent de mai-juin, voici ce que les « communistes » français nous disent : « La cause tant de la crise profonde de l'Université » que de la grande grève à laquelle ont participé plus de neuf millions » de travailleurs, c'est la politique menée depuis dix ans par le pouvoir » gaulliste au service de la grande bourgeoisie. » (François Billoux) « Le » gaullisme n'aime pas les jeunes. » (Waldeck-Rochet) « Depuis le 13 » mai 1958, pouvoirs publics et patronat étaient réfractaires à tout dialo- » gue authentique, à toute participation réelle. Dans l'Etat et dans les » entreprises, l'autorité commandait, on ne voulait jamais discuter. » (Waldeck-Rochet) « C'est dans « Au fil de l'épée », écrit en 1937, mais » qui reste un livre de base pour la compréhension du personnage, qu'il » (de Gaulle) a exposé avec le plus de franchise sa philosophie politique, » avouant sa nostalgie du Moyen-âge et sa répugnance pour la démocra- » tie, fût-elle bourgeoise, dont les " mesures battent en brèche l'auto- » rité ". » (René Andrieu).

En politique comme en littérature, « le style, c'est l'homme ». Le style inimitable du P. C. F. est un mélange de jactance démocratique

imitée des « grands républicains » du siècle dernier, de pleurnicherie petite-bourgeoise devant la crise et l'agitation sociale, et de flagornerie envers toute réserve d'électeurs futurs, hier les classes moyennes et, depuis mai, la puissance des puissances : la jeunesse. L'effet qu'il produit sur beaucoup de gens est fortement répulsif, mais il est rare qu'ils sachent exactement pourquoi. En fait, ce style, dont les brefs échantillons cités donnent un exemple suffisant, exprime fidèlement la nature profonde des « communistes » français d'aujourd'hui, hommes de progrès, mais surtout d'ordre, qui poursuivent un **unique but : la conciliation des antagonismes sociaux**, rêve éternel de la petite-bourgeoisie. Ce qu'on leur reproche généralement, ce n'est pas tant de poursuivre ce but, qui est finalement celui de tous les démocrates, c'est plutôt de le poursuivre avec une sorte de fureur. Tout se passe en effet comme si la haine du P. C. F. pour la grande bourgeoisie qui sème comme à plaisir le désordre et la subversion par ses pratiques dictatoriales égalait sa haine pour le prolétariat soupçonné d'être bien capable de se « laisser provoquer » à la Révolution sociale, et vice-versa. Ni les « amis des ouvriers », ni les « amis des bourgeois », ni ceux qui englobent le peuple tout entier dans un même amour n'y trouvent leur compte. Les premiers reprochent au P. C. F. sa « duplicité » sans comprendre que ce n'est là qu'une apparence qui tient à son conciliationnisme même. Les derniers ne supportent pas sa façon de s'ériger au-dessus de la société tout entière en censeur impitoyable ; ils ne comprennent pas que le conciliateur ne peut être modéré qu'à une condition : que les classes fondamentales de la société respectent les règles d'une honnête convivence démocratique ; dès lors que, l'une et l'autre, elles cessent tant soit peu de les respecter, le conciliateur ne peut que les rappeler ensemble à l'ordre **avec la dernière énergie**. Si la conciliation est par elle-même un but non seulement sensé, mais utile, alors cette attitude impérieuse du conciliateur n'est pas grotesque et odieuse : elle est héroïque. Mais si l'on soutient qu'elle est grotesque et odieuse, alors il faut en confesser la raison : prétendre concilier les antagonismes de classes est en tous temps, mais surtout à notre époque impérialiste, non seulement absurde, mais réactionnaire.

En réalité, la haine du P. C. F. à l'égard de la grande bourgeoisie fascisante de notre époque et sa haine du prolétariat révolutionnaire ne sont égales qu'en théorie ! Pour tous les de Gaulle passés, présents et à venir, le « communisme » français a eu, a et aura toujours des ménagements, malgré son souci de progrès : son souci d'ordre l'y oblige. Pour les prolétaires révolutionnaires, par contre, pas de quartier ! Dans une lutte de classe hypothétiquement menée jusqu'au bout, c'est-à-dire, selon toute la doctrine marxiste, jusqu'à la prise révolutionnaire du pouvoir et à la dictature du prolétariat, ce n'est pas seulement le souci d'ordre, mais le souci de progrès du P. C. F. qui seraient foulés aux pieds d'une façon qui semble atroce aux petits-bourgeois et aux ouvriers réformistes qui le composent. A cet égard, le P. C. F. raisonne exactement comme cette social-démocratie allemande qui, en 1919, dans une situation politique incomparablement plus tendue que celle de la France au printemps der-

nier, appelait ouvertement quiconque voulait l'entendre à l'assassinat des chefs communistes du prolétariat berlinois, les « délinquants », les « criminels », les « irresponsables » Karl Liebknecht et Rosa Luxembourg. Non seulement elle finit par être entendue, mais elle se vanta d'avoir par ailleurs fourni aux forces de défense du progrès les « chiens sanglants » (**Bluthunde !**) dont elles avaient besoin. Le raisonnement du P. C. F. n'est donc pas nouveau, et l'on voit quels sont les précédents ! Il est si simple qu'il convainc aisément les multitudes d'opprimés qui n'ont jamais rien su ni du marxisme, ni de la grande histoire de leur classe et qui ne peuvent donc pas découvrir aisément l'infamie qu'il cache derrière son « bon sens » patelin.

Le socialisme, qu'est-ce que c'est, demandent benoîtement les « communistes » du P.C.F., sinon un idéal de bonheur et de paix ? Or une révolution qui prendrait la forme d'une guerre civile provoquerait, exactement comme la guerre tout court, un recul de la civilisation. Comme elle, elle accumulerait pour de longues années les privations et les souffrances. Elle ne tournerait donc pas moins le dos que la guerre elle-même à l'idéal socialiste. C'est pourquoi les « communistes » français, qui sont par ailleurs les plus ardents partisans de la paix internationale, feront aussi tous leurs efforts pour empêcher à tout prix une guerre civile. Les injures de mai contre les « gauchistes » ne donnent encore qu'une faible idée de tout ce que cela signifie ! L'exemple plus haut cité et classique de la social-démocratie allemande, et celui plus récent de l'Espagne de 1936 où les « chiens sanglants » furent les « communistes » espagnols de la même famille que nos Waldeck-Rochet, nos Duclos et nos Andrieu suffisent pourtant à le comprendre exactement ; contre les prolétaires révolutionnaires, les « communistes » français n'auront jamais qu'injures et calomnies à la bouche, matraques et revolvers à la main ; contre eux, ils n'auront pas trop de toute la police de l'Etat capitaliste et de leur police privée de parti. C'est là une réalité attestée par quarante ans de « stalinisme » et dont le public n'est pas sans savoir quelque chose. C'est elle qui donne au progressisme du P. C. F. la saveur tout spécialement répulsive que lui trouve une foule de gens qui ne sont pourtant que des démocrates. Mais il faut être juste : ces horreurs sont le produit du conciliationnisme social, non sa négation ; or tout démocratisation prétend à des degrés divers concilier les oppositions de classe.

Ces hommes de progrès qui tournent obstinément en rond depuis quarante ans ; ces « conciliateurs » qui ne concilient rien, mais étouffent tout pas en avant, haïssent sincèrement la grande bourgeoisie capitaliste, mais c'est uniquement par haine de la Révolution prolétarienne que celle-ci rend inéluctable à cause de l'oppression croissante qu'elle fait peser non seulement sur le prolétariat, mais sur toutes les couches sociales. Telle est leur caractéristique capitale. Leur polémique contre les « gauchistes » paraît odieuse à beaucoup de gens par ailleurs incapables de comprendre que les arguments volés par les « communistes » français au marxisme révolutionnaire contre le socialisme petit-bourgeois et l'aventurisme de

gauche sont **vrais et irréfutables**, précisément parce qu'ils ne viennent pas d'eux. Si elle est effectivement odieuse, c'est parce que le marxisme tout entier, à commencer par le grand **Manifeste** de 1848, a toujours **applaudi** au rôle perturbateur et subversif de la grande bourgeoisie capitaliste, qu'il a toujours virilement accepté l'échéance inéluctable de la crise révolutionnaire finale que le P. C. F. tente de toutes ses forces de « conjurer ». Il l'a même toujours appelée de ses vœux parce que, si elle promet en effet de grands tourments à l'humanité (ils ne peuvent pourtant être pires que ceux des grandes guerres impérialistes), c'est elle et elle seule qui peut mettre un terme à un capitalisme plus que séculaire et à une division de la société en classes qui remonte au début des temps préhistoriques.

Quel contraste entre ces phrases du **Manifeste**, par exemple, et la jérémiade perpétuelle de ces « communistes » qui, à chaque pas que fait la société capitaliste contemporaine en direction de la crise finale, hurlent... qu'on retourne au « Moyen-âge » ! « La bourgeoisie ne peut exister » sans révolutionner constamment les instruments de production, ce qui » veut dire les conditions de la production, c'est-à-dire tous les rapports » sociaux... Ce constant ébranlement de tout le système social, cette agi- » tation et cette insécurité perpétuelles distinguent l'époque bourgeoise » de toutes les précédentes... Tout ce qui avait solidité et permanence » s'en va en fumée, tout ce qui était sacré est profané, et les hommes sont » enfin forcés d'envisager leurs conditions d'existence et leurs rapports » réciproques avec des yeux désabusés... Des masses d'ouvriers, entassés » dans la fabrique, sont organisés militairement. Simples soldats de » l'industrie, ils sont placés sous la surveillance d'une hiérarchie complète » de sous-officiers et d'officiers. Ils ne sont pas seulement les esclaves » de la classe bourgeoise, de l'État bourgeois, mais chaque jour, à chaque » heure, les esclaves de la machine, du contremaître, et surtout du bour- » geois fabricant lui-même (on dirait aujourd'hui de l'Entreprise, NdR)... » Plus ce despotisme proclame ouvertement le profit comme son but uni- » que, plus il devient mesquin, odieux, exaspérant. »

Les communistes français, eux, se lamentent : « Hélas ! les mono- » poles ne cessent pas de **mécontenter** la classe ouvrière, de la **provoquer** » par leurs exigences insatiables ! Nous avons bien prévu où cela mènerait ! Si l'on avait " discuté ", " dialogué " à tous les niveaux, si l'on » avait offert à temps la **participation**, on n'aurait pas eu tous ces trou- » bles déplorables ! Mais non, au lieu d'aller de l'avant, on retourne, en » politique, au Moyen-âge, à la monarchie ! Et l'on veut de l'ordre dans » ces conditions ! » A la gueule de ce parti de pleutres petits-bourgeois, doublés de truands de la contre-révolution, il faut jeter la conclusion **irrévocable** que le **Manifeste** donnait de son analyse : « **En esquissant à » grands traits les phases du développement du prolétariat, nous avons » retracé l'histoire de la guerre civile plus ou moins larvée qui travaille » la société actuelle jusqu'à l'heure où cette guerre éclate en révolution » ouverte, et où le prolétariat fonde sa domination par le renversement » violent de la bourgeoisie. »**

Ceux qui repoussent de toutes leurs forces cette conclusion, que la « révolution ouverte » terrifie, ne peuvent pas davantage admettre que la société actuelle est travaillée par une « guerre civile larvée » de la bourgeoisie contre le prolétariat et, bien entendu, du prolétariat contre la bourgeoisie. C'est de ce refus et de rien d'autre que naît l'interprétation policière de l'histoire qui caractérise aussi bien les « communistes » français que les gaullistes, et dont certains démocrates distingués se gaussent, mais en se gardant bien d'aller au fond des choses.

Tout gouvernement national quel qu'il soit — ceux de gauche plus encore que ceux de droite — prétend toujours gérer une unité nationale harmonieuse, englobant des intérêts sans doute divers, mais solidaires les uns des autres. Il n'y a pas de dictature bourgeoise, qu'elle soit démocratique ou fasciste, sans cette fiction, que seul le marxisme révolutionnaire dénonce. Que naisse n'importe quelle agitation sociale d'une certaine ampleur, aucun gouvernement national ne pourra jamais avouer : « C'est normal ; c'est notre guerre civile larvée qui se manifeste. » Il recourra donc, sous une forme ou sous une autre, à la théorie des « meneurs ». Les « gaullistes de gauche » qui ont déploré que le gouvernement gaulliste n'ait pas fait exception à la règle, en mai-juin, sont des plaisantins qui voudraient la domination bourgeoise sans le mensonge bourgeois. Mais de leur côté, que pouvaient bien faire ces « communistes » français qui ne sauraient admettre la « guerre civile larvée » dès lors qu'ils repoussent la révolution violente ouverte ? Une seule chose : retourner contre le gouvernement l'éternelle théorie **gouvernementale** des « meneurs » qui, changeant de nom, mais pas de nature, devient au cours de cette opération la classique théorie « stalinienne » de la « provocation ».

Ecoutez-les, ces menteurs gouvernementaux retournés ! Le sentencieux Waldeck-Rochet : « Il est un vieil adage qui recommande, pour trouver le coupable, de chercher à qui le méfait rapporte ! », l'insidieux Jacques Duclos : « Les groupes gauchistes sont truffés d'agents provocateurs », ou le distingué René Andrieu déterrante les Mémoires d'un Chef de la Sûreté de... 1827 pour prouver que quand il y a émeute, il y a nécessairement aussi provocation policière (pp. 95-100, ouvrage ci-dessus cité). L'indignation de certains démocrates éclairés devant ces « odieuses calomnies » est de la même farine que celle des gaullistes de gauche ! Toute indignation est stérile tant qu'on ne comprend pas le but **démocratique** de toute cette démagogie qui exploite sans scrupules le fait bien connu que la flicaille bourgeoise ne reste évidemment pas inactive en période d'agitation sociale : **masquer le processus révolutionnaire qui travaille la société bourgeoise, quitte à transformer l'histoire en roman policier pour faire passer la lutte de classe sous la rubrique des méfaits de droit commun !**

Tout rayonnant de feinte confiance dans la victoire finale du progrès pacifique sur les menées ténébreuses des « féodalités bourgeoises », le « communiste » français Andrieu termine son « Les Communistes et la

Révolution » en prophétisant la liquidation inéluctable du « parti de la peur » groupé autour de la grande bourgeoisie gaulliste. Il n'existe que trop ce « parti de la peur » qui, à lui seul, suffirait à prouver l'insécurité profonde dans laquelle vivent **toutes** les classes de cette société qu'on prétend amener pacifiquement à l'harmonie, les unes parce qu'elles redoutent obscurément la perte de privilèges souvent plus imaginaires que réels, et la plus importante de toutes, le prolétariat, parce qu'il sent bien à quelle résistance acharnée, féroce, diabolique de l'Etat policier tout effort d'émancipation de sa part est condamné à se heurter. Andrieu a oublié une petite chose : tant que le capitalisme oppresseur, tant que l'Etat bourgeois survivront, le « **parti de la peur** », c'est-à-dire le parti de tous ces opprimés qui « votent » pour leurs oppresseurs par ignorance, par lâcheté, par crainte, **ne disparaîtra jamais complètement**. Seule la dictature du prolétariat peut en venir à bout, parce que seule elle peut libérer **tous** les opprimés de la servitude mordle qui résulte de leur asservissement économique, du monopole bourgeois de l'école, de la presse et de l'information, **mais aussi de l'influence démoralisatrice et dissolvante de l'opportunisme**. Mais alors, une condition capitale s'impose : la Révolution se fera **malgré** le « parti de la peur » et non pas à **condition** qu'il ait totalement disparu. Il est insensé de prétendre qu'il est possible de le vider totalement des innombrables éléments des classes moyennes qui le remplissent ; il est défaitiste d'affirmer que c'est indispensable à la victoire du prolétariat. La seule chose vraie, Andrieu est contraint de la cacher : c'est qu'aujourd'hui, la terrible force, toute d'inertie, de ce « parti de la peur » lui vient non des classes moyennes plus ou moins gaullistes, mais du prolétariat tombé sous la coupe du P. C. F. réformiste. Sa pièce **maîtresse**, c'est le P. C. F. et sa vaste campagne contre la « provocation ». L'attitude des « communistes » français devant la Révolution ? La conjurer en insufflant à la classe ouvrière la terreur de sa propre puissance. Une chose est sûre : ou bien le prolétariat sortira du maudit « parti de la peur » dans lequel le P. C. F. tente de toutes ses forces de le maintenir, et alors le P. C. F. paiera enfin tous ses crimes et tous ses mensonges, ou bien le Capital vivra éternellement !

Le "gauchisme" n'est que l'autre face de l'opportunisme réformiste

(A propos du livre de MM. Cohn-Bendit Frères

« Le gauchisme, remède à la maladie sénile du communisme »)

Voilà certes un titre prometteur. Mais, dès les premières pages du livre, MM. Cohn-Bendit avouent tranquillement qu'il n'est qu'un attrape-nigaud, que ce plagiat de Lénine ne correspond en aucune façon aux positions qu'ils défendent, qu'ils ne cherchent pas un remède à une maladie du communisme, mais au communisme tout court. Se sentant obligés de définir le « gauchisme », ils commencent par déclarer :

« *Le Gauchisme a une histoire qui s'identifie pour nous à ce qu'il y a de révolutionnaire dans le mouvement ouvrier* ». (p 17)

Une telle définition ne définit rien du tout : **qu'est-ce qui est révolutionnaire**, toute la question est là ! Or nos auteurs (qui se défendent d'être des « théoriciens ») répondent par des exemples :

« *Marx a été gauchiste par rapport à Proudhon et Bakounine par rapport à Marx. Lénine a été gauchiste dans son opposition à la social-démocratie réformiste, et, pendant la révolution de 1917, par rapport à ses propres comité central et bureau politique. Après la révolution de 1917, "l'opposition ouvrière", déviation gauchiste au sein du parti bolchévique, représentait ce qu'il y avait de plus révolutionnaire dans le parti, comme l'anarchiste Mackno, en Ukraine, contre les Bolchéviks* ». (p 17).

Après quoi il ne reste aux auteurs qu'à se réclamer

« *des meilleurs textes parus dans Socialisme ou Barbarie, l'Internationale situationniste, Information et correspondance ouvrière, Noir et Rouge, Recherches libertaires, et à un degré moindre, dans les revues trotskystes* ». (p 18).

pour qu'il soit clair que le titre de leur livre aurait dû être : « L'anarchisme, remède au communisme ».

Pourquoi ne l'ont-ils pas appelé franchement par son vrai nom ? Ce n'est pas seulement par astuce publicitaire. C'est essentiellement afin d'embrouiller les choses, **d'escamoter toute ligne de démarcation entre les positions des classes**. De là cette définition contradictoire qui dans une même phrase pose le « Gauchisme » comme **relatif**, et en même temps comme **absolument anarchiste** ; de là cette tentative de briser la cohérence des positions de Marx et Lénine pour en faire des maillons de leur chaîne ; de là cette volonté de présenter le Gauchisme comme un mouvement en perpétuelle modification, intégrant et dépassant force « nouveautés » ; de là le refus d'une théorie cohérente et stable.

Mais on n'échappe pas si facilement à la « théorie ». Même la théorie de la non-théorie est une théorie, elle sousentend tout un ensemble de représentations du monde. Et nos auteurs ont beau vouloir prendre leurs distances par rapport à Proudhon, Bakounine ou Mackno, ils ont beau crier « laissons les morts enterrer les morts », les morts saisissent les vifs et parlent par leur bouche ! Ils ont beau prétendre que l'histoire du Gauchisme « ne recoupe pas l'histoire de la fausse et inintéressante opposition anarchistes - marxistes » (p. 18), tout leur livre démontre qu'il s'agit bien de cette opposition-là et de rien d'autre. Et ces gens qui prétendent l'avoir dépassée ne font rien d'autre, à longueur de pages, que de contester le marxisme. C'est d'ailleurs, comme nous le verrons, la seule chose qu'ils contestent réellement.

Il ne faut pas s'en étonner : quiconque nie les antagonismes de classe ou les déclare (même partiellement) dépassés, vise en réalité à empêcher le prolétariat de se constituer en classe. De toutes les méthodes dont use la bourgeoisie pour lutter contre la constitution du prolétariat en classe (et dont nous parlerons plus loin) la plus insidieuse est précisément celle qui présente la question « qu'est-ce qui est révolutionnaire ? » comme une question quantitative : un tel est plus ou moins révolutionnaire qu'un tel, etc. Cette méthode, qui escamote la définition objective du « révolutionnaire » par l'introduction d'une échelle de « révolutionnarité », revient tout simplement à effacer toute frontière entre les classes. Elle est directement opposée à notre méthode marxiste pour laquelle le « révolutionnaire » n'est pas une question quantitative, mais qualitative : une théorie, un programme, une tactique sont révolutionnaires ou ne le sont pas, un point c'est tout ; il n'y a pas de positions « intermédiaires » qui permettraient un passage continu, mais discontinuité brutale entre les positions conservatrices et les positions révolutionnaires.

C'est que pour nous les théories ne sont pas des inventions gratuites, les produits d'une Intelligence abstraite ou le résultat d'une prise de conscience opérée par La Conscience universelle, mais les expressions des positions et des buts des classes, déterminés par les rapports sociaux et la dynamique historique. C'est à partir de cette conception que le marxisme a expliqué depuis plus d'un siècle la « fausse et inintéressante » opposition entre marxisme et anarchisme : il ne s'agit nullement d'une discussion entre deux courants du mouvement ouvrier, d'une divergence entre deux méthodes révolutionnaires, mais bel et bien de la lutte entre la position révolutionnaire du prolétariat et l'une des faces de la double position des classes moyennes.

Bien entendu, seul le marxisme peut revendiquer ouvertement cette opposition avec toutes ses implications, parce que seul le prolétariat peut assumer sa position de classe. Toutes les autres classes sont obligées au contraire de nier leur originalité de classe. Et cela les entraîne dans une contradiction qui, du point de vue de la logique abstraite, est incompréhensible : la contestation absolue du marxisme assortie de la tentative d'en utiliser des morceaux ; le refus total de Marx et Lénine combiné avec l'essai de les insérer tantôt dans l'histoire de la science économique, tan-

tôt dans l'histoire de la philosophie ou de la sociologie, ou bien encore dans « l'histoire gauchiste ».

Notre étude nous donnera l'occasion de montrer l'unité et l'originalité du marxisme, et c'est tout le bloc cohérent des positions communiste que nous opposons à MM. Cohn-Bendit. Bien entendu, nous ne ferons pas une analyse exhaustive de leur livre. Les critiquer ligne par ligne serait non seulement un travail de Bénédictin, mais aussi sans intérêt. Nous nous attacherons à mettre en évidence les questions fondamentales, en soulignant l'origine et la signification de classe des positions.

Précisons, afin d'éviter toute équivoque, que la question de l'origine sociale de leurs positions n'a rien à voir avec celle de l'origine sociale de MM. Cohn-Bendit. Eux-mêmes ne se veulent rien d'autre que le « pseudonyme collectif » d'un mouvement politique, que nous ne voyons aucun inconvénient à désigner par le sigle CB Fres. Nous ne disons pas cela pour les « ménager » personnellement, au contraire : être issu de la petite-bourgeoisie est une chose, se vouloir son porte-parole politique en est une autre !

LES LOIS OBJECTIVES DE L'ECONOMIE CAPITALISTE

La question que nous aborderons en premier lieu, contrairement à CB Fres, est celle de l'existence des lois objectives de l'économie capitaliste. Nous disons : contrairement à CB Fres, car ce n'est qu'à la page 122 de leur livre qu'ils consentent à nous livrer explicitement leur sentiment sur cette importante question : à quoi sont dues l'exploitation et la misère, les crises, les guerres, les convulsions de la société capitaliste? Tout d'abord nous apprenons que :

« Les crises économiques de surproduction sont maintenues dans des limites étroites par le contrôle de l'Etat sur l'économie et ne s'entrevoient que dans les fluctuations économiques des pays industrialisés, obligés de se transformer et de se moderniser de manière permanente. De fait, alors, le "plein emploi" (au sens et dans les limites capitalistes) et l'évaluation (?? sans doute : l'élévation, NdR) de la consommation de masse (consommation capitaliste dans sa forme et dans son contenu) sont donc à la fois des effets de l'expansion capitaliste nécessaire et surtout les conditions de cette expansion que le capitalisme réalise effectivement. L'élévation des salaires réels, naturellement dans les limites où elle a constamment lieu, ne ruine en rien le fondement du capitalisme comme système, mais en est aussi une des conditions de survie, et la même chose sera de plus en plus vraie, quoiqu'à un degré moindre, pour la réduction de la durée du travail ».

Cette tirade n'est rien d'autre, finalement, qu'une capitulation pure et simple devant la prétention de la bourgeoisie de pouvoir planifier son économie, d'être capable de maîtriser les forces productives et d'assurer effectivement à l'humanité un bien-être continûment croissant. Mais, nous dit-on ensuite :

« Tout cela n'empêche pas que l'économie capitaliste soit pleine d'irrationalités, et d'antinomies dans toutes ses manifestations ; encore moins qu'elle entraîne à l'échelle nationale et mondiale un gaspillage ruineux... Ces irrationalités sont dues à la gestion bureaucratique qui règne à l'état pur dans les pays de l'Est ou encore mélangée à des formes de capitalisme concurrentiel dans les pays occidentaux. Elles expriment l'incapacité d'une classe

dominante, en contradiction avec les aspirations profondes des individus, de gérer une société atomisée, aliénée par son propre fonctionnement et non une loi économique scientifique, indépendante de l'action des groupes et des classes. C'est pourquoi nous pouvons définir les contradictions du capitalisme comme irrationalités et non comme des impossibilités irréductibles du système, sauf dans un moment où les couches dominées refusent de continuer à le faire fonctionner.

On ne peut qu'admirer la superbe avec laquelle CB Fres liquident d'un trait de plume toute l'étude de l'économie capitaliste faite par le marxisme, ainsi que l'objet de cette étude, l'économie capitaliste elle-même. Nous avons ici un exemple typique de leur méthode : celle du **nyaka**. Les lois de l'économie capitaliste les embêtent, **n'y a qu'à dire** qu'elles n'existent pas ; ils ne comprennent rien au « Capital » de Marx ni à « L'impérialisme » de Lénine, **nyaka** dire que c'est idiot ! Regardons leur argumentation d'un peu plus près.

Tout d'abord il faut souligner le fait que ces gens, qui nous traitent de « dogmatiques retardataires » et se présentent comme des réalistes modernes, sont en vérité les dogmatiques les plus irréalistes. Ainsi, ils prétendent que le capitalisme peut désormais maintenir les crises de surproduction dans des limites étroites. Au moment (il y a 15-20 ans) où les extrotskyistes de « Socialisme ou Barbarie » lançaient cette théorie « nouvelle » (pauvre Kautsky méconnu !) elle correspondait au moins à une certaine réalité **immédiate** : le capitalisme mondial venait effectivement de surmonter (à sa façon) une sacrée crise de surproduction et, dans l'euphorie productiviste qui suivait les énormes destructions et massacres, une nouvelle crise de surproduction paraissait inconcevable à tous... sauf à nous, marxistes. Aujourd'hui il ne suffit plus d'être myope, il faut fermer volontairement les yeux pour ne pas voir la crise mondiale qui se profile à l'horizon. **Nyaka !** Bien sûr que le capitalisme tente désespérément de la maintenir dans des limites étroites, **mais il ne peut y parvenir**, et si le prolétariat ne brise pas cette course infernale le capitalisme la résoudra comme les précédentes : par la guerre impérialiste, à la fois repartage du monde entre les grandes puissances et « cure de jouvence » pour le capitalisme mondial. CB Fres croient-ils vraiment (comme certain passage p. 158 le laisse entendre à mi-mot) que la guerre de 1939-45 était la « der des der » ?

Ces gens refusent de voir les **cycles de l'économie capitaliste**. « Nés » dans une période d'expansion, ils croient tout comme les bourgeois qu'elle durera éternellement. Le même « immédialisme » se retrouve dans la question de l'élévation de la consommation, aggravé par un « localisme » répugnant : CB Fres ignorent-ils vraiment que les deux tiers de l'humanité souffrent de sous-alimentation chronique ? Mais sans doute croient-ils, tout comme les bourgeois, que la faim dans le monde est due à l'insuffisance de développement capitaliste, alors qu'elle est **produite par ce développement**, qu'elle est une des conditions du relatif « bien-être » et de la stabilité sociale des grandes puissances capitalistes.

Le plus amusant, c'est que ces « anti-bureaucrates » rejoignent textuellement l'argumentation du PCF qui supplie les bourgeois d'augmenter les salaires **dans l'intérêt même de l'expansion capitaliste !** Ne pouvant déve-

opper cette question ici, nous renvoyons le lecteur à « Travail salarié et Capital » où Marx leur a répondu d'avance.

Nous retrouvons le même dogmatisme aveugle dans la question de la « gestion ». Car il faut littéralement se boucher les yeux et les oreilles pour opposer aujourd'hui une « **gestion bureaucratique qui règne à l'état pur dans les pays de l'Est** » à des « **formes encore concurrentielles dans les pays occidentaux** ». Il y a 20 ou 30 ans, oui, des observateurs superficiels (et intéressés !) pouvaient s'y laisser prendre, parce que l'accumulation du capitalisme russe dans les conditions où elle se réalisait essayait effectivement d'étouffer la concurrence individuelle des entreprises : son impératif était de produire du capital à **n'importe quel prix**. Mais à partir du moment où l'accumulation du capital atteint un niveau suffisant et doit se préoccuper de la **rentabilité**, la concurrence, jusque-là tant bien que mal contenue ou cantonnée dans certains secteurs, éclate avec une force formidable. CB Fres n'ont-ils jamais entendu parler des XX et XXII^e Congrès ? Des théories « modernes » des Liberman et Cie ? Ils devraient lire les journaux ! Ils apprendraient, entre autres, que tout en tapant sur les Tchèques, la Hongrie est en train de réaliser en douce la « réforme » préconisée par Ota Sik et qui consacre non pas la « planification autoritaire » mais bel et bien la **concurrence**. Nyaka l'ignorer !

Nos bases étant ainsi assurées, voyons les conséquences. Se fondant sur toutes ces pétitions de principe, CB Fres

« peuvent définir les contradictions du capitalisme comme des irrationalités et non comme des impossibilités irréductibles du système ».

Nous ne leur contesterons pas le droit de « définir » ce qu'ils veulent comme ils peuvent, le tout est de savoir : 1) Si une telle définition reflète correctement la réalité objective. 2) Ce qu'implique leur définition et à quoi elle tend.

Notre réponse à la première question est évidemment : **NON**. Il n'y a là rien d'étonnant, puisque c'est une **définition** ; or si on veut caractériser correctement la réalité, il ne saurait être question de la définir il faut l'**analyser**. A l'analyse des contradictions du capitalisme faite par le marxisme, et qui démontre que ces contradictions sont **inhérentes au mode capitaliste de production**, CB Fres opposent une définition : ce sont simplement des « irrationalités ». Le plus drôle c'est que, même du point de vue de la « Raison pure », leur définition est parfaitement « **irrationnelle** » ! En réalité elle n'est qu'une tautologie qui ne nous apprend rien, sinon que les contradictions sont contradictoires ou, en termes moins abstraits, que si le monde va mal c'est parce qu'il ne va pas bien !

Elle ne nous apprend rien sur le capitalisme, s'entend, car sur CB Fres elle nous apprend beaucoup de choses. Cela nous incite à renvoyer plus loin la caractérisation du capitalisme et de ses contradictions, pour nous occuper d'abord de la deuxième question. Que signifie au juste leur définition et à quoi tend-elle ? Ils nous l'apprennent, non pas en disant ce que sont les contradictions du capitalisme, mais en disant ce qu'elles ne sont pas : selon eux ce ne sont pas « des impossibilités irréductibles du système ». Et nous voici en plein dans l'opposition entre marxisme et anti-

marxisme. Le marxisme montre que les contradictions du capitalisme sont inhérentes à ce mode de production et déduit de ce fait la nécessité historique objective de sa destruction violente et radicale. CB Fres (comme tant d'autres) affirment que ces contradictions et antinomies ne sont nullement inhérentes au capitalisme, mais simplement dues à une « mauvaise gestion », à la « gestion bureaucratique » par exemple. La conclusion saute aux yeux : nyaka changer de « gestion » ! Pourquoi diable s'amuserait-on à détruire le capitalisme, si ce n'est pas lui qui produit les « irrationalités » ?

« Fausse et inintéressante » cette opposition ? Sans blague ! C'est l'opposition vraie et fondamentale entre le prolétariat révolutionnaire et toutes les classes et sous-classes solidaires du capitalisme, et qui s'opposent à sa destruction !

De fait, nous le verrons plus loin en détail, CB Fres ne proposent nullement de détruire le capitalisme, mais simplement de l'aménager. C'est là une position typique des classes moyennes, dont il nous faut maintenant parler brièvement.

LES CLASSES MOYENNES

Ce qui caractérise l'ensemble des classes moyennes, classes intermédiaires entre la bourgeoisie et le prolétariat, c'est le double fait qu'elles vivent du capitalisme mais sont en même temps coincées dans ses contradictions, écrasées par lui. Cette situation générale des classes moyennes fait que, malgré leur diversité, leurs aspirations sont fondamentalement les mêmes. On peut grouper les classes moyennes en deux grandes catégories : les anciennes et les « nouvelles ».

Les anciennes classes moyennes sont constituées par les restes de formes pré-capitalistes ou de formes primitives de capitalisme. La concentration du capital tend à éliminer ces formes, sans pouvoir y arriver complètement, dans la mesure où ce processus de concentration n'est pas simple mais lui-même contradictoire. Survivant dans le capitalisme moderne, ces formes anachroniques sont cependant profondément modifiées par lui. Ainsi, le petit producteur d'aujourd'hui est totalement intégré au marché mondial. Pour prendre un exemple typique, considérons un petit paysan propriétaire de ses moyens de production ; alors qu'à l'aube du capitalisme ce paysan produisait essentiellement sa propre subsistance et portait un maigre surplus au marché local, c'est l'inverse qui a lieu aujourd'hui : il produit essentiellement pour le marché (national et, à travers celui-ci, mondial) et seulement accessoirement pour sa consommation personnelle. Juridiquement, sa situation a pu rester la même : il est toujours « libre propriétaire » ; mais il est soumis maintenant aux lois et impératifs du marché, il subit directement les fluctuations de l'économie capitaliste mondiale.

La même chose vaut pour le petit entrepreneur capitaliste qui, ruiné et absorbé par le grand capital en période de crise, se trouve en quelque

sorte régénéré lors des booms productifs : il n'existe qu'en marge de la grande industrie ; il dépend étroitement du grand capital non seulement à travers le marché, mais aussi par le crédit bancaire qui seul lui donne une assise tant soit peu stable. Il arrive d'ailleurs que, tout en lui laissant formellement son titre de « propriétaire », le jeu des avances et prêts bancaires le rapproche en fait de la nouvelle classe moyenne : celle qui gère un capital qui ne lui appartient pas. C'est le cas, par exemple, de certaines sociétés de travaux publics dont le capital propre se réduit pratiquement à un bureau d'études ; lorsqu'une telle société obtient une adjudication de l'Etat (ou d'une municipalité, etc.) les banques lui avancent tout le capital nécessaire pour louer des machines, acheter des matières premières et embaucher des ouvriers, bref, pour fonctionner comme entrepreneur capitaliste. CB Fres seront peut-être étonnés d'apprendre que ce système d'adjudications de travaux à des sociétés « sans capital » se pratique couramment dans la Russie bureaucratique !

En fait, cette méthode est très vieille ; le capital commercial du Moyen-Age la connaissait bien (il suffit de penser à « l'armement » des navires), mais le développement du capital productif l'avait dans un premier temps reléguée à l'arrière-plan. Aujourd'hui, le développement même du capitalisme tend à généraliser l'administration (ou gestion) du capital par des gens qui n'en sont pas « propriétaires ».

C'est là tout le mystère de la fameuse « bureaucratisation » du capitalisme, par rapport au capitalisme « individuel » du siècle dernier, due essentiellement à la concentration du capital avec ses divers aspects : la constitution d'unités de production énormes ; le fait qu'une entreprise exige aujourd'hui une mise de capital considérable, dépassant de loin les « disponibilités » des capitalistes individuels, et obligeant à réunir pour une même entreprise des capitaux d'appartenances diverses (1) ; la complexité croissante de la gestion de la production, tant du point de vue technique qu'économique. Tous ces phénomènes concourent à fractionner dans les deux sens (horizontalement et verticalement) le rôle social assumé par le capitaliste classique. Celui-ci était à la fois propriétaire et directeur technique, il s'occupait aussi bien d'imposer (aidé par quelques « contremaîtres ») la discipline de travail, que d'acheter les matières premières et de vendre les produits, etc. ; il était, face aux prolétaires, l'homme-orchestre de l'usine, le support de l'ensemble des conditions de la production de capital

Or, au sujet de ce capitaliste, Marx a bien insisté sur deux points. D'une part, sur le fait qu'il n'était pas « libre de faire ce qui lui plaisait » mais n'était, justement, que le support d'une fonction sociale, celle de faire produire du capital ; elle seule justifiait son existence et lorsqu'il l'accomplissait mal, il se trouvait rapidement supprimé en tant que capitaliste.

(1) Le capitalisme arrive même à « capitaliser » les petites réserves individuelles des couches supérieures du prolétariat. Une somme de 2000 F., ce n'est pas un capital aujourd'hui ; mais si un million de petits épargnants confient chacun 2000 F. à un organisme ad hoc, celui-ci dispose d'un capital de 2 milliards.

D'autre part, sur le fait que cette « accumulation » de toutes les fonctions capitalistes sur un seul individu, propriétaire d'un morceau de capital, n'était nullement caractéristique du capitalisme en général, mais seulement de ses conditions historiques de développement. Bien plus : Marx a montré que les lois de l'économie capitaliste devaient conduire à séparer la possession du capital des fonctions productives du capital, à éliminer le « propriétaire » de la production et à faire assurer celle-ci par des salariés, « technocrates » ou « bureaucrates ».

Soulignons ici trois aspects importants de cette évolution :

1) Il s'agit d'une tendance du capitalisme. La société capitaliste évolue en ce sens, tendant à rendre le capital de plus en plus « anonyme » et à réduire le « capitaliste » au rôle de « tondeur de coupons », c'est-à-dire de parasite même du point de vue de la production capitaliste. Mais elle est incapable de pousser cette tendance jusqu'au bout et de transformer tout le capital en « capital social général » ; ceci parce que

2) cette tendance ne modifie pas la nature du capitalisme ; elle ne résout pas les contradictions et l'anarchie de la production capitaliste, mais les aggrave. Dans un passage de l'Anti-Dühring, Engels envisage (à titre de démonstration) le cas du « capitalisme d'Etat pur » pour montrer qu'il serait toujours aussi capitaliste. Loin de résoudre les contradictions du capitalisme, la concentration les rend toujours plus explosives.

3) Le fait que l'évolution de la société se fasse suivant nos prévisions est une confirmation éclatante de la justesse de l'analyse marxiste. Or, c'est justement de cette évolution que CB Fres veulent arguer pour contester le marxisme. Cela montre qu'ils n'ont pas la moindre idée de ce qu'est le marxisme. Ni de ce qu'est le capitalisme, ce qui ne doit pas nous étonner de la part de porte-parole des classes moyennes. Revenons donc à celles-ci.

Ce que nous voyons non pas apparaître mais se multiplier, c'est une catégorie de gens qui, sans posséder (ou peu) de capital, ont pour rôle d'assurer sa production et sa circulation. Ces classes sont « nouvelles » en ce sens qu'elles sont produites par le capitalisme lui-même et non des résidus de modes de production antérieurs. Mais leur « nouveauté » s'arrête là : elles ne représentent pas un mode de production différent du capitalisme, elles sont plutôt la forme la plus évoluée du capitalisme.

Bien entendu, cette catégorie ne constitue pas un ensemble uniforme : il y a des grands et des petits techno-bureaucrates (toute une pyramide, nous apprennent CB Fres). Nous savons bien que jamais une « analyse spectrale » de la société ne mettra en évidence les limites des classes : du prolétaire (et même du sous-prolétaire) au grand bourgeois grouille une infinité de catégories intermédiaires. Mais pour nous les classes échappent nécessairement à l'analyse statistique instantanée ; elle ne peuvent se définir que comme tendances historiques (nous y reviendrons plus loin). Or la tendance historique de ces nouvelles classes moyennes dont le rôle social est de gérer le capital, c'est-à-dire l'extorsion de plus-value au prolétariat, rejoint celle des anciennes : elles aspirent à un « capitalisme libéré de ses contradictions ». Mais cette aspiration prend deux aspects différents

suivant que pour lever la contradiction du capitalisme (sans toucher à ses fondements !) on veut garder l'un ou l'autre de ses deux pôles indissociables.

Car le capitalisme est à la fois centripète et centrifuge ; la concurrence produit le monopole et le monopole la concurrence ; la loi de la valeur conduit au taux de profit moyen, qui la nie tout en la généralisant ; etc... D'où les deux faces de la politique des classes moyennes. Ou bien elles acceptent la tendance centripète, la nécessité de la « réglementation » et de la « planification » étatique contre le libre marché et la concurrence qui les écrasent ; elles sont alors réformo-fascistes. Ou bien elles revendiquent la tendance centrifuge, la valeur individuelle, les besoins des unités de production locales contre la réglementation centrale qui les écrase, et elles tendent à l'anarchisme.

Réformisme et anarchisme sont les expressions théorico-politiques de cette tendance contradictoire des classes moyennes. Et leur opposition est, sinon « fausse et inintéressante », du moins superficielle. Car ces deux termes ne représentent que les deux tendances complémentaires d'une même classe, entre lesquelles elle oscille suivant la situation et dans lesquelles elle essaie d'entraîner le prolétariat.

Mais cette contradiction propre aux classes moyennes ne constitue pas une idéologie particulière. Acceptant les bases mêmes du capitalisme, ces couches ne peuvent avoir d'autre idéologie que la sienne. Imbues de la valeur d'échange, elles adhèrent à toutes les « valeurs » bourgeoises qui en découlent. Dans le réformisme aussi bien que dans l'anarchisme on retrouve le fond permanent de l'idéologie bourgeoise sous tous ses aspects : Liberté Egalité et Commerce, Individualisme et Démocratie, tout l'idéalisme bourgeois opposé au matérialisme. Nous allons le voir plus en détail en examinant les théories de ces Messieurs.

LE CAPITALISME, MODE DE PRODUCTION ET NON « MODE DE GESTION »

La grande invention de CB Fres c'est d'avoir accolé au substantif « capitalisme » l'adjectif « bureaucratique ». Nous avons vu qu'effectivement le capitalisme se bureaucratise et que Marx et Engels avaient d'avance déduit cette tendance des lois du capitalisme. Chez CB Fres, il s'agit de tout autre chose. S'ils « qualifient » le capitalisme, c'est pour opérer un petit tour de passe-passe ; on intervertit le substantif et l'adjectif, puis on laisse tomber l'adjectif : le « capitalisme » devient (!) « capitalisme bureaucratique » puis, subrepticement, « bureaucratie capitaliste », et enfin « bureaucratie » tout court. Il suffisait d'y penser ! Voilà comment la « dialectique » (au sens idéal-sorbonnard de Gurvitch) supprime radicalement le capitalisme... en parole.

Le résultat réel de cette jonglerie verbale est exactement inverse : en décrétant ainsi le capitalisme dépassé (ou aboli ou surmonté), en décidant de l'ignorer (nyaka), on postule en fait qu'il est le milieu naturel, immuable et intangible de la société. /

En refusant de voir les lois objectives de l'économie capitaliste (ou d'autres modes de production) on réduit tous les problèmes de la production sociale à la question de la « gestion », en admettant explicitement ou implicitement que « le gérant » est libre de faire ce qu'il veut ou ce qui l'arrange. A partir d'une telle prémisse, les rapports sociaux et l'histoire deviennent parfaitement inintelligibles et semblent découler de « libres volontés » et d'une « autorité » arbitraire. De fait, c'est sur ces postulats idéalistes qu'est fondée la philosophie sociale de la bourgeoisie. CB Fres ne sont que les fils de Proudhon (« La propriété, c'est le vol »), lui-même fils de Rousseau (« Le premier homme qui a clôturé son champ, disant : ceci est à moi... »). Et une telle conception entraîne directement une méthode de résolution des conflits sociaux : nyaka changer de libre volonté, nyaka foutre en l'air l'autorité arbitraire, et tout ira bien.

Nous avons rappelé plus haut l'identité fondamentale du réformo-fascisme et de l'anarchisme. Il n'est donc pas surprenant que ces deux expressions d'une même classe se recoupent, et que le théoricien de notre époque qui a le plus clairement développé la théorie du « gestionnisme » soit non pas CB Fres, mais un certain J. Djougatchvili, généralement connu sous le nom de Staline. Lequel affirmait en substance : « Toutes les catégories de l'économie capitaliste, toutes les relations capitalistes subsistent dans le socialisme ; néanmoins, « moi » (c'est-à-dire l'État), gérant de la production, je lui fais faire ce que je veux, je lui impose ma volonté, je règle la production d'après mes desiderata. »

Dans une série d'études (2) appuyées tant sur le marxisme que sur les données statistiques officielles de l'économie russe, nous avons réduit à néant cette prétention ; nous avons démontré que bien loin de « diriger » l'économie, les planificateurs russes étaient en réalité dirigés par elle, que (compte tenu de l'énorme secteur pré-capitaliste qui subsistait notamment dans l'agriculture) **tout le développement de l'économie russe suivait les lois objectives de l'économie capitaliste.**

Cette démonstration, nous l'avons menée non seulement contre Staline et successeurs, mais aussi contre **tous ceux qui acceptaient sa théorie** tout en réprouvant ses « crimes » ; ceux qui, ignorant les lois objectives du capitalisme, croyaient voir en Russie une nouvelle classe sociale et attribuaient les horreurs de l'accumulation capitaliste à la méchanceté, l'égoïsme ou la stupidité de la « bureaucratie » ; ceux qui croyaient peu ou prou au « socialisme » russe ; ceux qui admettaient que la Russie avait dépassé d'une façon ou d'une autre le mode de production capitaliste. Nous savions bien qu'à l'époque notre démonstration théorique resterait incompréhensible aux « masses » écrasées par la contre-révolution ; mais nous savions aussi que l'histoire se chargerait de la confirmer de façon « percussante » : la déstalinisation, la course à la rentabilité et au profit, l'éclatement violent du « bloc socialiste », sont autant d'aveux arrachés par la vieille taupe aux gérants du capital russe.

(2) Voir : *Dialogue avec Staline, Dialogue avec les Morts, L'économie russe d'Octobre à nos jours, Bilan d'une révolution, etc...*

Cependant, CB Fres, qui admettent avec Staline la possibilité d'une « gestion bureaucratique pure », s'insurgent contre elle : ce monde divisé en gérants et gérés est affreux, il faut que tout le monde gère ! Nous allons voir maintenant comment CB Fres pensent résoudre ce problème. Pour cela il nous faut imposer au lecteur une très longue citation, deux pages d'affilée (118-120) ; nous l'entrecouperons de commentaires, non seulement pour alléger, mais surtout pour préciser ce qu'est le capitalisme et ce qu'est la théorie de CB Fres. Lisons :

- « Toutes les formes de planification ont au moins cette caractéristique commune de reposer sur le système des prix ou des allocations de crédits, lequel repose à son tour sur le système du salariat, c'est-à-dire sur l'exploitation de l'homme par l'homme. Des producteurs ayant appris à gérer leur lutte eux-mêmes, dans l'égalité de tous, et l'effort collectif, tendront d'une façon naturelle à faire reposer la production et la distribution planifiées des biens sur des bases nouvelles. Pour parler avec R. Vaneyghem : "Pour moi, je ne reconnais d'autre égalité que celle que ma volonté de vivre selon mes désirs reconnaît dans la volonté de vivre des autres. L'égalité révolutionnaire sera indissolublement individuelle et collective". (Traité de savoir-vivre à l'usage des jeunes générations). ».

Voilà qui est énergique, à défaut d'être nouveau ! Car la noble sentence de M. Vaneyghem n'est rien d'autre que la vieille affirmation de l'individualisme bourgeois : ma liberté ne s'arrête que là où elle empiète sur celle d'autrui. Non seulement elle pose « mes désirs » comme absolus, refusant de voir leur origine sociale et historique ; mais de plus elle ne connaît entre les hommes que des rapports négatifs : « L'enfer c'est les autres », pour parler comme un autre grand penseur bourgeois. Que cette image corresponde à la réalité de la société bourgeois(e) et à son statut juridique) c'est un fait. Mais proposer cet « idéal » aux jeunes générations, c'est se foutre d'elles !

Une fois qu'on a ainsi revendiqué la Liberté et l'Égalité, on peut toujours s'amuser à leur accoler l'adjectif « collective » : ce n'est plus qu'un attrape-nigaud, car elles sont individualistes et anti-collectives ! On se demande d'ailleurs ce que ça peut bien vouloir dire « des producteurs ayant appris à gérer leur lutte eux-mêmes, dans l'égalité de tous » ; gérer une lutte ? ! Et nous avons là un bel exemple de formalisme idéaliste : alors que pour nous, matérialistes, c'est le contenu des luttes (ou de l'activité) qui détermine les formes d'organisation, CB Fres croient qu'une forme, la « gestion égalitaire », donnera naturellement de nouvelles bases.. Nous reparlerons de cette façon de mettre le monde sur la tête.

Si nous insistons sur « l'égalitarisme », c'est qu'au début du passage (passons pour l'instant sur la « planification qui repose sur le système des prix (?) ») nos auteurs dénoncent le salariat comme fondement de l'exploitation. Cela est fort bon, mais nous ne sommes pas sûrs qu'ils entendent par là la même chose que nous, et nous nous demandons dans quelle direction ils veulent sortir du salariat. La revendication de « l'égalité » laisse prévoir ce qu'ils diront plus loin. Continuons :

« L'histoire contemporaine a démontré que l'abolition de la propriété privée des moyens de production, si d'évidence elle est nécessaire, ne coïncide pas nécessairement avec la fin de l'exploitation ».

La pauvre histoire contemporaine n'a rien démontré de tel, sauf pour des gens qui ne savent pas ce qu'est la propriété privée capitaliste, et qui prennent the General Motors pour un homme.. Il y a 120 ans Marx démontrait précisément contre Proud'hon que le fait d'exproprier « le général Motors » ne suffit pas pour abolir la propriété privée capitaliste, pour ôter aux moyens de production leur caractère de capital ! CB Fres se lancent ensuite dans l'économie politique :

« Dans l'économie capitaliste, le système des prix plus ou moins fixés par le marché (ou des allocations de crédits plus ou moins fixées par les services du plan) crée à chaque instant l'illusion que l'exploitation est un problème de marché (ou de planification) dont il suffirait de modifier les conditions (dans les pays plus ou moins démocratiques, par un "dialogue" entre les représentants officiels des classes au Parlement et au sein d'autres organismes dits paritaires) pour transformer véritablement et durablement la condition humaine ».

On en reste pantois. Voyons d'abord le « système des prix plus ou moins fixés par le marché ». Le « plus ou moins » vaut son pesant d'or, on ne saurait avouer plus gentiment son ignorance ! Armé d'une telle théorie économique, on peut évidemment regarder le marxisme de haut ! Al-lons, MM. CB Fres, même des économistes bourgeois comme A. Smith et Ricardo en savaient plus que vous.

Rappelons (sommairement, hélas ! car nous ne pouvons recopier ici Le Capital) comment se détermine le « système des prix » dans l'économie capitaliste. A la base de l'échange ou du marché, il y a la valeur d'échange des produits (qui n'a rien de commun avec leur valeur d'usage) qui n'est autre que le temps de travail socialement nécessaire à leur production. Ceci vaut pour toutes les économies marchandes et pas seulement pour le capitalisme. Passé le stade du troc direct, la généralisation des échanges a conduit à l'institution d'une « marchandise de référence » pouvant s'échanger contre n'importe quelle autre marchandise et permettant ainsi un troc indirect : c'est l'or ou l'argent. Ainsi, la valeur (d'échange, s'entend) d'une marchandise ne s'exprime pas directement en temps de travail social, mais par comparaison à la valeur de l'argent ; et le prix d'une marchandise, c'est la quantité d'argent contre laquelle elle s'échange.

Dans la production simple de marchandises (précapitaliste) les prix des marchandises correspondaient (en moyenne !) à leurs valeurs respectives. Dans le capitalisme il n'en est plus ainsi. C'est que le but du capitalisme n'est pas la production de marchandises, mais la production de capital. Or, par suite du développement inégal du capitalisme, la vente des produits à leur valeur conduirait à des taux de profit très différents suivant les secteurs économiques, c'est-à-dire à une rentabilité très inégale du capital. Comme le capital se précipite là où il se multiplie le plus vite, il afflue des secteurs à bas taux de profit vers ceux à taux de profit élevé ; du coup les uns ne produisent plus assez pour le marché, et les autres trop ; les uns pourront vendre leurs produits au-dessus de leur valeur (vu leur rareté) et les autres seront contraints de les vendre en dessous (vu leur surabondance), ce qui tend à uniformiser les taux de profit et à redistribuer le capital d'une façon moins déséquilibrée. Le capitalisme tend à établir un taux de profit moyen, une sorte de « communisme du capital » dans lequel

l'ensemble de la plus-value extorquée au prolétariat serait répartie uniformément sur l'ensemble du capital. Du coup, les marchandises ne peuvent plus être vendues à leur valeur : leur prix de vente est fixé par leur « coût de production » et le taux de profit moyen.

Il importe de souligner ici que ce « communisme du capital » n'est pas un état stable et qu'il ne supprime nullement la concurrence. Ceci pour la bonne raison que le mécanisme qui tend à uniformiser le taux des profits est, précisément, la concurrence ! C'est la lutte même des différentes fractions du capital qui cherchent à se multiplier plus vite, qui tend à établir un taux moyen de profit.

Est-ce le marché qui fixe les prix ? OUI, mais il faut comprendre que le marché capitaliste présente quelques petites différences avec.. le Marché Persan. Or, ce fait, selon nos auteurs, « crée l'illusion que l'exploitation est un problème de marché dont il suffirait de modifier les conditions... pour transformer... la condition humaine ». On nage ici en pleine confusion : dire que « l'exploitation est (ou n'est pas) un problème de marché », qu'est-ce que ça veut dire au juste ? Posons une problématique... ! Le plus drôle, c'est que CB Fres, qui tournent en dérision les explications « illusoire » de l'exploitation capitaliste, n'essaient même pas de trouver la vraie ! Et pour cause. Faisons-le à leur place.

L'exploitation capitaliste repose sur la généralisation de la production de marchandises et sur la transformation en marchandise de la capacité de produire de l'homme, sa force de travail. Dès lors que la force de travail peut être échangée contre d'autres marchandises (représentées par leur équivalent général, l'argent) se pose la question de sa valeur : quelle est la valeur d'échange de la force de travail ? Eh bien ! Celle de toute marchandise ; le temps de travail socialement nécessaire à sa production, un point c'est tout. Autrement dit, mettons en tas la quantité moyenne de « marchandises » (en tout genre) nécessaires à la production, à l'entretien et à la reproduction d'un travailleur chaque jour de sa vie : la valeur de ces tas de marchandises représente schématiquement la valeur quotidienne de sa force de travail.

Or, et c'est là le « mystère » de l'exploitation salariale, même si le capitaliste achète la force de travail à sa valeur, il y gagne. Ceci parce que, à partir d'un certain niveau des forces productives, la valeur d'échange de ce tas de « marchandises » quotidien (exprimée en heures de travail social) est inférieure au nombre d'heures de travail que l'ouvrier peut fournir dans sa journée. Pour fixer les idées, supposons qu'il faille 6 heures de travail social pour produire le « tas quotidien » d'un ouvrier mais que celui-ci travaille 10 heures par jour : il produit alors des valeurs correspondant à 10 heures, dont 6 reconstituent l'équivalent de ce qu'il consomme et le reste, soit 4, constitue la plus-value du capitalisme. Ainsi, même si la loi de la valeur est scrupuleusement respectée, même si toutes les marchandises, y compris la force de travail, se vendent à leur vraie valeur, le producteur se trouve exploité.

L'exploitation est-elle un « problème de marché » ? Tout dépend de ce qu'on entend par là ! Si on croit que c'est « le système des prix » qui est à la base de l'exploitation, on est victime d'une illusion grossière : celle-même, archi-classique, de la petite-bourgeoisie, qui reproche au capitalisme de « trafiquer les prix », et revendique « la vraie valeur » ; nous verrons justement CB Fres donner à fond dans cette illusion-là ! Mais notre analyse (trop brièvement résumée ici) montre que c'est bel et bien le marché qui est à la base de l'exploitation : il s'ensuit que l'exploitation ne pourra être supprimée que par l'abolition du marché, de l'échange, et de la production même de valeurs d'échange. Nous y reviendrons. Poursuivons notre lecture :

« De même, le système des salaires ne fait que dissimuler la réalité de l'exploitation et diviser entre eux les producteurs en rattachant le niveau des rémunérations à des niveaux de qualifications qui, fondamentalement, sont imaginaires. En effet, tous les produits du travail humain, et donc le temps des diverses catégories de producteurs matérialisé dans ces produits, se valent qualitativement, étant tous la cristallisation d'une certaine quantité de travail immédiate et médiate : immédiate dans les usines et les champs, médiate par le moyen des connaissances socialement accumulées, transmises et appliquées ».

Il faut être tombé sur la tête pour dire que tous les produits du travail humain se valent qualitativement ! Le temps de travail n'a rien à voir avec la qualité : la valeur d'échange (temps de travail cristallisé) établit une relation quantitative entre des produits qualitativement aussi différents que la chair à saucisse et le plutonium enrichi ! De même, c'est la loi de la valeur qui se cache derrière les « niveaux de qualification » ; tant qu'on compte en valeur d'échange, la force de travail d'un pilote de ligne « vaut » effectivement plus que celle d'un chauffeur d'autobus : il faut plus d'heures de travail social pour produire l'un que l'autre. Enrober cela de « travail immédiat et médiate » n'y changera rien !

Tout comme pour les prix, le petit-bourgeois croit que le capitalisme institue un « système des salaires » à sa guise. Que les salaires ne sont pas déterminés par une pure loi économique mais aussi par le rapport de forces entre les classes, le marxisme l'a toujours affirmé contre les tenants de la « valeur » (nous ne pouvons développer ce point ici). Mais cela ne signifie pas que le capital fixe comme il lui plaît les prix, salaires et profits ! (On pense évidemment à la fameuse « loi du profit maximum » de Staline, à laquelle nous avons opposé la vraie loi de la chute tendancielle du taux de profit malgré et à cause de tous les efforts du capital !)

Suit maintenant un long passage « sociologique » que nous n'avons pas le temps de décortiquer en détail ; nous nous contenterons de quelques remarques :

« Toujours dans le système capitaliste, la mesure de la valeur des marchandises est l'argent qui, lui aussi, dissimule cette réalité de base : le producteur est et ne peut être rien d'autre qu'un article de commerce, une chose valorisable ».

Comment peut-on dire sans rire que l'argent dissimule le fait que le producteur (sa force de travail, dirons-nous) est un article de commerce,

alors qu'il sert précisément à l'acheter ? Quant à l'identification entre « article de commerce » et « chose valorisable », elle est tout aussi vide, ou stupide : si on entend par « chose valorisable » une chose à laquelle on peut attribuer une valeur (d'échange), c'est une simple redondance ; mais en réalité le producteur est « valorisable » en ce sens qu'il crée de la valeur, et plus qu'il n'en représente. Il est même la seule marchandise qui possède cette propriété, ce qui le distingue radicalement de tous les autres articles de commerce !

« En d'autres termes, le producteur ne peut se voir que comme un objet dont les fonctions sont soit dirigeantes, soit dirigées, dans la mesure où il est considéré et se considère comme doué de compétence ou de droits ; jaugé selon des critères de valeur différenciés, il est lié aux autres par une relation abstraite. Il n'apparaît pas dans sa réalité de producteur relié aux autres producteurs identiques à lui-même au moyen d'un travail de qualité sociale égale ».

Il fallait bien arriver là : à escamoter la réalité de l'exploitation capitaliste en lui substituant la « relation dirigeant-dirigé » !

« La relation abstraite entre choses valorisables s'incarne dans l'argent, autre puissance abstraite, incarnant à son tour le jeu des lois qui échappent pour l'essentiel à la volonté des hommes en général ».

Tiens, tiens, il y aurait donc, page 119, des lois qui échappent à la volonté des hommes, alors qu'à la page 122 il n'y en a pas ? Dis-moi oui, dis-moi non... Il est vrai que CB Fres sont prudents : c'est « pour l'essentiel » qu'elles échappent à la volonté des hommes, ces lois, et des hommes « en général » seulement ! Quant à savoir en quoi consistent ces lois, c'est une question évidemment sans intérêt ! Par contre, et c'est là que ça devient passionnant :

« Par contre, la force de travail est une des propriétés communes à tous les hommes. La mesure du temps de travail que chaque producteur consacre au travail est l'heure de travail. Et la mesure qui permet de calculer le temps de travail (cristallisé dans les produits de l'activité humaine, à quelques exceptions près : recherche scientifique et autres travaux de création) ,c'est l'heure de travail social moyen, base de la production et de la distribution communistes des biens ».

Ici, on n'en croit pas ses yeux. A tel point que sans la suite on se demanderait s'il n'y a pas là une horrible coquille ! Mais non, il faut se rendre à l'évidence : CB Fres veulent effectivement faire de l'heure de travail social moyen la base de la production et de la distribution COMMUNISTES des biens.

Au fou ! Voilà des gens qui prétendent fonder le communisme sur la base même de la production et de la distribution CAPITALISTES des biens : à savoir, LA VALEUR D'ÉCHANGE.

Nous savons bien que le capitalisme ne respecte pas la loi de la valeur et nous avons vu plus haut pourquoi. Mais Marx a montré que c'est justement en poussant la loi de la valeur jusqu'à ses conséquences extrêmes et inévitables que le capitalisme la viole en détail pour mieux la sauver dans l'ensemble. Cela, le petit-bourgeois ou le gérant d'un morceau de capital ne le comprend pas, il est « spolié », lui, et il crie : « Au voleur ! Qu'on me rende LA valeur de MON produit ! »

Il n'y a rien d'autre dans ce passage, et CB Fres ont beau tourner en rond dans le temps de travail, qui se mesure en... temps de travail, c'est à dire en... heures de travail, ils n'en sortent pas. Sauf pour reconnaître des « exceptions » bien choisies : recherche scientifique et autres travaux de création (!) ; on a beau dire que tous les travaux se valent qualitativement, faut pas pousser, hein ? On pense irrésistiblement à un de leurs pré-curseurs : dans sa « socialité », toute aussi « juste et égalitaire » que celle de CB Fres, M. Dühring préservait jalousement les « droits d'auteur ». Misère de « l'individualisme collectif » !

La suite va montrer que c'est bien, en bons socialistes petits-bourgeois, le « produit intégral du travail » que revendiquent ici CB Fres.

« Mais, dira-t-on, quelle est la différence entre la valeur-argent et le « bon de consommation » calculé sur la base de l'heure de travail social moyen ? En régime capitaliste, l'échange exprime un fait fondamental : le producteur immédiat n'est pas maître des moyens de production et le travail social est la propriété des classes dominantes. Celles-ci en répartissent les produits en fonctions de ce « droit de propriété », du « degré de compétence », des lois du marché et autres, d'un nombre énorme de facteurs et de règles, correspondant parfois à la réalité mais toujours faussées par la division de la société en classes — dont les organisations syndicales constituent l'une des expressions ».

Laissons provisoirement de côté le « producteur immédiat ». Nous voyons que CB Fres reprochent au capitalisme de répartir les produits suivant des critères qui, bien qu'ils « correspondent parfois à la réalité (!?) » sont « toujours faussés » par la division de la société en classes. Moralité : il faut rétablir le « vrai » critère, l'heure de travail social, la vraie valeur d'échange, et justice sera faite :

« En revanche, quand l'heure de travail social moyen sert de base pour calculer la production et la consommation, il n'y a plus besoin de « politique des salaires » ; les forces productives, c'est-à-dire, soit la volonté du producteur, soit les capacités de production existantes, déterminent automatiquement le volume de la consommation, tant globale qu'individuelle ».

Du coup tout s'arrange miraculeusement :

« Désormais, les producteurs gèrent eux-mêmes la production, mais cette gestion cesse de se faire plus ou moins à l'aveuglette, toujours arbitrairement. Les rapports sociaux ne sont plus verticaux, de haut en bas, du dirigeant à l'exécutant, mais horizontaux, entre producteurs associés. Ce ne sont plus alors des facteurs échappant au contrôle des hommes ou exprimant la division de la société en classes qui fixent à la production ses objectifs, mais les producteurs libres eux-mêmes. Mais association, liberté et égalité des producteurs ne découlent pas à proprement parler de la réalisation d'aspirations morales ; en un sens, elles sont la conséquence de la tendance naturelle à l'auto-émancipation à laquelle s'opposent les vieilles organisations et les vieilles idées ; »

Quelle salade ! On admirera la prudence de CB Fres, qui multiplient les « pas à proprement parler en un sens »... Nous reparlerons de la « tendance naturelle à l'auto-émancipation » ; pour l'instant, ce qui nous intéresse, c'est que :

« d'un autre côté, chaque entreprise reste une cellule de cet immense corps économique qu'est la société et dont le métabolisme vital, le système d'échange, nécessite et secrète l'unité organique. Ses diverses cellules s'intègrent à un tout qui repose sur une base radicalement égalitaire et qui ne peut être que cela : le temps de travail pris comme seule unité de calcul de la production et de la consommation, un étalon contrôlable par tous.

Quelle magnifique apologie du commerce ! MM. Khrouchtchev et Mao peuvent se cacher, eux qui n'ont su qualifier le commerce que de « lien fraternel entre les peuples ». CB Fres retrouvent (et dépassent !) le lyrisme du capitalisme juvénile : voilà l'échange sacré « métabolisme vital » et « unité organique » de la société ! Vive la foire internationale !

Si ces braves gens avaient les moindres connaissances scientifiques, ils sauraient qu'on ne change pas un problème en changeant « d'unité de calcul ». Qu'importe qu'on « mesure » la valeur en francs, en dollars, en or ou en heures, dès lors qu'on mesure la valeur d'échange !

Il est d'ailleurs faux de dire que le temps de travail est un étalon contrôlable par tous ; c'était vrai autrefois, mais ne l'est plus : le paysan d'autan avait une idée très précise du temps qu'il fallait pour produire une charrue ou une armoire, et le forgeron ou le menuisier du village savaient combien d'heures le paysan travaillait en moyenne pour produire un quintal de blé ; mais qui sait aujourd'hui combien d'heures de travail contient une paire de chaussures ou une bicyclette ?

Mais l'importance de ce passage n'est pas là : pour une fois CB Fres sortent ici de la sphère de la consommation, pour nous dire deux mots de la production. Et quels mots ! Nous apprenons ainsi que dans leur Meilleur des Mondes les différentes « entreprises », dont l'existence est considérée comme « naturelle », restent des cellules autonomes reliées par l'échange « égalitaire ». Sur quelle base deux usines échangeront-elles, mettons des aciers laminés et des oscillographes ? Réponse de CB Fres : sur la base libre et égalitaire de l'honnête commerce, l'heure de travail social, c'est-à-dire la valeur d'échange. Eh bien, regardons ce que cela donne.

Un laminoir a besoin d'oscillographes, il s'adresse donc aux usines d'électronique pour échanger (directement ou indirectement) ses produits contre les leurs. Or, il est bien évident que toutes les usines d'électronique ne peuvent pas avoir rigoureusement la même productivité, et sortent des oscillographes qui, même identiques, ne contiennent pas le même temps de travail effectif. Alors de deux choses l'une :

— On échange les produits à leur valeur vraie ; le laminoir prendra évidemment les oscillographes qui « valent le moins », ceux qui contiennent moins d'heures de travail. Du coup, les entreprises moins productives vont se trouver ruinées (par la concurrence, pour appeler les choses par leur nom) ; à moins que leur production ne soit indispensable, auquel cas c'est elles qui fixeront la valeur des oscillographes sur le marché ; mais alors les usines à haute productivité pourront échanger leurs produits au-dessus de leur valeur réelle, et se trouvent ignominieusement avantagées. Ah ! mais pas du tout, diront CB Fres,

— on échange les produits à leur valeur moyenne. (Directement contrôlable par tous... !) Mais ça ne change rien : si on attribue la même valeur à tous les oscillographes, ceux qui les produisent plus vite recevront pour chacune de leurs heures de travail davantage d'aciers laminés que les autres, et se développeront à leurs dépens. Mais c'est dégoûtant, diront alors CB Fres, y a p'u d'justice ! Et il ne leur restera plus qu'à « inventer » le

taux de profit moyen, pour avoir reconstitué intégralement... l'économie capitaliste !

Ainsi, dans l'échange, l'égalité la plus égalitaire (en excluant le cas irréalisable et inconcevable où tous les producteurs seraient rigoureusement identiques et produiraient dans des conditions rigoureusement identiques) se change automatiquement en inégalité croissante. Mais alors peu importe qui gère.

Se demander si ces lois sont « indépendantes de l'action des groupes et des classes », c'est poser le problème à l'envers. Le marxisme n'ignore nullement l'action des groupes et des classes, mais il démontre par l'analyse historique que cette action est DETERMINEE par les rapports sociaux de production et leur dynamique.

Qu'est-ce que Le Capital de Marx ? Ce n'est pas « une étude de l'économie capitaliste » ! C'est la prise de conscience du cycle historique qui part de l'échange occasionnel de surplus, passe par la production simple de marchandises où la loi de la valeur s'établit, se poursuit dans le capitalisme qui déploie toutes les conséquences de cette loi en même temps que ses contradictions explosives, et s'achèvera par la négation de la loi de la valeur, par la suppression de tout échange dans la société communiste. Cette histoire, les hommes, c'est-à-dire, les groupes et les classes, la font, oui, et Le Capital est aussi le programme révolutionnaire de la destruction de l'échange par le prolétariat ; mais ils ne la font pas « librement », ils la font poussés par la dynamique objective des rapports sociaux.

Une remarque avant de poursuivre. Par manque de place et pour ne pas alourdir davantage l'exposé, nous avons dû renoncer à intégrer dans ce chapitre une double série de citations : celles tirées de la critique de Proudhon par Marx dans « Misère de la philosophie ». Que le lecteur se reporte à ce texte, et il verra qu'à 120 ans de distance la polémique est la même. Pour notre part, nous revendiquons hautement l'invariance du marxisme ; mais on voit que le socialisme petit-bourgeois, bien qu'il découvre tous les jours du « nouveau » et se gargarise avec le mot « moderne », est lui aussi invariant ! Incapable de renoncer au mercantilisme, il ne prône qu'un misérable replâtrage ou, au mieux, une « cure de jouvence » du capitalisme. Nous allons maintenant lui opposer brièvement notre perspective.

LE PASSAGE AU COMMUNISME

Revenons au « producteur immédiat » que nous avons laissé de côté, car c'est lui qui va nous donner la clé du communisme. Il est vrai que le capitalisme a commencé par exproprier le producteur immédiat, le privant de ses moyens de production et l'obligeant à vendre sa force de travail. Mais il n'en est pas resté là : sur la base du salariat, bouleversant les techniques de production, il a transformé le producteur, d'individuel qu'il était en producteur collectif. Il a ainsi approfondi le mouvement de socialisa-

tion de la **production** qui se dessine à travers le cycle historique de la propriété privée : dans l'économie « naturelle », de petites unités (tribus, familles...) produisaient **par et pour elles-mêmes** ; l'existence d'un surproduit particulier excédant leurs besoins conduit à l'échange et à sa généralisation, l'économie marchande, où de petites unités produisent **par elle-mêmes** mais **pour les autres** ; la révolution capitaliste a détruit l'autonomie de l'acte productif, aujourd'hui (à part des résidus négligeables) personne ne produit plus **par lui-même**.

Qui est le « producteur immédiat » aujourd'hui ? Eh bien, le grand acquis historique du capitalisme, payé par les souffrances horribles de centaines de millions d'hommes et superbement ignoré par CB Fres, c'est qu'aujourd'hui LE producteur immédiat de n'importe quel produit est l'humanité tout entière ; **virtuellement** cela est déjà totalement réalisé, et **pratiquement** ça l'est chaque jour davantage, par la concentration du capital et par l'interdépendance croissante de la production mondiale.

Mais cette socialisation de la production, le capitalisme la réalise sur la base de l'**appropriation privée** : les produits de l'activité sociale (y compris les producteurs) se présentent comme **propriétés de telles unités de production particulières** ; ils ne peuvent **circuler que par l'échange**, sous forme de **marchandises affectées d'une valeur d'échange**.

Voilà la contradiction fondamentale du capitalisme, et la généralisation des « monopoles », loin de l'atténuer, la rend toujours plus violente. On peut citer ici la polémique menée par Lénine contre la théorie kautskyste de « l'ultra-impérialisme », théorie qui hante le « capitalisme bureaucratique » de CB Fres. (On voit une fois de plus que réformisme et anarchisme ont la même théorie « au signe près » : l'un trouve bon ce que l'autre trouve mauvais.) Partant de la tendance à la concentration et au monopole, Kautsky admet la possibilité d'une concentration « absolue » du capital mondial, qui mettrait fin aux conflits entre fractions de capital. Reprenant la démonstration d'Engels et la confirmant par l'analyse historique, Lénine montre que la concentration ne se réalise pas de façon continue et uniforme, mais à travers des **convulsions sociales de plus en plus violentes** : plus la production se socialise, plus elle bute contre la forme marchande de la circulation ; plus le produit est collectif, plus il « demande » énergiquement à être directement **bien collectif**.

La question de savoir si un capitalisme totalement concentré pourrait ou non « se transcender » est une question abstraite : l'histoire ne la posera jamais, car plus il se concentre, plus il explose ! Le simple fait de la poser est une invitation à se soumettre au capital. Seul le prolétariat peut, en se constituant en classe révolutionnaire, s'emparer de force de la production privée, pour rendre LE producteur immédiat, la société, maître immédiat de son produit.

Développant toutes les conséquences de l'échange, le capitalisme a socialisé la production à un point tel qu'elle n'est plus compatible avec l'échange : **ABOLITION DE TOUT ECHANGE**, voilà en quoi consiste le passage au communisme ! C'est seulement de cette façon que l'humanité

peut se rendre maîtresse de son activité. La production pour l'échange fait de la production de valeur d'échange et finalement de capital le but même de la production sociale. Pour briser cette course infernale, il faut abolir l'échange !

Alors la « loi de la valeur » se renverse : dans la production marchande, la valeur d'un produit est déterminée par le temps de travail social qu'il contient ; dans le communisme, le temps que la société consacre à la production de tel objet est déterminé par sa valeur d'usage, un point c'est tout. La valeur d'échange, elle, a disparu ; le seul « dénominateur commun » qui permette de comparer quantitativement des produits qualitativement différents, des aciers laminés, des oscillographes, des saucissons, des chaussettes et des pilotes de ligne, c'est le degré d'utilité que la société leur attribue et qui, seul, détermine leur production. Pour que les besoins humains deviennent le moteur de l'activité productive, il ne faut tenir compte que de la valeur d'usage des produits, et pour cela il faut abolir la notion même de « valeur d'échange » et donc l'échange lui-même. Alors, mais alors seulement, LE producteur sera effectivement maître de son activité, de sa production et de sa consommation.

Mais cette société n'a rien de commun avec une « association de producteurs autonomes, libres et égaux ». Elle abolit au contraire la dernière autonomie des unités de production, et par-là rend inutile les conventions et « contrats » (liberté, égalité...) qui aujourd'hui règlent leurs rapports. Elle met fin à toute division et à tout antagonisme au sein de la société, et donc à tout « Contrat social » qui consacre et réglemente les divisions sociales. Elle est la constitution de l'unité sociale une et indivisible.

Il est bien évident que cette formidable révolution sociale ne peut se faire « instantanément » ; elle demandera une longue période de transition, qui ne commencera véritablement qu'à partir du moment où le prolétariat se sera emparé par sa révolution politique des forces productives dominantes à l'échelle mondiale.

Mais il est tout aussi évident que cette période de transition devra s'orienter dans une direction directement opposée à celle préconisée par CB Fres. Elle ne consacrera pas « l'autonomie » des entreprises, mais brisera leurs limites pour les transformer de « cellules », d'unités de production, en simples lieux de production ; (en attendant de pouvoir modifier radicalement leur nature et leur localisation géographique ;) elle ne règlera pas la circulation des produits selon les temps (ou « coûts ») de production, mais suivant les besoins : tous les aciers laminés et tous les oscillographes devront tomber dans le « fonds social » pour être répartis suivant les besoins, un point c'est tout. C'est seulement ainsi que le contenu de la production, (3) l'appareil productif et finalement les producteurs eux-mêmes

(3) En aucun cas ce ne sont « les ouvriers de Renault » qui *décident* quelle quantité de voitures il faut produire ! Ou bien c'est le marché et la course à l'accumulation qui décident, ou bien c'est l'intérêt social collectif où les ouvriers de Rodhiacéta ne sont pas moins concernés que ceux de Renault.

pourront être radicalement modifiés, et la division sociale du travail abolie. Le prolétariat victorieux se trouvera à la tête d'un appareil de production capitaliste ; c'est dans la production qu'il portera le fer de lance de sa lutte anti-mercantile pour briser les lois de l'économie capitaliste. (4)

Cela ne signifie pas qu'en ce qui concerne la distribution des produits de consommation il laissera les choses « en l'état ». Mais là aussi il faudra procéder tout autrement que le proposent CB Fres. Tel qu'ils présentent le bon de consommation, il n'aurait d'autre résultat que de transférer de l'individu à l'usine le bénéfice des qualifications différentes, ce qui accentuerait d'ailleurs la concurrence entre les usines. Mais ils n'empêchent même pas le malabar qui travaille sans effort 8 heures par jour de consommer 2 fois plus de tout que le malingre qui n'en travaille que 4 ; c'est ça « l'égalité » ! Et surtout ils « oublient » (ayant copié Proudhon et non Marx) la caractéristique pour nous essentielle du bon de consommation : il ne représente pas une valeur d'échange, mais des valeurs d'usage, bien précises et non accumulables. Autrement dit, les biens de consommation immédiate seront eux aussi privés de cette « valeur » qui les rend comparables : il n'y aura pas un « bon d'une heure » avec lequel on pourrait consommer indifféremment 1 kg de beurre, 1 litre d'eau-de-vie ou un morceau d'appareil de télévision !

Pour Marx, le bon de consommation est une étape dans la réalisation de l'unité sociale de production et de consommation. Héritant de l'économie capitaliste et d'hommes formés par elle, le prolétariat devra réorienter qualitativement la consommation et, dans un premier temps, la limiter quantitativement. Le bon de consommation est la dernière forme d'échange, le dernier contrat social ; il porte en quelque sorte l'inscription : « Tu as participé à la production sociale, tu as le droit de participer à la consommation sociale ». Marx dit que ce droit relève encore du droit bourgeois, celui du « donnant-donnant », qu'on ne peut pas supprimer complètement tant que les causes de son existence n'ont pas entièrement disparu. (5) Il s'en distingue cependant par sa dynamique propre : refusant de comptabiliser des « valeurs » et réglant le rapport global entre l'individu et la

(4) Cet aspect fondamental a été en partie masqué par les conditions particulières dans lesquelles s'est déroulée la révolution russe. En Russie, le prolétariat se trouvait à la tête non pas d'une économie capitaliste, mais essentiellement pré-capitaliste. Loin de pouvoir attaquer d'emblée la production marchande, il a été contraint de l'encourager dans une certaine mesure : étant donné l'énorme poids de la petite production, et le niveau extrêmement faible de la production en général, il était impossible de supprimer le marché de but en blanc. Contrairement à Lénine et Trotsky qui ont toujours été absolument clairs et précis sur ce point, beaucoup de gens ont voulu voir du « socialisme » dans les mesures nullement socialistes que l'Etat prolétarien en Russie était obligé d'accepter pour ne pas sombrer.

(5) Par exemple, CB Fres se moquent de Trotsky qui qualifiait l'homme « d'animal paresseux » ; ils ignorent qu'après des siècles d'exploitation le travail est effectivement une « triste obligation », et qu'on ne change pas une telle habitude sociale en une génération. Le prolétariat devra obliger de larges couches à participer à la production utile, ce qui contribuera à alléger la durée et l'intensité de la journée générale de travail.

communauté, il se supprime lui-même en réalisant l'unification sociale ; à mesure que les rapports de production se modifient, que les habitudes capitalistes disparaissent, que l'homme change et que les forces productives augmentent, il s'estompe, et la société écrira sur ses drapeaux : de chacun selon ses moyens, à chacun selon ses besoins. La dernière forme d'échange aura disparu, et la dernière trace de division ou d'opposition sociale.

Représentant des fins historiques radicalement opposées, il est normal que le marxisme et le mouvement « CB Fres » (qui n'est que le vieux « socialisme petit-bourgeois ») aient sur tous les points qui touchent à la lutte des classes des positions inverses. Nous allons le voir en étudiant maintenant les questions de l'Etat, de la démocratie et de la dictature, puis celle de la spontanéité et du parti.

ETAT ET AUTORITE

Il n'y a pas trente-six attitudes possibles à l'égard de l'Etat, il n'y en a que trois, et toute position se range explicitement ou implicitement dans l'une ou l'autre :

1) Celle qui considère l'Etat et toute sa machine administrative, tant idéologique que politique, militaire ou économique, comme l'expression de l'intérêt collectif de la société ; qui, si elle n'ignore pas purement et simplement les antagonismes sociaux, présente l'Etat comme « l'arbitre » au-dessus des classes, chargé de résoudre leurs conflits dans l'intérêt général ; bref, qui voit dans l'Etat le Bien absolu.

2) La même, « changée de signe » ; celle qui considère l'Etat (l'autorité, la contrainte, la violence, la hiérarchie, la bureaucratie) comme le Mal absolu ; qui voit dans l'Etat la cause première de l'exploitation, des antagonismes et conflits sociaux.

3) L'explication historique de l'apparition et du gonflement de l'Etat à partir de la division de la société en classes, déterminée par les rapports de production ; celle qui refuse tout caractère absolu à l'Etat, donc, le comprend comme un produit des antagonismes de classe et comme un instrument de la domination d'une classe sur les autres.

Il n'y a pas d'autre théorie de l'Etat, parce qu'il n'existe pratiquement plus d'autres classes que la bourgeoisie, les classes moyennes et le prolétariat. Or ces trois théories représentent les positions respectives de ces classes. En fait, les classes moyennes sont tirillées entre les théories 1) et 2) entre « l'Etat-Bien » et « l'Etat-Mal », et cela se comprend lorsqu'on considère leur situation de classes moyennes, anciennes ou nouvelles.

Les petits-bourgeois classiques ont, tout comme la bourgeoisie, besoin de l'Etat pour garantir l'application des « règles du jeu » de la production marchande et de l'échange, de la propriété privée. Mais l'application « honnête » de ces règles entraîne à plus ou moins brève échéance leur ruine et leur expropriation ! Du coup, ils se retournent contre l'Etat qui, en bon exécuteur des lois du mercantilisme, devient aussi l'instrument de leur expropriation.

Alors que le petit-bourgeois nanti et prospère divinise son protecteur, l'Etat, son frère ruiné (il ne comprend pas bien comment), en voie de prolétarianisation, semi-prolétaire ou fraîchement prolétarisé, renverse ses « valeurs » et voit dans l'Etat le diable en personne. Voilà pourquoi l'anarchisme, expression politique de cette tendance, a son terrain d'élection dans la couche petite-bourgeoise la plus proche du prolétariat ; ce n'est pas un hasard si, au siècle dernier, l'anarchisme a fleuri dans les pays où le processus de prolétarianisation a été le plus lent, conservant relativement longtemps d'importantes couches sociales en « porte-à-faux » entre l'état du petit-bourgeois et celui de prolétaire (France, Italie, Espagne et aussi Russie). Si la base sociale de l'opportunisme réformiste est « l'aristocratie ouvrière achetée avec les surprofits impérialistes » (Lénine), c'est-à-dire l'ouvrier qui s'élève dans l'échelle de la société bourgeoise, celle de l'anarchisme c'est le petit-bourgeois qui descend.

Dans la renaissance actuelle de l'anarchisme jouent à la fois des facteurs politiques et des facteurs sociaux. L'écrasement du mouvement révolutionnaire du prolétariat dans les années 20 a entraîné son absence de la scène historique pendant des décennies, à la fois comme pôle d'attraction politique capable de lutter contre l'idéologie des autres classes, et comme force agissante capable de « perturber » le fonctionnement « normal » de la société capitaliste. Or, le développement « normal » des contradictions du capitalisme conduit à accentuer la pression du capital non seulement sur le prolétariat, mais aussi sur les classes moyennes.

Ainsi, des pays qui, grâce à leurs privilèges impérialistes, avaient réussi à conserver d'importantes couches petites-bourgeoises (France, p. ex.) ou d'ouvriers embourgeoisés (Angleterre, p. ex.) sont contraints par la perte de leur monopole et par l'âpreté de la concurrence internationale d'entreprendre une liquidation accélérée de ces couches. Un phénomène analogue touche les « nouvelles » classes moyennes : le capitalisme les engendre comme couches privilégiées, mais il tend aussi à les « comprimer vers le bas », à réduire leurs privilèges. C'est bien entendu l'Etat, représentant de l'ensemble du capital national, qui doit mener à bien ces opérations délicates. Du fait de l'élargissement du rôle de l'Etat, du fait qu'il tend à contrôler l'ensemble de l'activité, même le bourgeois (ou le gérant d'une fraction de capital) est d'ailleurs amené à prendre une attitude ambiguë face à l'Etat : agissant dans l'intérêt général du capital, l'Etat est parfois obligé de léser ses intérêts particuliers ; devenant le représentant du capital, l'Etat apparaît comme « responsable » de ses contradictions insolubles. Théorisées jusqu'au bout, ces tendances conduisent à la solution très simple : « Nyaka supprimer l'Etat ». Nyaka !

Ici CB Fres vont même plus loin que l'anarchisme classique ; c'est encore plus simple que ça : « L'Etat, nyaka l'ignorer, faire comme s'il n'existait pas ». Et cela est parfaitement cohérent avec leur conception de la bureaucratie : ne comprenant pas ses origines économiques et sociales, ils croient que la bureaucratie tire son autorité... d'elle-même ; pour eux, le fondement de l'autorité c'est... l'autorité ! Lisons :

« Le pouvoir d'un doyen est LE TYPE MEME (souligné par nous, NdR) de

l'auto-pouvoir d'une organisation bureaucratique. Reconnu, il est tout-puissant, ignoré, il ne peut réagir ; » (p 133)

Il suffit par conséquent d'inciter les gens à ignorer l'Etat. Or :

« Le consensus général, l'adhésion consciente ou inconsciente au système, se trouvent minés par l'acte déterminé d'une minorité » (p. 147).

Donc, lançons des bombes. Mais attention, alors que l'anarchiste classique voulait détruire l'Etat et lançait de vraies bombes (ohé, Vaillant !), nos anarchistes modernes peuvent se contenter de lancer des **bombes culturelles** (spécialités situationnistes) contre le consensus général. Après avoir exproprié le général Motors, il faut tuer le général Consensus ! Cela est si dérisoire, qu'après le reflux du mouvement de masse les vraies bombes ont quand même fait une petite apparition.

La façon de raisonner de ces Messieurs est caractéristique de l'**idéisme bourgeois**. Car, s'il est évident qu'aucun pouvoir ne peut exister sans être « accepté », sans un large « consentement » au moins passif, CB Fres pose d'une part ce consentement comme libre, déterminé par rien, (mais ébranlable par des « bombes » et autres psychodrames !) et d'autre part comme général ; ils escamotent aussi bien la division de la société en classes (qu'ils veulent réduire à l'opposition dirigeants-dirigés), que la vraie question : qu'est-ce qui dirige en réalité le « dirigé » et le « dirigeant » ?

Le moment est venu de parler de la « tendance naturelle à l'auto-émancipation », par laquelle CB Fres essaient d'échapper aux aspirations « pas à proprement parler » morales. Mais ils tombent de Charybde en Scylla : on n'avance pas d'un pas en remplaçant des Valeurs morales a priori par une Nature humaine tout aussi a priori. CB Fres... pardon, M. Proudhon ignore que l'histoire tout entière n'est qu'une transformation continue de la nature humaine, écrivait Marx en 1847 ! Pour montrer à quel point leur « tendance naturelle » est imaginaire, nous évoquerons brièvement quelques formes d'organisation sociale.

Commençons avec la forme désignée par le nom de **despotisme asiatique** et qui, avec des variantes locales mais des traits fondamentaux identiques, a existé de la Chine à l'Egypte aussi bien qu'au Mexique et au Pérou. Elle nous intéresse particulièrement, parce que c'est la plus centralisée et la plus hiérarchisée que l'histoire ait produite. A quoi était due cette structure ? CB Fres ne s'occupent évidemment pas de choses aussi éloignées (on est immédiatiste ou on ne l'est pas !), mais implicitement ils répondent à notre question : « Cette structure provenait de ce que la « bureaucratie », la caste des prêtres ou autres, voulait vivre mieux que le commun des mortels ; et cette caste tirait son autorité d'elle-même, du fait qu'elle avait réussi à faire croire au vulgaire que le pharaon ou autre empereur était d'essence divine ». (C'est ainsi, textuellement, qu'ils expliquent « tout auto-pouvoir d'une organisation bureaucratique »).

Or, des sociétés « bureaucratiques » de ce type ont subsisté pendant des millénaires, et elles ont toutes été détruites de l'extérieur. Que fichait donc pendant tout ce temps la « tendance naturelle à l'auto-émancipation » ? Mais peut-être que ces hommes-là, encore à moitié singes, en étaient dépourvus ?

Il est bien évident qu'une telle explication n'explique rien. Seul, comme Marx et Engels l'ont montré, le matérialisme historique peut expliquer le despotisme asiatique. Cette forme s'est développée dans des régions où, par suite des conditions géographiques et climatiques, deux types de production étaient possibles : à l'état naturel ce sont des semi-déserts ou des steppes propres à l'élevage nomade ; irriguées, elles deviennent propres à la culture du sol, à la production de céréales. Or l'irrigation nécessite de vastes travaux qui doivent être dirigés centralement, d'après un plan d'ensemble ; et, étant donné le niveau technique de ces sociétés (et la nécessité d'élever ce niveau), ces travaux n'étaient réalisables que sur la base d'une division sociale du travail, d'une hiérarchie technique et administrative. Cette division sociale en castes était acceptée de la façon la plus « naturelle » par toute la société parce qu'elle correspondait à une nécessité sociale. (Si le communisme réalisera une centralisation sans hiérarchie sociale, ce n'est nullement à cause d'une tendance « naturelle », mais parce que le degré actuel des forces productives exige la suppression de la division du travail !) Les castes dirigeantes n'étaient pas des « exploiters », même si elles tiraient du surtravail des paysans : leur existence était la condition sine qua non de la possibilité de faire de l'agriculture. Et la « divinisation » du sommet de la pyramide sociale n'était ni une donnée a priori, ni une cause première : elle était précisément la conséquence et la traduction imagée de ce fait objectif.

Bien entendu, aucune « fatalité mécanique » (pour parler comme CB Fres) n'obligeait les hommes à faire de l'agriculture ! Il y avait simplement (simplement !) le fait que l'agriculture permettait de nourrir infiniment plus d'hommes que l'élevage nomade, et même de libérer des forces de la production alimentaire immédiate pour les consacrer au développement des forces productives en général. C'est pourquoi ces sociétés se sont établies et que, bien qu'elles aient eu des conflits frontaliers chroniques avec les bergers nomades, elles les refoulaient sans difficulté. Elles n'ont été détruites que par des modes de production supérieurs : par la société esclavagiste gréco-romaine (de la Perse à l'Égypte), par la féodalité grosse du capitalisme (Nouveau Monde) ou le capitalisme (Inde, Chine). En réalité, bien qu'extraordinairement stables, elles évoluaient quand même lentement, par suite de l'accroissement des forces productives ; mais l'essor foudroyant des sociétés de classe a brisé net leur propre développement.

Si nous nous tournons maintenant vers la société esclavagiste, nous n'y trouverons pas davantage trace de la « tendance naturelle à l'auto-émancipation ». Tant que ces sociétés étaient dans leur phase ascendante, l'esclavage était accepté, même par les esclaves (6) ! Les révoltes d'escla-

(6) Engels rappelle qu'aux débuts de l'État grec la police était assurée par des esclaves. Les libres citoyens athéniens admettaient déjà la nécessité d'une « force publique » distincte de la société ; mais ils trouvaient cela si antipathique, qu'ils préféreraient être arrêtés par des esclaves armés, plutôt que de faire eux-mêmes ce sale travail. Voir *L'origine de la famille, de la propriété privée et de l'État*.

ves n'ont commencé que lorsque ces sociétés entraient en décadence. Elles étaient d'ailleurs incapables d'arriver à une « auto-émancipation ». Cela ne tenait nullement à une « nature » des esclaves, mais au fait objectif que la société esclavagiste n'avait engendré en son sein aucune autre forme de production : arrivée au bout de son rouleau, elle ne pouvait ni continuer ni disparaître ; elle se survivait, jusqu'au moment où les Germains barbares lui ont donné le coup de grâce et, par la combinaison de leur structure sociale et de la technique romaine, ont ouvert la voie à la naissance (lente et pénible) de la société féodale.

On aurait tort de penser que nous nous sommes éloignés de notre sujet. Il y a plus à apprendre dans une vieille momie que chez un jeune « enragé », et un **principe d'explication historique** doit valoir aussi bien pour le présent que le passé et l'avenir. Nous avons voulu mettre ici en évidence l'**opposition irréductible** entre la façon idéaliste d'écrire l'histoire, et son explication matérialiste. Cette opposition, reflet de l'opposition entre la bourgeoisie et le prolétariat, n'est nullement nouvelle. Dans « L'idéologie allemande » Marx et Engels ridiculisent ces idéologues qui voient dans les Idées ou phantasmes religieux la cause de l'assujettissement et de l'exploitation, au lieu de comprendre que ces Idées ne sont que les produits des rapports sociaux ; qui prétendent libérer les hommes en les délivrant de leurs phantasmes, et s'opposent en fait au bouleversement social qui permettra de supprimer la cause de ces phantasmes.

En réalité, la « tendance à l'auto-émancipation » dont parlent CB Fres a bel et bien existé dans l'histoire, mais elle n'avait rien de « naturel » ! La revendication de la Liberté, de l'Égalité et du Contrat commercial était un produit de la maturation du capitalisme au sein de la société féodale dans laquelle les forces de production en train de naître étouffaient. C'était une tendance **produite par l'histoire** et qui, à l'époque, était chargée d'un **potentiel révolutionnaire** formidable. C'est ce caractère objectivement révolutionnaire qui a donné sa force à l'idéologie bourgeoise et a entraîné l'adhésion enthousiaste à la révolution bourgeoise non seulement de transfuges de la classe à abattre, l'aristocratie, mais aussi de la classe **déjà exploitée** par la bourgeoisie, le prolétariat naissant.

Cet élan révolutionnaire, dont quelques siècles à peine nous séparent, était si puissant, que son idéologie survit aux conditions qui l'ont créée, survit alors que le capitalisme (forme la plus haute de la production fondée sur l'échange) a épuisé toutes ses possibilités révolutionnaires pour devenir à son tour une entrave au développement humain.

Et sa survie est liée au fait que les intérêts immédiats de la bourgeoisie et des classes moyennes sont solidaires de ceux du capital. En raisonnant dans l'abstrait, on pourrait dire que tous les hommes souffrent du capitalisme et « devraient » vouloir le communisme. Mais les classes ne sont pas « guidées par la Raison » (comme dit la chanson), **elles agissent poussées par les conditions dans lesquelles elles vivent**. Il est certain que lors d'une **crise ouverte du capitalisme**, et devant une offensive de classe du prolétariat, il se trouvera moins de gens qu'en 1789 qui accepteront allègrement

de donner leur vie pour défendre le capitalisme. Mais, d'une part il s'en trouvera toujours, et d'autre part, même des couches qui refuseront de mourir pour le capital, tenteront tout « naturellement » de s'opposer à la destruction des rapports capitalistes de production. Ce sont ces deux aspects que nous allons évoquer maintenant.

REVOLUTION VIOLENTE ET DICTATURE DU PROLETARIAT

C'est bien la pire illusion de croire que l'Etat capitaliste puisse s'effondrer tout seul, parce que privé du « consensus général ». Ici encore, CB Fres ont en fin de compte la même théorie que PCF et Cie : les uns et les autres prétendent qu'on « passera au socialisme » parce qu'une majorité si écrasante se sera convertie aux « idées socialistes », que le capital n'aura plus de champion : on ne se battra pas... faute de combattants. D'accord sur cette perspective, ils divergent uniquement par la méthode : pour « guérir » les hommes des Idées capitalistes, les médecins du PCF préconisent la camisole de force bourgeoise, alors que les Drs CB Fres sont partisans de l'électro-choc de La Révolte.

Pour voir jusqu'où peut aller l'illusionnisme pseudo-révolutionnaire, il faut lire comment CB Fres décrivent la situation en France au mois de Mai 68 :

« Du 27 au 30 mai, plus personne n'avait le pouvoir en France ». (p. 142)
« Le vide politique créé par la vacance du pouvoir... » (p. 144). « Prendre conscience de ce non-pouvoir et des possibilités qu'il entrouvrirait est fondamental ». p. 142). « La crise atteindra son paroxysme dans la période de décomposition de l'Etat ; » (p. 139).

Etc... Voilà ce qu'ils ont vu... avec les yeux de l'esprit ! Et, tout en reconnaissant que

« à aucun moment cette force (la police et l'armée, NdR) n'a été obligée d'intervenir avec tous ses moyens » ; que « la police a été brutale mais elle n'a pas tiré » (pp. 137-8), CB Frs ne craignent pas de dire que « l'expérience a été faite par les jeunes ouvriers de la faiblesse du pouvoir de l'Etat » (p. 141).

Autrement dit : le pouvoir politique de la bourgeoisie, l'Etat de classe, était si peu menacé qu'il n'avait aucun besoin d'utiliser les grands moyens, et cela démontrerait sa faiblesse et sa décomposition, cela prouverait qu'il n'existait plus comme pouvoir ! (Si la dialectique était l'art de changer n'importe quoi en son contraire, alors oui, ce serait de la dialectique !)

La conclusion que CB Fres tirent de cette « vacance de pouvoir » coule de source (nyaka)

« accomplir le saut qualitatif de la prise du pouvoir dans les usines » (p. 147) c'est-à-dire « prendre le pouvoir en relançant l'activité économique au profit des salariés et en gérant certains services publics ». (p. 145) (7)

(7) « La distribution générale d'essence sous le contrôle des employés des raffineries et des comités de grève locaux est un exemple d'action gestionnaire, capable de frapper les esprits ». (p. 266) Ce qui frappe surtout nos esprits, c'est que CB Fres prônent un formalisme vide : seul leur importe que « les employés des raffineries » gèrent (?) la distribution générale (?) d'essence ; quant à savoir à qui on donnera de l'essence, et pour quoi faire, ils s'en foutent, ils ne soupçonnent même pas que c'est là la vraie question !

Or, ce fier dédain du pouvoir central, cette volonté de l'ignorer purement et simplement, est en réalité la pire capitulation devant lui ! Si, effectivement, il n'était pas question de guerre civile en France en 68, ce n'est pas du tout comme disent CB Fres parce que

« avant que de Gaulle parle de guerre civile, personne n'a pu imaginer une telle issue, car il manque effectivement une force contre-révolutionnaire mobilisable » (p 144).

C'est au contraire parce qu'il manquait la force **REVOLUTIONNAIRE mobilisable** ! La violence de l'Etat n'a usé que des moyens restreints (matraques et grenades lacrymogènes) parce que l'Etat bourgeois n'était pas réellement en danger ; les forces contre-révolutionnaires ne se sont pas mobilisées parce qu'elles n'avaient pas contre qui se mobiliser. Mais il est symptomatique que la simple évocation de la violence sérieuse par le Président de la République ait suffi pour que les classes moyennes se jettent dans les bras de l'Etat-Sauveur, abandonnant non seulement les ouvriers (ce qui « va de soi » !) mais aussi leurs propres porte-parole politiques, de la Fédération à CB Fres en passant par le PCF et tutti quanti.

Dire que « le pouvoir ne pouvait miser indéfiniment sur la répression » (p 138) alors qu'il n'a sorti que le bout du bâton, n'est pas seulement de l'inconscience infantile : c'est le vieux rêve petit-bourgeois que « tout va s'arranger gentiment, sans guerre civile ». Au lieu de préparer les prolétaires aux durs combats qu'ils auront à mener, CB Fres (tout comme le PCF !) les endorment dans l'illusion d'une révolution pacifique ! C'est du défaitisme répugnant !

De la même façon, il n'est pas seulement idiot, mais défaitiste, de dire que le pouvoir n'avait pas de stratégie. Il en avait une, il n'avait pas besoin de « l'inventer », la bourgeoisie l'a déjà appliquée à maintes reprises. Elle consiste à reculer devant les revendications économiques (formulées par une lutte d'envergure) et à éviter que la lutte déborde sur le terrain politique, qu'elle devienne lutte ouverte pour le pouvoir politique.

Certes, la bourgeoisie n'est pas contente lorsque la production est arrêtée, lorsque les usines sont occupées et qu'elle doit lâcher du lest. Mais elle sait parfaitement, elle, que la question centrale de la lutte des classes est celle du pouvoir politique ; elle sait parfaitement, elle, qu'un mouvement qui ne se lance pas à l'assaut de l'Etat ne met pas en cause sa domination, et ne peut manquer de refluer. Selon la situation et l'ampleur des luttes, elle fera plus ou moins vite des concessions plus ou moins importantes, qu'elle essayera de reprendre par la suite.

A titre d'exemple nous citerons, non pas Mai 68 ni 36 en France, mais une situation où la lutte des classes était autrement aiguë : l'occupation des usines en Italie en 1919. A cette époque, la rupture du PSI n'avait pu encore se faire, la direction du PSI et des Syndicats étaient aux mains des réformistes. La formidable grève avec occupation d'usines qui éclate, était privée de la direction politique indispensable. Pourtant, c'était une lutte puissante à côté de laquelle Mai 68 semble un jeu : les ouvriers étaient armés et faisaient de l'entraînement militaire dans les cours d'usines (au

lieu de... danser, comme en 36) ; il leur arrivait de prendre d'assaut des magasins d'alimentation, et beaucoup de boutiquiers, impressionnés par la force du mouvement, mettaient volontairement leurs stocks à la disposition des Bourses du Travail ; l'Etat évitait de les heurter de front ; il avait retiré ses forces : dans les quartiers ouvriers, la présence de trois policiers ensemble était considérée comme une « concentration de police » et les ouvriers ripostaient à cette provocation. C'est du coup que CB Fres auraient crié : il n'y a plus de pouvoir !

Hélas ! l'Etat existait bel et bien, et il a manœuvré avec une grande habileté. Impuissant à attaquer les ouvriers, il s'est dérobé pour éviter que les ouvriers l'attaquent ! Le gouvernement a déclaré qu'il s'agissait d'un conflit économique entre ouvriers et patrons qui ne le concernait pas, et le Président du Conseil est... parti en vacances. (Aujourd'hui où l'Etat est devenu le super-patron, une dérobade aussi complète est évidemment difficile !) Il est parti en vacances, en attendant patiemment que le mouvement reflue. Et dans la mesure où les ouvriers n'attaquaient pas le pouvoir politique central, le mouvement ne pouvait que refluer. Après quoi, la bourgeoisie pouvait passer piano piano à la contre-offensive.

Bien entendu, l'Etat a été puissamment aidé par les opportunistes. D'abord par les réformistes démocrates, qui ne veulent connaître d'autre lutte politique que parlementaire, et qui refusaient de donner une orientation politique au mouvement, sinon électorale ! Mais aussi par les « gramscistes » de l'Ordine Nuovo, fraction opposante du PSI qui était influente dans les centres industriels du Nord ; ces partisans de la « gestion ouvrière » qui, tout comme CB Fres, situaient « le pouvoir » dans les entreprises, donnaient aux ouvriers comme seule perspective « l'auto-défense » (comme disent CB Fres) des usines ; croyant qu'ils avaient déjà arraché à la bourgeoisie les bases de son pouvoir, ils ont enfermé les ouvriers dans les usines (8) au lieu de les lancer à l'assaut de l'Etat. Seule, notre fraction a tenté de donner au mouvement l'orientation révolutionnaire. Mais son influence était encore trop faible (la scission d'avec le PSI et la constitution du PC d'Italie ne pourra se faire qu'en 1921) et elle ne fut pas écoutée.

Dans cette expérience historique (chèrement payée par le prolétariat) les théories de la « grève expropriatrice » ou de la « conquête du pouvoir dans les usines » ont démontré pratiquement leur faillite, confirmant ainsi l'analyse marxiste : Le saut qualitatif n'est pas la prise des usines, mais la destruction de l'Etat capitaliste et l'instauration de l'Etat prolétarien.

Derrière les théories de « l'autogestion » ou du « pouvoir dans l'usine » il y a finalement une incompréhension totale de la différence entre révolution bourgeoise et révolution prolétarienne, incompréhension caractéristique des classes moyennes qui voudraient « se débarrasser du capitalisme »... tout en conservant l'échange.

(8) L'occupation de l'usine est une excellente tactique dans une grève partielle : elle empêche le patron de faire appel à des jaunes. Mais lors d'une grève générale elle ne sert à rien, sinon à s'enfermer soi-même !

La bourgeoisie pouvait et devait conquérir un certain « pouvoir économique » au sein de la société féodale, avant que se pose la question du **pouvoir politique**. L'accumulation du capital prend son point de départ localement, elle se fait **par en bas**, et ce n'est qu'à partir du moment où elle avait déjà atteint un certain degré de développement que l'organisation féodale devenait un obstacle à son essor. De même, la bourgeoisie n'était pas une classe de la société féodale « pure » ; elle n'apparaît que dans la mesure où le développement des forces productives conduit au marché, à l'échange, en réalité étranger au schéma féodal théorique (9).

Pour le prolétariat, la situation se présente tout à fait différemment. Le prolétariat est une classe de la société capitaliste ; produite par le capital et produite comme classe exploitée, il naît en même temps que le capitalisme. Et, alors que la tâche historique de la bourgeoisie était de réaliser la socialisation de la production à partir du producteur isolé, celle du prolétariat est de supprimer l'appropriation privée, l'échange. Cela ne peut pas se faire par en bas, mais seulement par en haut, d'une façon globale.

Globale est le mot propre : « Il est de notre intérêt et de notre devoir de rendre la révolution permanente jusqu'à ce que le prolétariat ait conquis le pouvoir dans les pays prédominants » écrivaient Marx et Engels en 1850 (Adresse à la Ligue des Communistes). Ayant « conquis » une usine, le prolétariat ne dispose d'aucun pouvoir économique (10) ; ayant conquis le pouvoir dans un pays entier, il dispose d'un pouvoir économique très faible ; son véritable pouvoir économique commence le jour où il s'est rendu maître du globe !

Il est bien évident que la révolution n'aura pas lieu le même jour dans tous les pays. Mais il est tout aussi évident que les luttes partielles, locales, nationales, continentales, ne peuvent viser un impossible « pouvoir économique », mais doivent viser le **pouvoir politique**. Même lorsque le prolétariat aura conquis le pouvoir dans un pays ou continent entier, son programme économique immédiat restera subordonné à la lutte pour le pouvoir mondial.

(9) Aucune forme sociale n'a existé durablement à l'état « pur » ; en particulier, le capital commercial apparaît dans des modes de production aussi peu « capitalistes » que l'esclavagisme ou le despotisme asiatique, dès lors que l'essor des forces productives crée d'importantes quantités de surproduit local. D'abord en marge de la production, le commerce tend, plus ou moins vite selon les circonstances, à bouleverser tous les rapports sociaux. Par exemple, vers le XV^{me} - XVII^{me} siècle, l'extension du commerce chinois (avec des formes bancaires hautement perfectionnées) annonçait d'importants bouleversements sociaux ; c'est le développement du capitalisme européen qui, en refoulant le commerce chinois, y a coupé court et par son essor foudroyant s'est assuré l'hégémonie mondiale.

(10) Dire que Trotsky, qui fut l'adversaire implacable du « socialisme dans un seul pays », a rouvert lui-même la porte au « gestionnisme » et au « socialisme d'entreprise » en parlant (dans le Programme de transition) de « double pouvoir dans l'usine », en donnant au « contrôle ouvrier » et à la « gestion ouvrière » un sens immédiatiste !

Or, si la bourgeoisie peut reculer lorsque les ouvriers revendiquent ou occupent les usines, si elle peut faire des concessions économiques, **elle ne peut reculer lorsqu'ils attaquent son pouvoir politique, son Etat : si elle recule, elle tombe dans le vide !** Elle a défendu, elle défend, elle défendra son Etat avec l'énergie du désespoir, et la lutte pour le pouvoir déchaînera toute la violence contenue dans les antagonismes de classe.

Mais il ne suffira pas au prolétariat de détruire l'appareil d'Etat bourgeois, **il devra instaurer son propre Etat.** Pour la raison très simple que la révolution sociale, le bouleversement radical des rapports de production et par conséquent de tous les rapports sociaux, ne peut se faire en un jour ; les classes, qui sont l'expression vivante des rapports de production capitalistes, ne disparaissent pas du simple fait de la défaite militaire de la bourgeoisie. La bourgeoisie aura perdu le pouvoir, de classe dominante elle sera devenue classe dominée, mais elle subsistera encore longtemps dans le corps social. (La « solution » qui consisterait à « supprimer la bourgeoisie » en massacrant tous les bourgeois, ne saurait être envisagée sérieusement ! D'ailleurs, ce serait encore une mesure faussement radicale : elle ne modifierait pas les rapports de production !) Cette bourgeoisie vaincue mais toujours présente tentera par tous les moyens de s'opposer aux mesures visant à briser les rapports capitalistes de production et donc à la supprimer en tant que classe.

Tant vaut pour la petite-bourgeoisie qui résistera aux mesures de socialisation à la fois parce qu'elle défendra ses intérêts immédiats, et parce qu'elle est incapable de concevoir d'autres rapports de production que ceux fondés sur l'échange.

On peut dire que CB Fres, qui repoussent avec horreur l'idée d'un Etat prolétarien, sont en réalité la preuve vivante de la **nécessité absolue de cet Etat et de sa dictature** : il faudra leur, c'est-à-dire aux classes qu'ils représentent, il faudra leur imposer la suppression de l'autonomie des entreprises, il faudra leur imposer l'abolition de l'échange des « valeurs » individuelles, l'abolition de l'égalitarisme mercantile dont ils rêvent. Et nous savons d'avance qu'ils gueuleront comme des cochons qu'on égorge et que, comme d'habitude, ils en appelleront à la sacro-sainte-Liberté !

Nous avons dit que « vu de Sirius » tous les hommes devraient vouloir le communisme. Mais la société n'est pas composée « d'hommes » (qui regardent les choses de Sirius), elle est constituée de classes ! Le prolétariat est la seule classe dont les intérêts immédiats (lutte contre l'exploitation) et les intérêts futurs (abolition de toute exploitation) coïncident. Lui seul peut réaliser la transformation sociale qui coupe les racines de l'exploitation et des antagonismes sociaux.

Et il devra imposer cette transformation aux autres classes solidaires des rapports capitalistes de production ; il devra s'ériger en classe dominante, exercer la contrainte sur les autres classes. « L'Etat, c'est la trique » disait Engels. C'est ça l'Etat dictatorial du prolétariat !

Il est **Etat**, parce qu'il exerce la contrainte. Renoncer à la contrainte, c'est renoncer à modifier les rapports de production ; c'est laisser en place l'économie capitaliste et les classes qu'elle engendre, ce qui conduirait fatalement à reconstituer le pouvoir bourgeois

Il est **dictatorial**, parce qu'il n'est lié par aucune « loi » soi-disant au dessus de la société, par un Contrat Social. Il est fondé sur « la terreur que le parti (classe) vainqueur inspire par ses armes ».

Il est **prolétarien**, parce qu'il se présente ouvertement comme l'émanation d'une classe qui prive les autres classes de « droits » politiques ; il est prolétarien parce qu'il tend à réaliser la tâche historique du prolétariat, à détruire les rapports capitalistes de production et la division de la société en classes, et donc à détruire sa propre raison d'être.

Au diable la « sagesse » du philistin, qui croit que l'autorité s'engendre elle-même, que la contrainte engendre la contrainte, que la violence engendre la violence. **Autorité, contrainte et violence sont engendrées par les rapports de production, on ne peut pas les « abolir par décret », il faut supprimer leurs causes !** Alors, mais alors seulement, elles s'estomperont, pour finalement disparaître.

La prétention d'abolir d'emblée toute contrainte sociale se prétend plus « radicale » que notre position. En fait elle n'est qu'une défense du **capitalisme** contre l'attaque vraiment radicale ! Tout le travail de CB Fres n'est qu'une lutte préventive contre la dictature du prolétariat, du point de vue de l'orientation aussi bien que de l'organisation : à la destruction des rapports marchands, ils opposent l'autogestion et l'échange entre entreprises autonomes ; à la révolution violente, ils opposent l'autodéfense des usines ; à la contrainte de classe, ils opposent la liberté et la démocratie ; et, bien entendu, à l'organisation du prolétariat en classe, c'est-à-dire en parti, ils opposent la célèbre « spontanéité » ! C'est le point que nous allons voir maintenant.

SPONTANEITE ET PARTI

La bourgeoisie « sait d'instinct » que sa forme sociale n'a rien à craindre tant qu'elle n'a en face d'elle que des individus ; que le véritable danger c'est la constitution du prolétariat en classe, et que cette constitution en classe se fait dans et par le parti. De tout temps la bourgeoisie a concentré sa lutte contre le prolétariat dans la lutte contre le parti. Pour cela elle dispose de plusieurs méthodes.

A certains moments, elle use de la répression physique ouverte et, dans les périodes de lutte aiguë, elle réussit parfois à écraser physiquement le parti. A d'autres moments elle parvient à le conquérir de l'intérieur, à le vider de sa substance révolutionnaire, de manière à en faire le meilleur instrument de sa domination. Tel fut le triste sort des II^e et III^e Internationales, alors qu'après les défaites de 1848 et 1870 Marx et Engels

avaient réussi à mettre l'organisation révolutionnaire « en sommeil », lui évitant de tomber aux mains de l'ennemi (11).

Mais la lutte des classes ne s'arrête pas, et après chaque défaite, après chaque triomphe de la contre-révolution, le prolétariat est tôt ou tard conduit à reprendre la lutte, et donc à reconstituer le parti. Alors, conjuguée à la répression et à la fausse lutte entre l'État et les pseudo-partis, apparaît la « contestation » du parti. Prétendre que les défaites et trahisons découlent de la nature même du parti, nier la nécessité du parti, inviter les ouvriers à se battre sans le parti et contre lui, n'est qu'un aspect de la lutte de la bourgeoisie contre l'organisation du prolétariat en classe révolutionnaire. Cette tendance s'affirme surtout lorsque la trahison d'une organisation ex-révolutionnaire commence à devenir manifeste, que les éléments d'avant-garde s'en détachent et cherchent à retrouver la voie révolutionnaire. Dans notre long combat pour sauver et réaffirmer la doctrine révolutionnaire, la question du parti a été la question centrale, et en effet elle contient toutes les autres. Nous n'en parlerons ici que brièvement, renvoyant le lecteur aux nombreux textes publiés sur ce sujet (12).

A la base du refus du parti, nous retrouvons bien entendu l'idéologie bourgeoise ; c'est au nom de « l'égalité », de la « liberté » et de « l'autonomie » que CB Fres, comme tant d'autres, rejettent le parti. Ils montrent par-là que pour eux c'est l'individu (supposé libre, égal aux autres et autonome) qui est le fondement de la société et de l'histoire sociale. Ceci admis, ils peuvent toujours parler de « classe ouvrière » ou de « prolétariat », ces mots ont dans leur bouche un sens tout différent de celui que le marxisme leur donne.

Pour nous, une classe n'est pas une « somme » d'individus, et la conscience d'une classe n'est pas la « moyenne » des « opinions » de ses membres. De même, une classe n'est pas simplement une « catégorie économique ». et elle ne peut pas se définir par une étude statistique statique de la société ; une telle étude ne mettrait en évidence que des catégories économiques aux frontières indéfinissables, et c'est bien là le but poursuivi par toute cette « sociologie » qui cherche à effacer les frontières de classe.

Pour nous, une classe est une force sociale qui ne peut se définir que comme unité collective, à travers son action dans la dynamique historique :

-
- (11) Après le triomphe de la contre-révolution dans les années 1920-30, notre courant a refusé de participer à la « création » de la IV^{me} Internationale. Nous avons affirmé qu'une organisation qui voulait *influencer les masses* en pleine période de contre-révolution, était condamnée à tomber dans l'opportunisme et à participer à la liquidation des positions révolutionnaires. L'expérience a confirmé nos prévisions.
- (12) Voir en particulier : *Parti et Classe, Programme Communiste* n° 28; *Parti et action de classe, P.C.* n° 30 ; *Dictature prolétarienne et parti de classe, P.C.* n° 23; *Le principe démocratique, P.C.* n° 23; « *Le Parti* », numéro spécial de *P.C.* ; *Sur le texte de Lénine « Le gauchisme »*, brochure ronéotypée ; etc...

« Le prolétariat est révolutionnaire, ou il n'est pas » disait Marx. Il n'existe comme classe que s'il agit comme classe, tendant à réaliser ses buts de classe.

Qu'est-ce donc que la conscience de classe ? C'est précisément la conscience de ces **buts de classe** qui ne sont pas inventés librement mais déterminés par l'histoire, et des **moyens de classe** qui permettent de les atteindre. Or, revendiquer la « démocratie ouvrière » contre le parti, revient à exiger que cette conscience soit **distribuée uniformément** sur tous les « membres » de la classe sous peine de perdre toute valeur. On retrouve toujours l'idéalisme bourgeois qui ne connaît de conscience qu'individuelle, et ignore les conditions réelles de formation de la conscience (13). Si on pousse cette conception jusqu'au bout, et CB Fres. (contrairement aux trotskystes) sont assez conséquents pour le faire, on en arrive à dire qu'il importe peu de savoir ce que l'on fait pourvu qu'on le fasse « librement », que peu importe les actes, seules les « intentions » comptent !

A cet existentialisme nous opposons la position matérialiste d'Engels qui disait que « beaucoup d'ouvriers feront la révolution sans avoir une conscience claire et complète de ce qu'ils font » ! Et quelle importance, si à titre individuel ils ne voient pas toute la portée de ce qu'ils font ? C'est en tant que classe qu'ils bouleverseront les rapports de production et les rapports sociaux, modifiant ainsi radicalement les conditions qui déterminent la conscience de « l'homme ». Si l'humanité avait attendu pour agir que tout le monde ait « la conscience » de ce qu'il faisait, nous serions encore perchés dans les bananiers !

Comment s'est donc formée la conscience de classe qui nous intéresse ici, celle du prolétariat ? A la base nous trouvons certes la condition économique, la place occupée par les prolétaires dans la production capitaliste, et les **luttons immédiates** contre l'exploitation et la misère. Ces luttons ne « découlent » pas d'une conscience des causes de l'exploitation (d'où serait-elle venue ?), elle ne sont pas dirigées contre les rapports de production capitalistes eux-mêmes, mais seulement contre leurs conséquences. Mais à travers ces réactions de défense immédiate, à travers les luttons partielles contre les effets du capitalisme, à travers leurs défaites et leurs victoires passagères, des éléments d'avant-garde sont poussés à élargir leur vision, à dépasser les conditions locales et immédiates, à approfondir leur compréhension des rapports sociaux, pour atteindre enfin en même temps la vue complète de l'histoire et de ses lois, et la compréhension du capitalisme et des tâches révolutionnaires du prolétariat.

Exiger que cette conscience générale soit « générale » au sens que tout le monde la partage, c'est demander l'impossible : les conditions mêmes de l'exploitation l'empêchent. Fatalement, tant que durera le capitalisme, la conscience de classe intégrale ne peut être atteinte que par une minorité, le parti. Il serait d'ailleurs tout aussi absurde de demander que tous les militants du parti aient le même degré de conscience ; ce serait

(13) Voir : *Matérialisme et Idéalisme*, à propos de la « Critique de la Raison dialectique » de J.-P. Sartre,

retomber dans l'individualisme ; le parti agit comme **unité indivisible**, et ce n'est qu'à ce titre qu'il peut prétendre à la conscience de classe.

Mais cette minorité, le parti, n'est pas quelque chose d'extérieur à la classe, elle est produite par la classe et elle est **ce par quoi la classe existe comme classe** : à la fois école de pensée politique et organisation de combat, seul le parti permet au prolétariat d'agir en classe, seul il peut intégrer toutes les luttes partielles et spontanées dans la lutte historique pour le communisme. Aux gens qui radotent de « spontanéité », nous répondons : **la véritable spontanéité historique du prolétariat, c'est le parti !**

Or, une fois que la lutte des classes a produit cette conscience historique du prolétariat, celle-ci apparaît dans chaque lutte partielle comme venant « du dehors ». Lénine a lourdement insisté sur cet aspect contre les tenants de la « spontanéité immédiate » ; à la grande indignation de CB Fres (p. 232 et suivantes) il a écrit entre autre : « La conscience politique de classe ne peut être apportée aux ouvriers que de l'extérieur, c'est-à-dire de l'extérieur de la lutte économique, de l'extérieur de la sphère des rapports entre ouvriers et patrons ». Et comment des gens qui n'ont pas la moindre idée de ce qu'est la « conscience politique de classe » pourraient-ils comprendre ça ? Pour eux, **chaque ouvrier** devrait, partant de sa conscience économique immédiate, parcourir de façon « autonome » le chemin qui mène... là où ils sont, c'est-à-dire en plein dans l'idéologie bourgeoise !

Ne comprenant rien au marxisme, ils croient pouvoir opposer Marx à Lénine :

« Toute l'idéologie léniniste est fondée sur le postulat de l'incapacité de la classe ouvrière, incapacité à faire la révolution, incapacité à gérer la production dans la société post-révolutionnaire comme nous le verrons. En fait, elle prend le contre-pied de l'adresse inaugurale de la 1^{re} Internationale : « L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes » (p 234).

Pauvres philistins ! Ils ne comprendront jamais que pour Marx comme pour Lénine les ouvriers sont incapables d'accomplir leur tâche historique **eux-mêmes** s'ils ne s'organisent pas en classe, c'est-à-dire en parti ! Ils ne comprendront jamais que les prolétaires ne peuvent se battre, vaincre et détruire le capitalisme **eux-mêmes QUF PAR LE PARTI !** Que le parti c'est leur propre force de classe, que le parti c'est la conscience et l'organisation que le prolétariat **SE** donne pour mener **SA** lutte !

Il n'est peut-être pas très juste de dire qu'ils ne comprendront jamais ; cela pourrait s'appliquer à eux en tant qu'individus intoxiqués et abrutis par l'idéologie bourgeoise. Mais les classes dont ils sont les porte-parole « comprennent » parfaitement bien la position marxiste ; si elles luttent avec un tel acharnement contre le parti, c'est qu'elles « savent » elles aussi qu'il représente la seule possibilité pour le prolétariat d'attaquer le capitalisme à la racine ! Evidemment, il faudrait qu'ils soient fous pour l'avouer. Alors, comme d'habitude, on exalte « les ouvriers » contre les « meneurs ».

Au diable les dirigeants, crient-ils, et surtout ceux qui ne sont pas des ouvriers ! Déjà dans la 1^{ère} Internationale les proudhoniens français de-

mandaient que seuls les « manouvriers » soient admis au Conseil général, pour essayer d'évincer Marx ! Et CB Fres sont prêts à se suicider, pourvu que nous périssons du même coup ; après avoir pleuré que la C.G.T., c'est dégoûtant, les avait empêchés de parler aux ouvriers, ils écrivent froidement :

« Nous devons encourager les ouvriers à s'exprimer, et supprimer ou limiter le temps de parole des orateurs extérieurs à l'usine et à la classe ouvrière » (p 199).

Voilà qui est parler... comme les bonzes réformistes de la C. G. T. ! Et lorsque les ouvriers embarbouillés dans l'idéologie bourgeoise suivent les sociaux-démocrates ou le P. C. F., courent défendre ou reconstruire la Patrie et « s'expriment » en tapant sur la gueule de quiconque dénonce l'Union Sacrée ? C'est toujours la même idée stupide : si les choses vont mal, c'est parce qu'on ne tient pas compte de l'avis des gens, que la « vraie démocratie » n'est pas respectée ; l'idée que les ouvriers sont révolutionnaires comme la soubrette est accorte, et que si « on » (?) les laissait « s'exprimer »... Voilà comment P'tit Jeannot s'imagina la lutte de classe. Pauvre lapin ! A notre explication de l'histoire, ils opposent l'aphorisme petit-bourgeois : la masse est bonne par essence, toute direction est mauvaise par essence.

Et il suffit que des marxistes comme Trotsky ou Rosa Luxembourg laissent échapper une bêtise, pour qu'ils s'en emparent et l'exploitent contre nous. C'est bien pourquoi la rigueur doctrinale n'est pas, pour nous un « luxe », un désir de « perfection esthétique », mais une arme de combat indispensable !

De Trotsky, CB Fres. citent l'opposition au « Que faire ? » de Lénine dont, disent-ils,

« Il avait vu avec perspicacité tous les dangers : le parti se substituant à la classe ouvrière, le comité central au parti, le bureau politique au comité central, et enfin le secrétaire général au bureau politique ». (p 234).

Et tout le monde d'obéir sagement parce que... pourquoi au fait ? Personne n'a jamais été fichu de nous le dire ! Et CB Fres. ont le culot d'affirmer par ailleurs que :

« pour Lénine le parti serait bon si les masses le soutenaient, mauvais si elles ne le suivaient pas » (p 264),

projetant ainsi sur Lénine leur propre incompréhension du rapport dialectique entre le parti et les masses, et essayant d'enfermer Lénine dans leur stupide dilemme : autoritarisme formel ou démocratie.

L'ironie de l'histoire a voulu que (après avoir eu pendant la révolution une attitude impeccable, à la grande indignation de CB Fres) Trotsky repréne lui-même après le triomphe de la contre-révolution le « formalisme vide » qu'il critiquait, et qui n'était nullement la conception de Lénine : en prétendant « construire une direction révolutionnaire » comme on construit une machine, il est retombé dans son erreur de 1903 mais à l'envers. De Rosa Luxembourg, nos auteurs citent de longs passages. Nous n'avons pas l'intention de discuter ici et à propos de CB Fres. avec elle. Nous en parlerons une autre fois, nous contentant pour l'instant de quelques indications. Alors que Lénine se battait pour imposer l'autorité

de la doctrine marxiste contre la « liberté de pensée » dans le parti, le véritable centralisme communiste contre le refus de l'organisation unitaire, R. Luxembourg se battait dans un parti depuis longtemps hautement centralisé mais en train d'abandonner le marxisme. Elle a surestimé le rôle du centralisme dans la dégénérescence, elle a cru qu'une organisation plus lâche permettrait plus facilement de lutter contre la dégénérescence ; elle a (tout comme les trotskystes par la suite) surestimé les causes formelles de l'abandon des positions révolutionnaires, « l'autorité » d'une direction traître, et négligé les causes sociales qu'il y avait derrière, et sur lesquelles reposait cette autorité. Elle n'a pas vu que les avantages immédiats de l'anti-centralisme et de l'anti-discipline sont en réalité illusoire, alors que ses effets catastrophiques futurs ne sont que trop réels. Citons un passage dont CB Fres. font leurs choux gras :

« Mais voici que le "moi" du révolutionnaire russe se hâte de piroetter sur sa tête, et une fois de plus se proclame dirigeant tout puissant de l'histoire, cette fois-ci en la personne de son altesse le comité central du mouvement ouvrier social-démocrate. L'habile acrobate ne s'aperçoit même pas que le seul "sujet" auquel incombe aujourd'hui le rôle de dirigeant, est le "moi" collectif de la classe ouvrière, qui réclame résolument le droit de faire elle-même des fautes et d'apprendre elle-même la dialectique de l'histoire. Et enfin, disons-le sans détour : les erreurs commises par un mouvement ouvrier révolutionnaire sont historiquement infiniment plus fécondes et plus précieuses que l'infaillibilité du meilleur comité central. » (p 236).

Hélas, le mouvement allemand n'a eu que trop « le droit de faire lui-même des fautes » ! Mais l'histoire a donné un démenti impitoyable à Rosa (qui malheureusement comprendra trop tard) et « les erreurs commises par un mouvement ouvrier vraiment (???) révolutionnaire » loin d'être « fécondes », nous ont valu la plus terrible contre-révolution ! Qu'est-ce qu'un mouvement « vraiment » révolutionnaire, on en revient toujours à cette question. Pour nous, pour Marx et Lénine et, malgré leurs erreurs, pour Trotsky et Luxembourg aussi, il se définit avant tout par son contenu, par sa doctrine et son programme historique. Mais du coup il ne peut être que centralisé et anti-démocratique !

Rendons cette justice à CB Fres. : par instinct de classe petit-bourgeois, ils voient l'anti-démocratisme foncier du marxisme beaucoup mieux que quantité de pseudo-marxistes actuels. Au milieu des pires salades, ils écrivent :

« De fait, si l'on affirme la nécessité du parti, si l'on fonde cette nécessité sur le fait que le parti détient le programme socialiste, si l'on caractérise l'autonomie des organismes forgés par les travailleurs d'après le critère de leur accord avec le programme du parti, celui-ci se trouve naturellement destiné à exercer, avant et après une révolution, le pouvoir, tout le pouvoir réel des classes exploitées.

La démocratie n'est donc pas pervertie du fait de mauvaises règles organisationnelles, elle l'est du fait de l'existence même du parti. La démocratie ne peut être réalisée en son sein du fait qu'il n'est pas lui-même un organisme démocratique, c'est-à-dire un organisme représentatif des classes dont il se réclame. » (p 264).

Et ils ont parfaitement raison : le parti n'est pas « représentatif » au sens où ils l'entendent ! Il ne représente ni n'exprime l'état de conscience local et instantané des ouvriers ; aujourd'hui en France, c'est le P. C. F.

qui représente et exprime encore démocratiquement ce que « pensent » les ouvriers écrasés par l'idéologie bourgeoise, tout comme les social-patriotes le faisaient en 1914. ou Peron il y a quelques années en Argentine!

Le parti représente et exprime la conscience historique du prolétariat en tant que classe, le programme révolutionnaire objectivement appelé par l'histoire. Et c'est effectivement pour cette raison qu'il est anti-démocratique par nature ! Qu'il ne se peut soumettre à l'approbation démocratique des masses, car en « demandant leur avis » à des couches de plus en plus larges, on est sûr d'avance de recevoir des réponses de plus en plus empreintes de conceptions bourgeoises. C'est aussi pourquoi, effectivement, il ne peut y avoir de démocratie au sein du parti : rien n'est plus stupide que de prétendre que le programme historique est celui qui est approuvé par 51 % des membres, et rien n'est plus dangereux que de reconnaître des « droits » à une minorité hétérogène au parti.

Le parti ne peut être qu'unitaire, fondé sur la dictature des principes et le centralisme le plus rigoureux (14). Ce centralisme ne saurait être réduit à une « forme d'organisation » : aucun formalisme organisationnel ne peut garantir la nature révolutionnaire d'une organisation. C'est le contenu révolutionnaire qui se donne l'organisation centralisée adéquate, dépassant ainsi le faux dilemme : autorité formelle ou démocratie.

De même, le rapport entre parti et masses ne saurait être réduit au schéma formel dirigeants-dirigés. Le parti dirige le prolétariat, oui, mais d'une façon qui n'a rien de commun avec la direction d'une auto par son chauffeur. Il serait plus exact de dire que le prolétariat se dirige par le parti. Et il ne s'agit pas là d'un jeu de mot : le parti ne peut diriger les masses ouvrières que lorsqu'elles le suivent, lorsqu'elles reconnaissent en lui leur direction. Une « situation révolutionnaire » (et ni 36 ni 68 n'en étaient), c'est précisément une situation où de larges masses prolétariennes, poussées par l'acuité des conflits sociaux, s'arrachant à l'influence de la bourgeoisie et de ses agents, dépassent les objectifs locaux et immédiats et alignent leur combat sur le programme historique du prolétariat représenté par le parti. Cela se traduit pratiquement par le fait que, reconnaissant dans le parti l'expression de ses aspirations de classe le prolétariat s'organise en classe autour du parti ; que l'influence du parti pénètre les organes de lutte créés par les ouvriers, organes économiques (syndicats, comités d'usine) ou politiques (soviets ou autres), afin à la fois d'orienter et de coordonner les luttes prolétariennes.

Notre conception marxiste du rôle dirigeant du parti n'a rien à voir avec une division entre « dirigeants actifs » et « exécutants passifs ». Elle

(14) Par suite des conditions historiques, les partis se sont souvent développés sur des bases moins rigides, mais *tendaient toujours* vers cette unité organique. Par exemple l'I.C., au début « fédération » de partis, tendait à devenir un parti unitaire. Notre courant a lutté dès l'origine pour que, contre les tendances « localistes », on impose à tous les partis membres un programme unique. La reconstitution actuelle du parti peut et doit se faire d'emblée de façon unitaire et centralisée.

implique au contraire la **participation active permanente** du prolétariat. Qui plus que Lénine a fait appel à l'initiative des masses ? Mais sachant que la révolution n'est pas « la liberté de vivre selon mes désirs », ni :

« *L'idée que les salariés, s'ils veulent se défendre, seront mis en demeure de prendre eux-mêmes leur sort en mains, à l'échelle de la société, et que C'EST CELA (souligné par nous, NdR) le socialisme* » (p 264-5) ;

sachant que la révolution prolétarienne c'est la transformation radicale réelle des rapports sociaux, elle ne s'en remet pas à « l'initiative créatrice » individuelle ou locale pour inventer des objectifs autonomes ; elle exige le programme révolutionnaire unitaire et l'organisation unitaire du prolétariat autour de ce programme. C'est ça le parti !

Certes, nous sommes encore loin d'une situation révolutionnaire. Mais notre doctrine indique aussi la voie qui y conduit. CB Fres. admettent (pour cause !) l'existence de « minorités agissantes » ; mais, incapables d'expliquer leur existence, ils leur assignent un rôle tout aussi inexplicable :

« *L'action des minorités agissantes ne peut avoir d'autres objectifs que de soutenir, de susciter ou de clarifier les luttes contre le système.* » (p 264).

Et dans une interview du « Nouvel Observateur » en automne 68, Daniel CB insiste : « Le rôle des gauchistes n'est pas de susciter le mouvement, mais de le diriger. » Quoi ? Ah non ! Quelle horreur ! Dans le numéro suivant il précise : une erreur de transmission, ou une « coquille » (ou peut-être, dirons-nous, une réaction saine du typo !) lui a fait dire le contraire de ce qu'il avait dit ! Evidemment, il avait dit :

« *Le rôle des gauchistes n'est pas de diriger le mouvement, mais de le susciter.* »

Evidemment ! (15) Nous revoilà en plein dans l'idéalisme : ignorant que la lutte des classes est une réalité objective dont il n'est qu'un sous-produit, P'tit Jeannot s'imagine que c'est lui qui pousse les masses à l'action. En fait, personne ne « suscite » volontairement les luttes des masses, ni du prolétariat, ni des autres classes. Les trotskystes ont vérifié (malgré eux et sans l'avoir compris !) cette affirmation fondamentale du marxisme, eux qui se sont échinés pendant des années à « pousser les masses à agir », agitant à cette fin des mots d'ordre de plus en plus opportunistes.

Il y a un demi-siècle, nous affirmions : **On ne crée ni les partis ni les révolutions, mais on dirige les partis et les révolutions à la lumière de la doctrine révolutionnaire et de l'expérience historique.** La tâche du parti n'est pas de « susciter » ou de « soutenir » les luttes, mais de réintroduire dans les luttes spontanées, partielles et immédiates, le programme et

(15) Dans cette interview le journaliste demande sérieusement à D. CB s'il a conscience d'avoir failli, lui, faire tomber de Gaulle ; et notre « susciteur » discute sérieusement cette question ! qu'on nous permette d'évoquer ici une histoire anglaise datant de la dernière guerre.

Une nuit, pendant le « blitz » sur Londres, les équipes de secours arrivent devant les ruines d'une maison ; et voilà qu'elles trouvent, assis sur les débris de son home, un Anglais en pyjama qui se tord de rire ; Enfin, il réussit à parler : Ah, gentlemen, c'est trop drôle ce qui m'arrive ! Je me réveille, et je vais au WC ; et, croyez-le ou ne le croyez pas, quand je tire la chaîne, toute la maison s'écroule !

l'organisation communistes. Après 40 ans de contre-révolution, après la falsification et défiguration du communisme par ceux-là mêmes qui prétendaient le représenter aidés par ceux qui prétendaient les redresser, cela ne peut pas se faire en huit jours. C'est seulement en confrontant les **positions communistes** à la dure expérience de leurs luttes spontanées, que les prolétaires s'affranchiront de la chape de plomb opportuniste, balayant du même coup toutes les suggestions pseudo-révolutionnaires.

PROLETARIAT ET CLASSES MOYENNES

Dans tous les aspects que nous avons examinés, nous avons vu que CB Fres. ne visent qu'à introduire dans le mouvement ouvrier l'idéologie et les aspirations des classes moyennes, tendant ainsi à empêcher la constitution du prolétariat en classe. Cela est encore plus manifeste dans leur façon d'écrire l'histoire de la révolution d'Octobre et qui se résume dans cette formule : la révolution a eu lieu malgré le parti et elle a été dévoyée par le parti. Notre explication est évidemment juste l'inverse, mais nous ne la développerons pas ici, renvoyant le lecteur au numéro spécial « Bilan d'une révolution » que nous venons de consacrer à cette question. Remarquons toutefois que dans cette partie de leur livre CB Fres. perdent « l'euphorie » (qui selon eux aurait caractérisé Mai) et laissent éclater contre les bolcheviks une haine féroce, qui montre qu'il ne s'agit pas d'une « divergence d'opinion » mais bien d'une solide **opposition de classe**. Cette haine, nous l'acceptons volontiers, et nous la leur rendons au centuple !

Mais l'intoxication du prolétariat par l'idéologie petite-bourgeoise ne vise pas seulement à empêcher la révolution, elle est aussi **défense préventive** contre la dictature du prolétariat. Nous avons déjà vu qu'à la destruction du capitalisme ils opposent la revendication de l'échange entre producteurs autonomes. Ce n'est pas tout ; la façon la plus sournoise de s'opposer aux transformations sociales réelles, c'est l'exigence du **Paradis immédiat**. Là, tout l'individualisme et l'immédiatisme du petit-bourgeois « frustré » se donnent libre cours :

« Le processus révolutionnaire des mois de mai-juin ne fait que renforcer la certitude qu'un jour nous organiserons nous-mêmes notre vie. Nous ne le faisons pas pour nos enfants, le sacrifice est contre-révolutionnaire et résulte d'un humanisme stalino-judéo-chrétien, mais pour enfin "POUVOIR JOUIR SANS ENTRAVERES" » (p 130, souligné par eux)

Et ils y reviennent dans leur plate-forme finale :

« 7. Bannir dans la pratique les tentations judéo-chrétiennes, telles que : abnégation et sacrifice. Comprendre que la lutte révolutionnaire ne peut être qu'un jeu où tous éprouvent le besoin de jouer » (p 287)

On voit ici que la lutte des classes ignore toute « intelligence abstraite ». Car enfin, ce dilemme : sacrifice — jouir sans entraves, est bête à pleurer, comme le montre l'expérience quotidienne la plus élémentaire. Ainsi, par exemple, quiconque a des enfants s'est levé x fois la nuit lorsqu'ils étaient malades, pour leur donner du sirop ou à boire, pour les moucher, ou simplement les bercer, pour leur tenir compagnie, ne

pas les laisser seuls avec leur douleur ; c'est très pénible d'être réveillé cinq ou six fois dans la nuit quand on a travaillé la veille et qu'on doit recommencer le lendemain. Que CB Fres. essayent donc d'appliquer leur petit dilemme là où, pour notre part, nous ne voyons qu'un conflit entre deux besoins humains, celui de dormir et celui de soigner ses enfants.

Sortons un peu de l'expérience individuelle. Certaines tribus d'Afrique qui ne disposaient que d'un armement rudimentaire, se défendaient contre les lions de la façon suivante : lorsqu'un lion s'établissait à proximité d'un village, rendant toute activité dangereuse, tous les guerriers le dépistaient, le cernaient de loin puis, peu à peu, resserraient leur cercle ; quand ils étaient assez près, ils effarouchaient le lion par leurs cris ; le lion veut s'échapper, cherche une issue, n'en trouve pas, et finalement se jette sur un guerrier ; celui-ci succombera, mais il immobilise le lion suffisamment longtemps pour que tous les autres lui tombent dessus et le tuent. Pour assurer sa sécurité, le village sacrifie l'un des siens, il le sait et l'accepte d'avance.

« Horreur ! s'écrient CB Fres., le sacrifice est stalino-judéo-chrétien, nous voulons jouir sans entraves ! » Eh bien, Messieurs, c'est très simple : **nyaka ignorer le lion... et jouir dans son ventre !**

Il n'est que trop vrai que la contre-révolution a exploité de la façon la plus ignoble l'esprit d'abnégation et de sacrifice des prolétaires, comme elle a exploité toutes les qualités révolutionnaires. Mais si on comprend la méfiance de la génération actuelle, il est d'autant plus nécessaire de lui dire que la lutte révolutionnaire n'est pas un jeu ! Elle est un dur combat qui demande les plus grands sacrifices. Et ce sont les combattants d'avant-garde qui doivent faire preuve de la plus grande abnégation. Pour ne citer qu'un petit exemple, fin 1918, lorsqu'éclate la lutte révolutionnaire en Allemagne, Lénine demande aux prolétaires russes, qui souffraient déjà durement de la disette, de se priver encore davantage afin de pouvoir envoyer du blé aux prolétaires allemands. L'écrasement de la commune de Berlin a coupé court à ce projet ; mais que CB Fres. ne s'avisent pas d'appeler « sacrifice stalino-judéo-chrétien » un tel exemple de solidarité et de conscience internationale de classe !

Dans la lutte de demain aussi, il est certain que ce sont les prolétaires à la pointe du combat, les plus conscients et les plus avancés, ceux qui les premiers prendront le pouvoir, qui accepteront les plus grands sacrifices. Mais, même s'ils n'ont pas lu dans Engels la « Dialectique de la liberté et de la nécessité », ils transcenderont d'instinct le stupide dilemme de CB Fres. et trouveront dans le sacrifice de leurs petites jouissances à la véritable cause révolutionnaire les plus hautes satisfactions. Il est certain, par contre, que les petits-bourgeois ne seront nullement disposés à renoncer à jouir tout de suite, d'ailleurs ils sont assez bons pour nous le dire d'avance ! Eh bien, c'est très simple : **les sacrifices nécessaires, il faudra les leur imposer de gré ou de force ! Il peut même arriver que des couches prolétariennes, cédant sous la terrible pression de la lutte**

des classes, demandent elles aussi des « jouissances immédiates » et mettent ainsi la révolution en danger. Eh bien, là aussi il faudra leur imposer les sacrifices, au besoin par la contrainte physique dans la mesure où le rapport général des forces le permet (16). La moindre hésitation à cet égard équivaut à renoncer d'avance à faire la révolution !

Oui, face aux gamins qui veulent jouer à la révolution et face aux petits-bourgeois avides de « jouir », nous revendiquons la lutte dure et douloureuse, nous ne craignons pas d'exalter les vertus révolutionnaires, l'héroïsme, l'abnégation, le sacrifice des jouissances individuelles immédiates, y compris le sacrifice de la vie !

On aurait tort de croire que nous nous occupons ici d'enfantillages. Non seulement les « jouisseurs » ne feront pas la révolution, mais ils sont un obstacle sur son chemin, obstacle qu'il faudra écraser impitoyablement. Et cette exigence de « jouir sans entraves hic et nunc » n'est qu'une autre expression de la prétention « d'abolir par décret » les antagonismes sociaux, la division du travail, les classes sociales, l'Etat, l'opposition entre les sexes (17), etc... Toutes ces exigences et prétentions ne sont en fin de compte qu'une lutte contre les mesures à même de révolutionner REELLEMENT les rapports sociaux ! « Ignorez le lion, nous crient-ils, déclarez-le aboli ! »... pour nous empêcher de le tuer !

Et, bien qu'elle semble s'opposer au « réalisme » du P. C. F. et autres laquais de la bourgeoisie, cette revendication faussement radicale n'en est que le revers. Le réalisme bourgeois des réformo-fascistes « justifie » l'irréalisme bourgeois des anarchistes, et réciproquement ; l'adoration servile de l'Etat capitaliste « justifie » sa négation abstraite, et réciproquement : un parti, centralisé et discipliné, mais passé à la bourgeoisie, « justifie » le refus du parti, du centralisme et de la discipline, et réciproquement, ce refus « justifie » le centralisme et la discipline « en soi », vidés de tout contenu révolutionnaire.

Réformo-fascistes et anarchistes se renvoient la balle, et essaient conjointement d'enfermer les prolétaires dans le dilemme petit-bourgeois : soumission au capital ou révolte stérile. Seule la position révolutionnaire du prolétariat surmonte ce dilemme qui ne sort pas du cadre bourgeois, et pose en théorie et en pratique la véritable alternative historique : DICTATURE DE LA BOURGEOISIE ou DICTATURE DU PROLETARIAT.

(16) Les ouvriers n'ont jamais hésité à repousser par la violence les jaunes qui venaient briser une grève. Et pourtant ce sont simplement leurs frères qui, moins conscients, cèdent à la pression de la misère. C'est un « signe des temps » qu'il faille dire des évidences aussi élémentaires !

(17) Il est d'ailleurs amusant de voir que ces gens qui « décrètent » l'égalité des sexes, sont en réalité incapables... ne serait-ce que de la concevoir. C'est un fait que dans nos vieilles langues de sociétés de classe, l'être humain en général est désigné par des mots masculins (sauf exceptions d'origine... barbare) ; l'homme, le voyageur, le lecteur, etc... ; mais lorsqu'ils s'adressent à la fin de leur livre à leur lecteur, CB Fres le posent explicitement comme mâle puisqu'ils lui demandent de « trouver de nouvelles relations avec son amie ». Pauvre amie !

Or, cette constitution du prolétariat en classe révolutionnaire représente aussi la seule possibilité de rallier des couches petites-bourgeoises à la révolution. Nous avons dit que le prolétariat est la seule classe révolutionnaire. Mais cela ne signifie pas qu'il doit faire la révolution seul contre toutes les autres classes coalisées. Au contraire, il devra briser le front commun des autres classes, rallier à sa cause, ou tout au moins neutraliser d'importantes fractions des classes moyennes.

Cela implique évidemment que la crise sociale soit si profonde que l'état des choses apparaisse comme insupportable à toutes les classes, qui entreront en effervescence en exigeant « que ça change ». Mais, bien entendu, cette mise en branle des classes ne suffit pas, car les classes entrent en lutte avec leurs idéologies et leurs aspirations propres.

Pour neutraliser ou rallier une partie des classes moyennes, il faut que le prolétariat apparaisse comme capable, et seul capable, de dénouer la crise sociale. Il faut que la petite-bourgeoisie en révolte contre le grand capital ne voit plus d'autre issue que de suivre le prolétariat. Il faut que le prolétariat se présente comme classe, avec son programme de classe, le seul qui puisse révolutionner la société, et avec sa force de classe, bien décidé à imposer sa solution.

ALORS OUI, de larges couches petites-bourgeoises se soumettront au prolétariat, accepteront son programme, et peut-être même se battront à ses côtés. Et le prolétariat pourra admettre ces « ralliés », mais sans leur laisser « d'autonomie » et en les surveillant de près, car il sait d'expérience que ce sont des ralliés peu sûrs qui risquent de l'abandonner au moindre revers.

SINON, si le prolétariat ne se présente pas comme classe, avec son programme, son organisation et sa volonté de lutte, il EST incapable de résoudre la crise sociale. Fatalement, ce sera alors la bourgeoisie qui la résoudra à sa façon. Et dans ce cas, la théorie et l'expérience nous l'enseignent, les classes moyennes ralliées au capital fourniront les troupes de choc de la contre-révolution.

Il ne s'agit donc nullement de « trouver un langage commun » entre ce que CB Fres appellent « l'exploitation d'hier et celle de demain » (p 124) c'est-à-dire entre les aspirations des différentes classes. La pire erreur est de croire qu'on puisse se faire des alliés des classes moyennes en flattant leurs aspirations : démocratie, pacifisme, liberté, égalité, autonomie, etc. Une telle « tactique » est le plus sûr moyen de rejeter les classes moyennes dans les bras du grand capital.

Il s'agit au contraire de montrer dans la lutte que le seul langage commun possible pour l'humanité souffrante c'est le langage révolutionnaire de classe du prolétariat. Il s'agit de briser l'idéologie et les aspirations propres des classes moyennes pour les placer devant le « choix » historique : se soumettre au capital ou se soumettre au prolétariat. Voilà la seule tactique qui permettra de neutraliser, et même de rallier des fractions des classes moyennes à la révolution politique du prolétariat, et de leur imposer avec le minimum de violence la révolution sociale qu'il entreprendra ensuite.

L'application d'une telle tactique suppose évidemment que le prolétariat soit constitué en classe. Mais, justement, la lutte pour l'organisation du prolétariat en classe révolutionnaire sur la base de son programme historique contient *ipso facto* cette tactique. Car c'est une seule et même erreur de croire qu'on gagne les classes moyennes en flattant leurs aspirations, ou de croire qu'on accélère la mobilisation du prolétariat en flattant les illusions petites-bourgeoises dans lesquelles il est empêtré.

Malgré les avertissements de notre courant, l'Internationale Communiste elle-même est tombée dans cette erreur, et le résultat a confirmé nos prévisions : alors qu'on croyait accélérer ainsi la montée révolutionnaire, on l'a en réalité freinée, pour enfin, de débandade en débandade, la liquider complètement, liquidant du même coup le seul fondement possible de la reprise révolutionnaire, le programme de classe du prolétariat. Reprendre aujourd'hui, comme le font les trotskystes et autres, cette fausse attitude de l'I.C., n'est plus une faiblesse tragique mais une trahison ouverte, car elle contribue à maintenir le prolétariat sous l'emprise de l'opportunisme : le prolétariat ne devient classe révolutionnaire qu'en se débarrassant de l'idéologie petite-bourgeoise qui l'infeste !

Si donc nous nous réjouissons de voir les étudiants se révolter, nous ne cherchons nullement, nous, « à mobiliser "les étudiants" pour notre combat » comme disent CB Fres (p 23) ; si nous nous réjouissons de voir les paysans, les artisans et boutiquiers, les ingénieurs et autres « savants » se rebeller contre l'Etat bourgeois, parce que leur agitation manifeste la crise sociale qui ira en s'approfondissant, il est de notre intérêt et de notre devoir de combattre impitoyablement leurs aspirations de classe !

C'est dans le cadre de cette lutte permanente que nous nous sommes occupés de CB Fres. Car bien que « minoritaires », ils représentent de la façon la plus claire et la plus cohérente l'un des deux volets de la politique des classes moyennes. Tout ce qui traîne à l'état implicite, sous-entendu ou latent dans une foule de courants, se trouve développé chez eux de façon conséquente : à quiconque croit qu'on peut mettre impunément un peu de drogue petite-bourgeoise dans la rude médecine marxiste, ils montrent l'image de la déchéance totale inéluctable. C'est seulement par la lutte acharnée contre ces tendances que le prolétariat retrouvera la voie révolutionnaire.

Si c'est cela être « dogmatique », alors oui, il faut être dogmatique ! Si c'est cela être « sectaire », alors oui, il faut être sectaire ! LA REVOLUTION COMMUNISTE EST A CE PRIX.

Théorie marxiste de la monnaie

C'est peut-être dans le domaine de la théorie de la monnaie que les difficultés dues à l'inachèvement de l'œuvre maîtresse de Marx, « Le Capital », sont les plus grandes. Elles n'ont pas manqué, en tous cas, de provoquer des incompréhensions plus ou moins intéressées, et nombreux sont les critiques de Marx qui, à partir d'une lecture superficielle de son œuvre, prétendent démontrer, soit que la théorie marxiste de la monnaie convient tout au plus aux formes embryonnaires de l'économie moderne, soit que Marx a dû, dans les II^e et III^e Livres de son œuvre, contredire les lois qu'il avait lui-même énoncées dans le Premier Livre afin de tenir compte de la « réalité concrète » des rapports capitalistes développés, rebelles, selon ces critiques, à l'interprétation marxiste. L'histoire est aussi vieille que l'antagonisme radical entre la méthode et les résultats marxistes et ceux de l'économie politique vulgaire : il suffit pour s'en convaincre de lire les préfaces d'Engels aux deux derniers Livres du « Capital », édités après la mort de Marx d'après les manuscrits qu'il avait laissés.

Il n'en reste pas moins que les difficultés purement matérielles sont réelles et qu'il importe, à l'usage des militants, d'essayer de les aplanir. C'est vers ce but que tendait l'exposé de la réunion générale du Parti dont nous rendons compte ici. Quelles que soient les insuffisances évidentes en ce qui concerne la rédaction des deux derniers Livres du « Capital » on peut affirmer sans rechercher le paradoxe qu'il s'agit bien d'une œuvre achevée, complète. En effet, le plan général, parfaitement arrêté dès l'origine dans ses lignes directrices comme en fait foi une comparaison avec la Contribution à la critique de l'économie politique de 1859 (1), est suffisamment marqué pour servir de guide sûr tout au long des analyses les plus particulières si l'on a saisi quelle unité profonde cimente entre elles les différentes parties du « Capital », malgré le caractère spécifique de leur objet. Les caractères dominants de l'ensemble, bien que l'on puisse opposer, d'un point de vue littéraire, le Livre I, brillamment achevé dans tous ses détails, aux deux autres, restés à l'état d'esquisses très pous-

(1) Le Premier Livre du Capital ne paraîtra, en allemand, qu'en 1867 ; le Livre II sera édité en 1885 par Engels et le Livre III en 1894, dans les mêmes conditions.

sées, les caractères dominants sont donc la cohérence et la rigueur. Que l'on puisse en dire autant de la théorie marxiste en général, c'est ce que nous nous garderons d'attribuer à des vertus purement scientifiques de Marx ; nous y voyons au contraire la marque, dans le domaine des armes doctrinales, du caractère universel, radical et, dans un certain sens, définitif de la révolution sociale dont la société bourgeoise est grosse.

En ce qui concerne la monnaie, Marx aborde son étude dès la première section du Livre I, mais d'une manière qui peut surprendre et parfois rebuter (1). Au lieu de partir de la monnaie telle qu'elle fonctionne dans l'économie capitaliste développée, il s'occupe au contraire de la monnaie sous sa forme la plus abstraite, mais aussi la plus simple, de la monnaie à l'état pur pourrait-on dire, et donc privée de ses déterminations capitalistes. Ce n'est évidemment pas là le fait du hasard ou de quelque « caprice hégélien », mais le résultat d'une exigence scientifique qui dépasse l'aspect purement historique des choses tout en l'englobant. Certes, de même que l'économie marchande est apparue bien avant l'économie capitaliste, qui reste pourtant elle aussi, mais à sa manière, une économie dont la richesse « s'annonce comme une "immense accumulation de marchandises" » (2), de même le mode de production capitaliste n'a pas été le seul à utiliser le rapport de production « monnaie ». Une vue historique de la succession des modes de production supposerait donc l'étude de la marchandise et de la monnaie avant l'étude du capital proprement dit. Mais il y a plus. La compréhension du mode de production capitaliste lui-même suppose celle des rapports de production à partir desquels il s'est développé, même et surtout s'il leur a imprimé sa propre marque. La compréhension de la nature et du rôle de la marchandise et de la monnaie dans le mode de production capitaliste exige donc que soient mises en évidence les caractéristiques de ces rapports de production considérés à l'état pur, abstraits pour un temps de leurs déterminations historiques particulières. Par des comparaisons entre sa méthode et celle des sciences de la nature, Marx s'est du reste efforcé lui-même de faire sentir cette nécessité :

« La forme de la valeur réalisée dans la forme monnaie est quelque chose de très simple. Cependant, l'esprit humain a vainement cherché depuis

(1) « La méthode d'analyse que j'ai employée et qui n'avait pas encore été appliquée aux sujets économiques, rend assez ardue la lecture des premiers chapitres et il est à craindre que le public français, toujours impatient de conclure, avide de connaître le rapport des principes généraux, avec les questions immédiates qui le passionnent, ne se rebute parce qu'il n'aura pu tout d'abord passer outre » ; Marx, lettre à La Châtre à propos de l'édition française du Capital (18-3-1872).

(2) Le Capital, Livre I, T. I, Editions Sociales, p. 51. On sait quelles spéculations l'économie politique stalinienne développa à partir de cette constatation ; il s'agissait pour elle de « démontrer » que, puisque l'économie marchande était antérieure au capitalisme, rien n'empêchait qu'elle lui survive et se prolonge dans l'économie socialiste. Cette grossière falsification était destinée à effacer toute distinction entre les modes de production fondés sur l'exploitation de classe qui, justement pour cette raison, possèdent des caractéristiques communes, et le socialisme, à brouiller la frontière entre ce qu'Engels appelle dans son Anti-Dühring la préhistoire et l'histoire de l'Humanité, le règne de la nécessité et le règne de la liberté.

» plus de deux mille ans à en pénétrer le secret, tandis qu'il est parvenu à
 » analyser, du moins approximativement, des formes bien plus complexes et
 » cachant un sens plus profond. Pourquoi ? Parce que le corps organisé est
 » plus facile à étudier que la cellule qui en est l'élément. D'un autre côté,
 » l'analyse des formes économiques ne peut s'aider du microscope ou des
 » réactifs fournis par la chimie ; *l'abstraction est la seule force qui puisse*
 » *lui servir d'instrument*. Or, pour la société bourgeoise actuelle, la forme
 » *merchandise* du produit du travail, ou la forme valeur de la marchandise,
 » est la *forme cellulaire économique*. Pour l'homme peu cultivé l'analyse de
 » cette forme paraît se perdre dans des *minuties* ; ce sont en effet et né-
 » cessairement des *minuties*, mais comme il s'en trouve dans l'*anatomie mi-*
 » *crologique* » (1).

La physiologie, qui étudie le fonctionnement d'ensemble de l'être vivant, ne peut évidemment se contenter d'additionner les résultats obtenus par l'étude de la cellule, arbitrairement séparée de l'ensemble pour la commodité de la recherche ; il n'en demeure pas moins qu'elle ne peut progresser dans la connaissance globale qu'elle poursuit qu'en prenant pour matériaux de base les « minuties » cellulaires.

On retrouve la même démarche dans l'étude marxiste de la monnaie et du mode de production capitaliste en général. La première section du « Capital » étudiant « la marchandise et la monnaie » n'est donc nullement ce hors-d'œuvre trop pesant dont on pourrait se passer pour se jeter plus vite sur le plat de résistance, comme certains l'ont cru, mais une préparation indispensable à la bonne « digestion » de l'ensemble. Les mésaventures des économistes qui ont suivi la voie inverse, cherchant à saisir la nature de la monnaie la plus élaborée, la monnaie de crédit, avant de savoir ce qu'était au juste la monnaie tout court, suffiraient à prouver a *contrario* le bien-fondé de cette méthode. Nous suivrons donc ici le plan de Marx : partant de l'étude de la nature et des fonctions de la monnaie dans la circulation simple des marchandises, nous en viendrons finalement à l'étude de la monnaie telle que l'a « perfectionnée » le développement du mode de production capitaliste. Un tel exposé est évidemment très fragmentaire dans la mesure même où il isole le rapport de production monétaire des autres. Il suppose donc connues les lois fondamentales de l'économie capitaliste exposées par ailleurs dans *Le Capital*, d'une part et, d'autre part, ne peut avoir qu'un objet limité : l'exposé de la théorie marxiste de la monnaie ne permet de saisir, dans le meilleur des cas, que la fonction de celle-ci dans l'économie capitaliste, de comprendre comment la monnaie sert le capital ; il ne saurait donc, en aucun cas, se substituer à une étude des rapports de production fondamentaux du capitalisme. Dans ce domaine, le marxiste se distingue du banquier en ce qu'il ne partage pas la vision aliénée du monde économique qui est nécessairement la sienne ; le marxiste sait que les rapports monétaires ne sont que les reflets de rapports de production plus profonds, lesquels sont à leur tour, en dernière analyse, des rapports entre les hommes ou, pour mieux dire, entre les classes sociales.

(1). Préface à la première édition allemande du *Capital* ; *Ed. Soc., L. I, T. I, pp. 17 - 18.*

LA MONNAIE DANS LA CIRCULATION SIMPLE DES MARCHANDISES

● La forme monnaie

Supposons tout d'abord que l'on ait affaire à une société de producteurs indépendants, c'est-à-dire maîtres de leurs propres moyens de production et donc aussi de leurs produits (artisans et paysans propriétaires de la terre). Si le progrès des forces productives est suffisant pour avoir déjà entraîné une division technique du travail, chaque producteur ne peut, à lui seul, produire l'ensemble des objets propres à satisfaire ses besoins : le forgeron ne peut pas plus se nourrir des outils qu'il fabrique que le paysan ne peut se passer de ces outils pour mener à bien ses cultures. L'échange des produits est donc nécessaire, chaque producteur détenant des valeurs d'usage (outils, vêtements, aliments, etc...) qui excèdent ses besoins personnels, tandis qu'il doit se procurer d'autres valeurs d'usage dont il n'est pas producteur. Sous sa forme la plus simple, le troc, l'échange sera réalisé dans un rapport quantitatif déterminé entre des marchandises de valeurs d'usage différentes. Au cours de l'échange, lorsque les marchandises changeront simultanément de mains, elles apparaîtront pourtant comme égales entre elles, quelles que soient les différences qui permettent de les distinguer et qui déterminent, justement, leurs valeurs d'usage respectives (leur utilité au regard de la satisfaction des besoins humains). Si un quintal de blé s'échange contre 40 mètres de toile, c'est que, d'un certain point de vue, qui n'a évidemment rien à voir avec l'utilité, la valeur d'usage et donc la satisfaction des besoins, ce quintal de blé est bien égal à ces 40 mètres de toile. Or, la seule propriété commune à ces deux marchandises fort différentes à tous autres égards, c'est d'être des produits du travail humain, c'est que leur production a exigé une certaine dépense de travail humain. L'égalité :

1 quintal de blé = 40 mètres de toile

qui s'affirme au cours de l'échange lui-même, masque une égalité plus profonde dont elle n'est que l'expression, à savoir (1) :

Dépense de force de travail humaine pour produire 1 quintal de blé =
dépense de force de travail humaine pour produire 40 m. de toile.

A ce stade, toute marchandise particulière peut donc exprimer sa valeur dans les autres marchandises produites, si bien qu'il s'établit une série d'équivalences du type suivant, qui expriment réciproquement les valeurs d'échange des diverses marchandises :

x marchandise A = y marchandise B = z marchandise C = etc ..

(1) « Le paysan du Moyen Age connaissait assez exactement le temps de travail nécessaire à la fabrication des objets qu'il acquerrait par échange. Le forgeron, le charron travaillaient sous ses yeux... Pendant toute la période de l'économie naturelle paysanne, il n'y a pas d'autre échange possible que celui où les quantités de marchandises échangées tendent à se mesurer de plus en plus d'après les quantités de travail qu'elles matérialisent » ; Engels, Complément et supplément au Livre III du Capital ; Le Capital, Livre III, T. I, Ed. Soc., pp. 32 - 33.

Toutefois, cette forme embryonnaire de la circulation des marchandises exige que, lors de l'échange, les deux marchandises soient effectivement face à face. Le producteur de blé doit rencontrer le producteur de toile au moment précis où il a besoin de toile et dispose d'un excédent de blé, tandis que le producteur de toile offre de la toile tout en désirant du blé. Les échanges sont donc soumis à une double limitation, dans le temps et dans l'espace. Il suffirait du reste d'ajouter un troisième personnage pour que cela devienne inextricable : le tailleur a besoin de toile, mais le tisserand ne désire pas renouveler sa garde-robe ; quant au paysan, il a bien besoin de vêtements, mais c'est le tisserand qui veut faire provision de blé, et non le tailleur, — et l'on sait que la diversification des productions qui va de pair avec le développement des forces productives aura tôt fait de multiplier à l'infini le nombre de producteurs jetant sur le marché des marchandises différentes. Par ailleurs, si notre paysan peut facilement diviser sa production de froment en autant de parts qu'il est nécessaire, le tailleur coupera et coudra au moins un habit entier ; pour peu que celui-ci ait une valeur d'échange égale à un demi-quintal de blé, mais que le tailleur ait besoin d'un quart de quintal seulement, le marché ne pourra être conclu.

Toutes ces limitations propres au troc des marchandises seront dépassées par l'introduction de l'argent et par l'activité d'une classe sociale particulière, celle des **marchands**. Qu'est-ce que l'argent, la monnaie ? Tout d'abord une marchandise comme les autres, c'est-à-dire un produit du travail humain ; elle peut donc, elle aussi, s'échanger contre les autres marchandises et participer à la série d'égalités qui expriment la valeur d'échange réciproque des marchandises :

1 quintal de blé = 40 m. de toile = etc... = 100 grammes d'or.

Après bien des tâtonnements, les métaux précieux et surtout l'or et l'argent, ont fini par jouer exclusivement le rôle d'équivalent général des marchandises. Au lieu de s'échanger directement entre elles, celles-ci s'échangent donc tout d'abord contre l'or, suivant le rapport quantitatif déterminé par la valeur d'échange de celles-ci et de celui-là ; ce n'est plus que par le détour de l'or que les marchandises s'échangent finalement les unes contre les autres. A ce stade, nos équivalences se sont modifiées, les marchandises cessent d'exprimer réciproquement leur valeur, l'or seul exprime leurs valeurs à toutes :

1 quintal de blé	}	= 100 grammes d'or
40 mètres de toile		
1 tonne de fer, etc...		

Que l'or (ou l'argent) s'impose dans ce rôle d'étalon universel des valeurs d'échange et en exclue par voie de conséquence tout autre marchandise, cela découle de ses propriétés physico-chimiques : pratiquement inaltérable, s'usant peu, il peut aussi être facilement divisé ; il pourra donc toujours exprimer, pourvu que l'on fasse varier son poids, des valeurs d'échange très différentes les unes des autres (bien entendu, cette même propriété appartient au blé, au fer, etc..., mais c'est la conjonction de l'inaltérabilité et de la divisibilité qui ont tranché en faveur de l'or). On voit

donc que l'or joue son rôle d'équivalent général dans la mesure où il est d'abord une marchandise comme les autres et, ensuite, une marchandise possédant des caractéristiques physiques particulières (1).

L'apparition de la monnaie introduit donc une séparation entre les deux opérations complémentaires de l'échange, la vente et l'achat, ou, plus exactement, elle rend l'échange possible même si ces deux opérations doivent être séparées dans le temps ou dans l'espace. Dans le troc, achat et vente étaient simultanés :

$$M \rightleftharpoons M \quad (2)$$

lorsque la monnaie fait son apparition, l'échange peut être symbolisé par

$$M \rightleftharpoons A \rightleftharpoons M$$

Le vendeur se défera de sa marchandise contre de l'or qui lui permettra d'acquérir, plus tard ou sur un autre marché, une ou plusieurs marchandises pour une valeur d'échange totale égale à celle de la marchandise qu'il aura vendue, mais de valeur d'usage différente. Parallèlement, le personnage du marchand fait son apparition ; détenteur de monnaie, il sera acheteur ici et vendeur ailleurs ; support animé de l'argent, il lui permettra de jouer pleinement son rôle économique : mettre en rapport les producteurs de marchandises, même s'ils sont distants les uns des autres ou s'ils n'apportent leurs marchandises sur le marché qu'à des dates différentes.

● Les fonctions de la monnaie

Ces résultats de l'analyse marxiste une fois rappelés de manière sommaire, nous devons maintenant étudier plus attentivement les fonctions de la monnaie. Toutes découlent en fait du rôle d'équivalent général qu'assume l'argent, mais elles n'en méritent pas moins chacune une analyse particulière. Il s'agit, en effet, de dégager les caractéristiques mêmes de la monnaie en tant que telle, caractéristiques qui demeureront alors même que la monnaie, au fur et à mesure que les échanges se développeront sous l'impulsion du capitalisme, changera de forme. La monnaie permet de mesurer les valeurs d'échange, elle est un instrument de la circulation des marchandises et elle peut, en outre, être mise en réserve, thésaurisée ; ce sont là ses trois fonctions principales ou, plus exactement, on ne peut parler de monnaie au sens propre que lorsque ces trois fonctions, distinctes mais liées entre elles, sont effectivement remplies. Envisageons-les successivement.

1 - La monnaie mesure des valeurs.

Cette fonction découle directement de la formation de l'équivalent général, telle que nous l'avons brièvement décrite plus haut :

- (1) *Caractéristiques que la société socialiste appréciera, bien entendu, à leur juste valeur ; comme le disait Lénine, « quand nous aurons triomphé à » l'échelle mondiale, nous ferons, je le crois, avec l'or des latrines publiques » dans les rues de quelques-unes des plus grandes villes du monde ».*
- (2) *M et M désignent des marchandises de valeurs d'usage différentes, mais de valeurs d'échange égales. Le signe employé veut marquer à la fois l'équivalence des valeurs d'échange et la circulation des valeurs d'usage.*

« Le prix, de par son concept général, n'est d'abord que la valeur sous
 » forme argent » (1), ou encore : « C'est parce que toutes les marchandises
 » mesurent leurs valeurs d'échange en or, dans la proportion selon laquelle
 » une quantité déterminée d'or et une quantité déterminée de marchandi-
 » ses contiennent autant de temps de travail, que l'or devient mesure des
 » valeurs » (2).

Pour mesurer les valeurs, il n'est besoin que d'une monnaie « idéale » : chacun sait qu'inscrire un prix sur une étiquette ce n'est pas encore vendre la marchandise étiquetée, bien que l'on n'étiquette évidemment, que dans le but de vendre et que donc cette fonction « idéale » de la monnaie comme mesure des valeurs suppose l'existence d'une monnaie bien réelle rendant possible des échanges effectifs. Par ailleurs, la monnaie étant une marchandise comme les autres, sa valeur peut varier si les conditions de production de l'or changent. Ces variations de la valeur d'échange de l'or entraîneront une variation générale et en sens inverse du prix des marchandises. Que la valeur de l'or monte, et les prix baisseront puisqu'il faudra désormais une quantité moindre d'or pour exprimer une valeur déterminée ; de même, si la valeur de l'or baisse, l'ensemble des prix subira une hausse dans les mêmes proportions. Ces variations, toutefois, n'altèrent en rien la fonction d'équivalent général de l'or ; avant comme après ces variations positives ou négatives, les valeurs des diverses marchandises, toutes choses égales d'ailleurs, s'exprimeront toujours dans le même rapport. Si, au départ,

1 quintal de blé = 40 mètres de toile = 100 grammes d'or et qu'en-
 suite, à cause d'une baisse de 25 % de la valeur de l'or,

1 quintal de blé = 40 m. de toile = 125 grammes d'or, le prix de cha-
 que marchandise aura bien changé, mais leurs rapports réciproques seront
 demeurés constants, puisque

1 quintal de blé = 40 mètres de toile
 avant comme après la variation de valeur de l'or. Les variations de valeur
 de la monnaie ne l'empêchent donc nullement de jouer son rôle de mesure
 des valeurs, c'est-à-dire de rendre les valeurs des différentes marchandises
 commensurables entre elles (3).

Enfin, la fonction de mesure des valeurs remplie par la monnaie suppose que l'or prenne la forme d'étalon des prix. L'habitude, généralisée et sanctionnée par la loi, définit la quantité d'or qui servira d'unité et cette unité est elle-même divisée en parties proportionnelles, de telle sorte que l'on puisse facilement, par simple addition, exprimer en or n'importe quel prix. A l'origine, les noms monétaires sont souvent les noms d'unités de poids : la Livre, par exemple, était la valeur d'une livre (poids) d'argent ; mais l'interférence des monnaies étrangères, les falsifications monétaires, l'intervention du pouvoir d'Etat, etc., ont par la suite supprimé cette corres-

(1) Le Capital, Livre III, T. I, p. 208.

(2) Contribution à la critique de l'économie politique, Ed. soc., p. 40.

(3) Les valeurs des marchandises sont, elles aussi, variables et la variation peut affecter toutes les marchandises ou certaines d'entre elles seulement. L'évolution des prix résultera donc de la combinaison des variations de la valeur des marchandises et de la valeur de la monnaie (de l'or ici).

pondance entre le nom monétaire et la masse de métal précieux qu'il représente.

« L'étalon de la monnaie étant d'un côté purement conventionnel et de
» l'autre ayant besoin de validité sociale, c'est la loi qui le règle en dernier
» lieu. Une partie de poids déterminée du métal précieux, une once d'or par
» exemple, est divisée officiellement en parties aliquotes qui reçoivent des
» noms de baptêmes légaux, tel que livre, écu, etc. Une partie aliquote de ce
» genre employée alors comme unité de mesure proprement dite est à son
» tour subdivisée en d'autres parties ayant chacune leur nom légal... Au lieu
» de dire le quart de froment est égal à une once d'or, on dirait en Angle-
» terre : il est égal à 3 livres, 17 shillings, 10,5 pences » (1).

2 - La monnaie instrument de la circulation des marchandises

Nous savons que la monnaie est apparue lorsque les échanges avaient pris une extension telle qu'ils ne pouvaient plus s'accommoder des limitations imposées par le troc. La monnaie se présente donc, de point de vue, comme l'instrument capable de faire changer de mains les marchandises dans des conditions où le troc serait inopérant ou trop compliqué. Toutefois, la monnaie ne peut fonctionner effectivement comme moyen de circulation que dans la mesure où elle est aussi mesure des valeurs. Le producteur ne se dessaisira de sa marchandise pour la confier au marchand que dans la mesure où celui-ci sera en mesure de lui remettre une certaine quantité d'or, équivalent général des marchandises. La deuxième fonction de la monnaie se présente donc comme le prolongement immédiat de la première. Mais il y a plus ; cette deuxième fonction est aussi la sanction matérielle de la première. Ici, un or « idéal » ne suffit plus, des espèces sonnantes et trébuchantes sont exigées et ce n'est que dans la mesure où l'or « matériel » permet effectivement de mener à bien des échanges que l'or « idéal » pouvait jouer son rôle de mesure des valeurs. Les diverses fonctions de la monnaie apparaissent donc comme liées les unes aux autres. elles ne sont que les divers aspects que revêtent les rapports économiques entre les marchandises, c'est-à-dire les rapports sociaux entre leurs producteurs.

a) Cours de la monnaie

Le mouvement effectué par les marchandises est circulaire. Le vendeur aliène sa marchandise contre la monnaie, mais se procure ensuite d'autres marchandises avec cette monnaie. Prenant la marchandise pour point de départ, le mouvement s'achève par une réapparition de la marchandise, celle-ci étant bien entendu d'une valeur d'usage différente de la première, mais d'une valeur d'échange égale. Le mouvement de la monnaie est tout différent : elle n'apparaît entre les mains du vendeur que comme un intermédiaire de la marchandise qu'il désire se procurer ; elle n'est acquise que temporairement et sa fonction de moyen de circulation exige qu'elle soit remise dans le circuit. Si le producteur de marchandises ne vend celles-ci que pour en acquérir d'autres, il n'acquiert de la monnaie que pour s'en essayer. La fonction de moyen de circulation de la monnaie implique donc

(1) *Le Capital, Livre I, T. I, pp. 109 - 110.*

qu'elle change constamment de main : c'est ce mouvement perpétuel que l'on appelle cours de la monnaie.

Quelle est la quantité de monnaie nécessaire à la circulation des marchandises ? Il est évident que cette quantité doit être soigneusement distinguée de la quantité totale de monnaie qui existe à un moment donné. Les stocks d'or les plus impressionnants ne pourront jamais faire circuler des marchandises qui n'existent pas : on ne peut échanger que ce qui a été effectivement produit. La quantité de monnaie utilisée comme moyen de circulation dépend donc au premier chef de la quantité de marchandises qui circulent ou, plus exactement, de la valeur totale du stock de marchandises qui s'échangent les unes contre les autres par le détour monétaire.

« Il est évident que si l'or et l'argent possèdent une valeur propre, abstraction faite de toutes les autres lois de la circulation monétaire, il ne peut circuler qu'une quantité déterminée d'or et d'argent comme équivalent d'une somme de valeur donnée de marchandises » (1).

Mais la monnaie fonctionnant comme moyen de circulation a pour caractéristique, nous l'avons vu, de changer constamment de mains. Cela signifie qu'une quantité déterminée de monnaie fonctionne d'une manière quasi-illimitée si l'on néglige l'usure qui l'affecte, d'une part, et d'autre part, qu'elle sert plusieurs fois dans un laps de temps déterminé. Dès lors, plus la vitesse de circulation de la monnaie est grande, plus le nombre de transactions effectuées à l'aide d'une même unité monétaire (une pièce par exemple) sera grand. Autrement dit, plus la vitesse du cours de la monnaie est grande, plus la quantité de monnaie nécessaire à la circulation est petite pour un volume des échanges donné. Si l'on pouvait connaître, à un moment donné, le prix unitaire et la quantité de chaque marchandise, d'une part, et, d'autre part, la vitesse du cours de l'argent, il serait facile de déterminer par le calcul quelle est, à ce moment-là, la quantité d'argent qui fonctionne effectivement comme moyen de circulation. On aurait en effet l'égalité suivante :

$$\frac{\text{Somme des prix des marchandises}}{\text{Vitesse moyenne du cours de l'argent}} = \text{quantité de monnaie fonctionnant comme moyen de circulation.}$$

Il va de soi qu'un tel calcul serait très difficile à opérer dans la mesure où il suppose connues un très grand nombre de données, du reste variables dans le temps. Mais cela ne présente en réalité aucune difficulté particulière, la pratique commerciale se chargeant de déterminer facilement ce qu'un calcul théorique ne pourrait évaluer qu'au prix de grandes difficultés.

Il faut encore noter que la vitesse moyenne du cours de l'argent n'est pas une cause première, mais, au contraire, une variable dépendante : c'est la vitesse de circulation des marchandises qui se traduit par la vitesse de circulation de la monnaie, la valeur de celle-ci étant donnée ; de plus, le prix des marchandises étant variable (pour des causes fortuites, et il

(1) Contribution à la critique de l'économie politique, *Ed. Soc.*, p. 124.

s'agit alors de variations autour d'une moyenne, mais qui n'en affectent pas moins la quantité de monnaie circulante, ou par suite de variations dans la valeur des marchandises résultant de changements dans le procès de production), ainsi que la valeur de la monnaie elle-même, il en résulte une combinaison complexe de tous ces facteurs. Il n'en demeure pas moins que la monnaie n'est que le reflet du monde des marchandises (1) et non pas la cause des mouvements qui s'y produisent.

« Cette loi, que la quantité des moyens de circulation est déterminée par »
» la somme des prix des marchandises circulantes et par la vitesse moyenne »
» du cours de la monnaie, revient à ceci : étant donné et la somme de valeur »
» des marchandises et la vitesse moyenne de leurs métamorphoses, la quan- »
» tité du métal précieux en circulation dépend de sa propre valeur. L'illu- »
» sion d'après laquelle les prix des marchandises sont au contraire détermi- »
» nés par la masse des moyens de circulation et cette masse par l'abondan- »
» ce des métaux précieux dans un pays, repose originellement sur l'hypothèse »
» absurde que les marchandises et l'argent entrent dans la circulation, les »
» uns sans prix, l'autre sans valeur, et qu'une partie aliquote du tas des »
» marchandises s'y échange ensuite contre la même partie aliquote de la »
» montagne de métal » (2).

Lorsque l'argent remplit sa première fonction, c'est-à-dire mesure les valeurs, le fait que sa propre valeur soit variable, puisqu'il est aussi une marchandise, apparaît comme une caractéristique déterminante : elle contribue en effet à établir le niveau des prix ; par contre, lorsque la monnaie remplit sa deuxième fonction, c'est-à-dire joue le rôle d'un moyen de circulation, sa caractéristique essentielle devient le fait que la quantité qui en est réclamée est à son tour variable. Cela entraîne une conséquence particulièrement importante, sur laquelle nous nous arrêtons plus loin, à savoir la nécessité d'une thésaurisation. En effet, le volume des transactions ne peut ni demeurer constant (historiquement, il s'accroît sans cesse) ni même croître régulièrement (en dehors même des phénomènes de crise, c'est un fait que l'apparition des produits sur le marché ne peut être régulièrement répartie sur l'année : il suffit de penser, pour s'en convaincre, aux produits de l'agriculture) : au cours d'une année solaire, le marché des marchandises est donc périodiquement affecté par de brusques à-coups ; d'autre part, la vitesse du cours de l'argent est elle-même variable, pour ces mêmes raisons et pour d'autres encore. Il en découle que la somme de monnaie circulante, de quantité nécessairement variable, même pour une période de temps relativement brève, ne peut être égale à la somme totale de monnaie existante : toute la monnaie ne peut fonctionner en même temps comme moyen de circulation.

b) La « dématérialisation » de l'or remplissant sa fonction de moyen de circulation

En accomplissant sa fonction de moyen de circulation, la monnaie s'use, si bien qu'un divorce s'établit progressivement entre la valeur réelle

(1) Du moins au stade où nous en sommes, alors que le capital n'a pas fait son apparition. Dans la société capitaliste, la monnaie ne reflète plus simplement le monde des marchandises, mais aussi celui du capital.

(2) Le Capital, Livre I, T. I, pp. 129 - 130.

de la pièce d'or qui circule, valeur qui est proportionnelle à son poids qui va diminuant au fur et à mesure que la pièce est utilisée, et la valeur qu'elle incarne, celle qui est inscrite sur elle : le prix monétaire de l'or se détache de son prix marchand. Outre les frais occasionnés par la frappe initiale des pièces, qui sont des frais improductifs puisqu'ils sont déterminés par les exigences de la sphère de la circulation et non pas celle de la production, l'Etat doit faire face aux frais de renouvellement continuels du numéraire usé :

« Les marchandises fonctionnant comme monnaie n'entrent ni dans la consommation individuelle ni dans la consommation productive. Il y a là du travail social fixé sous une forme où il sert de simple machine de circulation. Et non seulement une fraction de la richesse sociale est immobilisée sous cette forme improductive, mais l'usure de la monnaie exige son remplacement continuels, autrement dit la conversion d'une plus grande somme de travail — sous forme de produits — en une plus grande somme d'or et d'argent. Pour les nations à régime capitaliste développé ces frais de remplacement sont considérables... L'or et l'argent comme marchandise monétaire constituent pour la société des frais de circulation qui résultent uniquement de la forme sociale de production. Ce sont des *faux frais* de la production marchande et surtout de la production capitaliste » (1).

Quoi qu'il en soit, le simple phénomène matériel de l'usure des monnaies transforme spontanément le numéraire en un simple signe de valeur : la pièce d'or qui a perdu un dixième de sa masse au cours de manipulations successives n'en continue pas moins à servir de moyen de circulation au même titre que la pièce intacte. En s'accomplissant, la circulation transforme, en quelque sorte mécaniquement, la pièce usée en un simple représentant de la pièce neuve. Ainsi s'ébauche un processus de « dématérialisation » de la monnaie qui se prolongera et prendra sa forme la plus complète par l'intervention directe de l'Etat. Dans son rôle de moyen de circulation, l'or sera progressivement remplacé, d'abord par des pièces de métaux moins coûteux (cuivre, nickel, etc...), ensuite par « des choses relativement sans valeur aucune, telles que des billets de papier » (2). Si, pour la pièce d'or sortant de la frappe, le prix marchand est égal au prix monétaire, cela n'est déjà plus vrai pour la pièce qui a circulé longtemps sur le marché ; le fossé s'élargit encore avec l'introduction de pièces en métaux inférieurs, tandis qu'enfin il n'y a plus aucun rapport entre prix monétaire et prix marchand lorsqu'on en arrive au papier-monnaie.

Notons bien qu'au stade où nous nous trouvons, le crédit capitaliste n'a pas encore fait son apparition, si bien que le papier-monnaie dont il est question est exclusivement la monnaie d'Etat à cours forcé : il ne s'agit en aucune façon de la monnaie de crédit. Ce papier-monnaie n'est donc qu'un signe d'or, un jeton qui remplace, dans la circulation intérieure, le métal jaune détenu dans les coffres de l'Etat, lequel économise par ce moyen (nous mettons de côté toutes les opérations frauduleuses que cela lui permet par surcroît, tant il est vrai que l'Etat n'a pas attendu la créa-

(1) *Le Capital, Livre II, T. I, p. 125.*

(2) *Le Capital, Livre I, T. I, p. 133.*

tion du papier monnaie pour falsifier l'argent...) les frais découlant de l'emploi direct de l'or comme moyen de circulation. Ce papier-monnaie, puisqu'il remplace simplement l'or comme moyen de circulation, doit évidemment se plier aux lois de la circulation monétaire déjà valables pour l'or ; en particulier, le papier-monnaie, quelle que soit la quantité qui en est émise, ne peut représenter, à un moment donné, que la quantité d'or qui circulerait effectivement.

- « L'Etat jette dans la circulation des billets de papier sur lesquels sont »
 » inscrits des dénominations de numéraire tels que 1 liv. st., 5 liv. st., etc.
 » En tant que ces billets circulent réellement à la place du poids d'or de
 » la même dénomination, leur mouvement ne fait que refléter les lois du
 » cours de la monnaie réelle. Une loi spéciale de la circulation du papier ne
 » peut résulter que de son rôle de représentant de l'or ou de l'argent, et cette
 » loi est très simple ; elle consiste en ce que l'émission du papier-monnaie
 » doit être proportionnée à la quantité d'or (ou d'argent) dont il est le
 » symbole et qui devrait réellement circuler. La quantité d'or que la circu-
 » lation peut absorber oscille bien constamment au-dessus ou au-dessous
 » d'un certain niveau moyen ; cependant elle ne tombe jamais au-dessous
 » d'un *minimum* que l'expérience fait connaître en chaque pays... Rien n'em-
 » pêche donc de la remplacer par des symboles de papier. Si, au contraire,
 » les canaux de la circulation se remplissent de papier monnaie jusqu'à la
 » limite de leur facilité d'absorption pour le métal précieux (1), alors la
 » moindre oscillation dans le prix des marchandises pourra les faire débord-
 » der. Toute mesure est dès lors perdue » (2).

Pour conclure sur ces deux premières fonctions de la monnaie, revenons un instant sur leurs caractères contradictoires, qui ont induit beaucoup d'économistes en erreur. Lorsque la monnaie fonctionne comme mesure des valeurs, ce qui compte, c'est sa matière : les prix seront évidemment exprimés par des nombres différents si l'on emploie la monnaie d'argent à la place de la monnaie d'or, puisque l'or et l'argent n'ont pas même valeur pour un même poids. Par contre, lorsque la monnaie fonctionne comme moyen de circulation, c'est sa quantité qui compte : elle doit être suffisante pour faire face, étant donnée la vitesse du cours de la monnaie, aux nécessités des transactions commerciales. Là où la monnaie fonctionne en quelque sorte « idéalement », comme simple monnaie de

(1) C'est nous qui soulignons. « L'intervention de l'Etat, qui émet le papier-monnaie à cours forcé, semble abolir la loi économique. L'Etat, qui, en fixant le prix monétaire, n'avait fait que donner un nom de baptême à un poids d'or déterminé et que marquer l'or de son estampille, en le montrant n'ayant, semble maintenant, par la magie de cette estampille, métamorphoser le papier en or. Les billets ayant cours forcé, nul ne peut l'empêcher d'en faire entrer le nombre qu'il veut dans la circulation... Ce pouvoir de l'Etat est cependant pure apparence. Il peut bien jeter dans la circulation tous les billets qu'il veut avec tous les noms monétaires qu'il veut, mais son contrôle cesse avec cet acte mécanique. Emporté par la circulation, le signe de valeur, ou le papier-monnaie, tombe sous le coup de ces lois immanentes. Si 14 millions de livres sterling représentaient le total de l'or requis pour la circulation des marchandises et si l'Etat jetait dans la circulation 210 millions de billets, chacun de la dénomination d'une livre sterling, ces 210 millions de billets seraient transformés en représentants d'or pour un montant de 14 millions de livres sterling » (Contribution à la critique de l'économie politique, p. 86 ; souligné par nous).

(2) Le Capital, Livre I, Tome I ; Ed. soc. pp. 133-134.

compte, sa nature matérielle est essentielle ; là où, au contraire, elle apparaît « physiquement », elle peut être remplacée par de simples « signes » sans valeur dont seule la quantité importe. Ces simples remarques suffisent à montrer l'importance d'une étude des diverses fonctions de la monnaie qui, tout en les distinguant, en fasse apparaître l'unité.

3. - La monnaie au sens fort

Dans l'édition française du *Capital*, ce chapitre porte le titre suivant, étrange à première vue : « La monnaie ou l'argent ». Il s'agit en fait d'envisager la troisième fonction de l'argent qui, couronnant les deux premières, les contient aussi potentiellement. Par ailleurs, ce chapitre revêt la plus grande importance puisqu'il amorce la compréhension des mécanismes monétaires plus complexes, ceux de la monnaie de crédit en particulier, et envisage également les rapports entre la circulation des marchandises et de la monnaie à l'intérieur d'un pays donné et leur circulation à l'échelle internationale.

a) La thésaurisation

La thésaurisation se présente comme une interruption temporaire du procès de circulation des marchandises. Nous avons vu que celui-ci a un caractère circulaire :

$$M \Rightarrow A \Rightarrow M$$

du moins en ce qui concerne les marchandises ; pour l'argent, au contraire, le procès de circulation se traduit par la tendance à fuir des mains de l'acheteur vers celles du vendeur, qui devient du reste à son tour acheteur et ainsi de suite. Le thésauriseur, quant à lui, n'achètera pas après avoir vendu, mais conservera la quantité de monnaie qu'il a retirée de la vente, lui faisant ainsi abandonner la sphère de la circulation :

$$M \Rightarrow A...$$

« La monnaie arrêtée à dessein dans sa circulation, se pétrifie, pour ainsi dire, en devenant trésor, et le vendeur se change en thésauriseur » (1).

Mais il y a trésor et trésor. Ce qu'accumule le thésauriseur moderne, ce n'est point de l'or ou de l'argent en tant que métaux précieux, que le talent des artistes pourra transformer en bijoux, vaisselle ou ornements divers. Son trésor sera un trésor monétaire, il accumulera de la monnaie en tant que telle, il fera des réserves d'équivalent général des marchandises. La thésaurisation apparaît donc comme le complément des deux premières fonctions de la monnaie, car elle les suppose toutes deux. Le thésauriseur met en réserve cette marchandise particulière qui est la mesure de la valeur de toutes les autres, mais aussi l'instrument de leur circulation. Sous forme de richesse abstraite, momentanément extraite de la sphère active de la production et de la circulation, il accumule les moyens de participer, demain, à l'activité qui règne dans cette sphère.

(1) Le *Capital*, Livre I, T. I, p. 136.

Si la thésaurisation apparaît tout d'abord comme le fait de la volonté individuelle d'un particulier poursuivant ses fins personnelles, elle est aussi une nécessité économique générale, qui se réalise par ce détour : la troisième fonction de la monnaie joue le rôle de régulateur des deux autres. En étudiant la monnaie comme moyen de circulation, nous avons vu que les contractions et expansions périodiques des échanges impliquaient un rétrécissement et un élargissement simultanés de la masse monétaire circulante. La masse monétaire existante demeurant, pendant une période donnée, relativement fixe, il faut bien qu'une partie de cette masse monétaire quitte la sphère de la circulation pour y entrer à nouveau lorsque le besoin s'en fera sentir : la thésaurisation joue ce rôle de soupape permettant de régler le débit de la monnaie circulante.

« Pour que la masse d'argent courante corresponde toujours au degré où »
» la sphère de la circulation se trouve saturée, la quantité d'or ou d'argent »
» qui réellement circule ne doit former qu'une partie du métal précieux exis- »
» tant dans un pays. C'est par la forme trésor de l'argent que cette condi- »
» tion se trouve remplie. Les réservoirs des trésors servent à la fois de ca- »
» naux de décharge et d'irrigation de façon que les canaux de circulation »
» ne débordent jamais » (1).

Si, d'un côté, comme nous l'avons vu au début, la thésaurisation se présente comme une interruption du procès de circulation, elle représente tout autant, d'un autre côté, la possibilité de reprendre dans l'avenir ce procès momentanément interrompu. On peut noter ici, en anticipant largement sur ce qui va suivre, qu'il y a là également « la possibilité, mais seulement la possibilité de crises », puisque la crise se manifeste entre autres par la raréfaction de l'argent moyen de circulation.

Les trois fonctions de la monnaie sont donc étroitement liées les unes aux autres. La monnaie ne serait pas un instrument de circulation si elle n'était aussi la mesure des valeurs ; mais la circulation est ainsi faite qu'elle suppose alternativement la thésaurisation et son contraire, la dépense de monnaie antérieurement accumulée ; enfin, la thésaurisation a pour objet l'équivalent général c'est-à-dire l'argent au sens fort, à la fois mesure des valeurs et moyen de circulation des marchandises. De plus, cette accumulation de monnaie, pour un temps soustraire à la sphère de la circulation dont elle est née, va servir de base, lorsque les conditions économiques générales auront mûries, à l'épargne et donc finalement au crédit capitaliste, qui modifiera à son tour profondément les caractères formels de la monnaie.

b) La monnaie moyen de paiement et la monnaie universelle.

Dans son rôle de moyen de circulation, la monnaie d'or peut être remplacée par de simples signes. La pratique du crédit commercial va chasser à leur tour ces signes de la sphère de la circulation pour les remplacer par des créances, c'est-à-dire des promesses de paiement.

(1) *Le Capital, Livre I, T. I, p. 139.*

Si un commerçant consent à livrer sa marchandise à un autre contre la promesse écrite de la payer à terme, la marchandise aura bien changé de mains sans que l'or ni aucun de ses représentants n'ait joué le moindre rôle, sinon dans l'évaluation du prix de la marchandise, fonction « idéale » qui, comme nous l'avons vu, n'exige pas la présence « matérielle » de la monnaie. La promesse de paiement à terme, dûment consignée sur une traite, peut donc suffire à mettre les marchandises en circulation. L'équation du premier acte de la circulation de la marchandise n'est plus

$$M \equiv \rightarrow A$$

mais plutôt

$$M \rightarrow \text{traite (...A)}$$

L'argent ne réapparaîtra dans la sphère de la circulation qu'au terme fixé ; la circulation de la marchandise se sera effectuée sans son intervention et il n'aura plus pour fonction que de solder une transaction déjà réalisée : de moyen de circulation, la monnaie devient moyen de paiement.

« L'argent, c'est-à-dire la forme autonome vers laquelle évolue la valeur d'échange, n'est plus la forme qui permet la circulation des marchandises, mais son résultat final... (L'argent) entre... dans la circulation comme l'unique équivalent adéquat de la marchandise, comme mode d'existence absolu de la valeur d'échange, comme dernier mot du procès d'échange, bref, comme argent, et comme argent dans la fonction précise de *moyen de paiement général*. Dans cette fonction de moyen de paiement, l'argent apparaît comme la marchandise absolue, mais à l'intérieur de la circulation elle-même, non, comme le trésor, en dehors de celle-ci » (1).

Notons qu'une des manifestations de la crise est justement l'effondrement du crédit et qu'alors l'argent, dont on se passait fort bien jusque là comme moyen de circulation au sens strict, est à nouveau réclamé à grands cris pour remplir aussi cette fonction-là. Quoi qu'il en soit, si l'or a été chassé de la sphère de la circulation par le papier-monnaie, le même processus s'amorce pour celui-ci également ; toutefois, la monnaie ne peut être complètement éliminée de la circulation des marchandises et elle réapparaît périodiquement sous forme de moyen de paiement, c'est-à-dire en tant qu'argent au sens fort.

L'or, progressivement chassé de la sphère de la circulation intérieure, règne par contre en maître absolu dans les échanges internationaux.

« C'est sur le marché du monde, et là seulement, que la monnaie fonctionne dans toute la force du terme, comme la marchandise dont la forme naturelle est en même temps l'incarnation sociale du travail humain en général. Sa manière d'être devient adéquate à son idée » (2).

Toutefois, là aussi, la fonction de moyen de circulation de la monnaie s'estompe, tandis que prédomine la monnaie comme moyen de paiement, qui vient solder les balances commerciales internationales à termes fixés. Par ailleurs, chaque Etat doit se constituer un trésor pour faire face soit aux vicissitudes commerciales, soit encore aux nécessités de la guerre. Il est bon de noter déjà avec Marx, à ce propos, que :

« Les pays dans lesquels la production a atteint un haut degré de développement restreignent au minimum exigé par leurs fonctions spécifi-

(1) Contribution à la critique de l'économie politique ; pp. 104-105.

(2) Le Capital, Livre I, T. I, p. 147.

- » ques les trésors entassés dans les réservoirs des banques. (Ces diverses
- » fonctions peuvent entrer en un conflit dangereux, dès qu'il s'y joint la
- » fonction d'un fonds de conversion pour les billets de banque). A part cer-
- » taines exceptions, le débordement de ces réservoirs par trop au-dessus
- » de leur niveau moyen est un signe de stagnation dans la circulation des
- » marchandises » (1).

Après avoir ainsi brièvement résumé les principaux résultats de l'analyse marxiste du rôle de la monnaie dans la circulation simple des marchandises, nous pouvons passer à l'étude des transformations subies par la monnaie dans l'économie capitaliste pleinement développée. c'est ce qui formera l'objet du chapitre suivant.

LA MONNAIE DANS LA CIRCULATION DU CAPITAL

☉ Le capital - argent

1. — La transformation de l'argent en capital

Comme nous l'avons vu, Marx conduit son analyse fondamentale de la nature et des fonctions de la monnaie sur la base d'une économie marchande au sein de laquelle le capitaliste et l'ouvrier salarié n'ont pas encore fait leur apparition. Dès que ces deux personnages entrent en scène, l'argent subit une profonde mutation qui exprime la révolution accomplie dans les rapports entre les classes. D'innocent moyen de circulation des marchandises, il se mue en capital-argent, et bien que celui-ci emprunte au trésor sa forme extérieure, il en diffère profondément par la substance. Jusqu'ici, les marchandises jouaient le premier rôle et l'argent apparaissait comme l'auxiliaire de leur mouvement ; dès que le mode de production capitaliste s'est emparé de la production, l'argent fait au contraire figure de vedette, les marchandises se contentant de jouer les utilités, de servir à leur tour d'instruments de la circulation de l'argent. Les rôles sont ainsi renversés, mais il est vrai qu'entre temps, l'argent lui-même a changé de nature pour devenir capital.

Dans la circulation simple des marchandises déjà, le rapport de production monétaire vient imposer un détour et obscurcir davantage le rapport entre les producteurs qui, même dans l'échange direct, apparaissait formellement comme un rapport entre leurs produits (les marchandises) ; pourtant, dans la circulation simple des marchandises, le but même du mouvement des produits demeure évident. Vendre pour acheter, vendre les produits dont la valeur d'usage excède les besoins du producteur pour lui permettre d'acheter des valeurs d'usage correspondant à des besoins qu'il ne peut satisfaire directement par le résultat de son activité productive, cela ne fait point de mystère. Il en va autrement dans la production

(1) *Le Capital, Livre I, T. I, pp. 149-150.*

capitaliste ; le capitaliste, l' « homme aux écus » comme dit Marx, achète pour vendre au lieu de vendre pour acheter. (Cela s'applique déjà à ce précurseur du capitaliste moderne qu'est le simple marchand.) Si la circulation des marchandises peut être schématisée par

$$M \Rightarrow A \Rightarrow M$$

la circulation de l'argent transformé en capital se présente au contraire comme

$$A \Rightarrow M \Rightarrow A$$

D'un point de vue formel, l'argent apparaît aussi bien dans le premier que dans le second schéma, mais le mode de circulation n'est pas le même dans les deux cas : « L'argent en tant qu'argent et l'argent en tant que capital ne se distinguent de prime abord que par leurs différentes formes de circulation » (1). Comme moyen de circulation des marchandises, l'argent se maintient constamment dans la sphère de la circulation, tandis que les marchandises en sortent continuellement pour être consommées : l'argent est un simple intermédiaire de la circulation des marchandises **et change donc constamment de mains**. Comme capital, l'argent circule d'une autre manière. A l'origine, il se présente comme un « trésor » accumulé qu'on jette en bloc dans la circulation pour acquérir des marchandises (nous verrons lesquelles plus loin ; on peut se limiter pour l'instant au cas du capital commercial) ; mais ici le but de l'opération n'est plus d'acquérir des valeurs d'usage à consommer : les marchandises acquises seront au contraire jetées de nouveau dans la circulation et donc échangées contre de l'argent. L'argent se présente comme le point de départ et le point d'arrivée du cycle, comme le but même de la circulation, **et il reflue donc constamment vers le personnage qui a amorcé le cycle en faisant une certaine avance de capital-argent**. Au lieu de se maintenir exclusivement dans la sphère de la circulation comme l'argent qui fonctionne comme moyen de circulation des marchandises, et donc d'échapper toujours à son détenteur provisoire, le capital-argent est destiné à refluer vers son détenteur, qui escomptait précisément ce reflux lorsqu'il s'en est temporairement dessaisi :

« Le phénomène du reflux a lieu dès que la marchandise achetée est de nouveau vendue, c'est-à-dire dès que le cercle $A - M - A$ est complètement décrit. C'est là une différence palpable entre la circulation de l'argent comme capital et sa circulation comme simple monnaie » (2).

Apparemment, la circulation du capital-argent présente un caractère d'absurdité. Si le cycle $M \Rightarrow A \Rightarrow M$ a pour termes extrêmes des valeurs d'échange équivalentes, l'opération a un sens dans la mesure où ces valeurs d'échange équivalentes sont incarnées dans des marchandises de valeurs d'usage différentes. Des marchandises de valeurs d'échange équivalentes ne peuvent circuler (s'échanger) que dans la mesure où elles ont des valeurs d'usage différentes. Si l'on retrouve l'argent aux deux extrémités du cycle du capital-argent, il ne peut être question d'invoquer des valeurs d'usage différentes pour justifier ce mouvement, l'argent retiré

(1) *Le Capital, Livre I, Section II, chap. IV ; Ed. soc., T. I, p. 151.*

(2) *Le Capital, Livre I, chap. IV ; Ed. soc., T. I, p. 153.*

à la fin étant évidemment identique, du point de vue de l'usage, à celui qui a été avancé au départ. Le cycle n'a donc de sens que si la valeur d'échange obtenue en fin de cycle est supérieure à la valeur avancée : la circulation du capital-argent se présente donc dès l'abord comme une « violation » de la loi de la valeur, de l'échange entre équivalents, puisque la valeur d'échange obtenue à la fin doit excéder la valeur d'échange mise en jeu au départ.

« Le cycle M. — A — M a pour point initial une marchandise et pour » point final une autre marchandise *qui ne circule plus* et tombe dans la » consommation. La satisfaction d'un besoin, une valeur d'usage, tel est donc » son but définitif. Le cercle A — M — A au contraire, a pour point de dé- » part l'argent et y revient ; son motif, son but déterminant est donc la » valeur d'échange » (1).

Le cycle du capital-argent n'est donc pas $A \Rightarrow M \Rightarrow A$, mais plutôt $A \Rightarrow M \Rightarrow A'$

dans lequel $A' = A + \Delta A$, c'est-à-dire une somme supérieure à l'argent initialement avancé A. La différence fondamentale entre la circulation des marchandises et la circulation du capital-argent se ramène donc à ce que l'une trouve son moteur dans l'appropriation de valeurs d'usage, ce qui lui donne, à une époque déterminée, un caractère relativement « rigide », comme dit Marx, les besoins n'étant pas extensibles à volonté pour un stade donné de la production sociale, tandis que l'autre est par essence illimitée. Le but de la circulation du capital-argent étant son propre accroissement, celui-ci ne connaît ni limite ni fin : ce qui caractérise le capital-argent (et le capital en général), ce n'est donc pas son volume ni même l'accroissement qui résulte de l'accomplissement de son cycle, mais la répétition nécessaire (i) et donc l'extension illimitée de cet accroissement : le capital se définit par son propre mouvement, et c'est un mouvement « perpétuel » : il peut s'accélérer ou se ralentir, mais doit toujours se poursuivre sous peine de mort pour le capital lui-même :

« Non seulement la valeur avancée se conserve dans la circulation, mais » elle y change encore sa grandeur, y ajoute un plus, se fait valoir davanta- » ge, et c'est ce mouvement qui la transforme en capital » (3).

(1) Le Capital, Livre I, section II, chap. IV ; Ed. soc., p. 154.

(2) Lorsqu'ils présentent leurs panacés réformistes, les opportunistes « ouvriers » inversent les termes des rapports réels. La nécessité objective qui anime le mouvement du capital détermine aussi la volonté subjective de ses agents, les capitalistes ; pour les opportunistes, au contraire la volonté du capitaliste, sa soif de gain, la malfaisance des monopoles, etc..., seraient la cause de la marche du capital. Cette vision infantile du mode de production capitaliste néglige le fait que, si le capitaliste est, en effet, à la recherche du gain, c'est qu'il doit l'être : la concurrence se charge de lui enseigner qu'un capitaliste « généreux » cesse bientôt d'être capitaliste tout court, c'est-à-dire fait faillite. Ce n'est donc qu'en falsifiant grossièrement la réalité économique et sociale du mode de production capitaliste et les lois qui la régissent que l'opportuniste peut prétendre les modifier, non pas même par une révolution politique depuis longtemps reléguée au musée de l'Histoire selon lui, mais simplement par une réforme de l'Etat (démocratie populaire, démocratie véritable, etc...), alors que seule une révolution sociale peut espérer briser les rapports de production capitalistes.

(3) Le Capital, Livre I, section II, chap. IV ; Ed. soc., T. I, p. 155.

« La circulation simple — vendre pour acheter — ne sert que de moyen »
 » d'atteindre un but situé en dehors d'elle-même, c'est-à-dire l'appropriation de valeurs d'usage, de choses propres à satisfaire des besoins déterminés. La circulation de l'argent comme capital possède au contraire son but en elle-même ; car ce n'est que par ce mouvement toujours renouvelé que la valeur continue à se faire valoir. Le mouvement du capital n'a donc pas de limite » (1).

Il ne sera pas nécessaire de développer ici la théorie de la plus-value ; nous nous contenterons de rappeler quelle est la marchandise spéciale dont l'achat permet au capitaliste de retirer de la circulation de son capital « un plus », une plus-value. Considérons désormais le capitaliste industriel et non plus seulement le capitaliste commercial. L'un comme l'autre achètent pour vendre, mais le premier ne revend pas simplement les marchandises achetées, il leur fait subir une transformation au cours d'un procès de production. Le capital-argent avancé, il le transforme d'abord en moyens de production (bâtiments, installations productives, machines, outils, etc...) et en objets de production (matières premières), qu'il acquiert à leur valeur sur le marché ; cette fraction de son capital prend le nom de capital constant. Mais il faut encore, pour animer ce « capital mort », que « l'homme aux écus » achète sur le marché le travail humain qui, appliqué aux moyens de production, transformera les objets de production en produits. Le capitaliste achète contre salaire la force de travail d'un certain nombre d'ouvriers pour une période déterminée, et l'on désignera par capital variable la fraction du capital avancé qui jouera ce rôle. Là encore, la marchandise sera payée, en moyenne tout au moins, à sa valeur, qui ne peut être que l'équivalent en valeur des produits nécessaires à l'entretien de la force de travail de l'ouvrier, c'est-à-dire à son maintien en état de produire normalement et d'assurer sa descendance.

Le procès de production une fois achevé, le capitaliste aura transformé son avance de capital en marchandises, mais leur valeur excédera celle de

(1) Le Capital, Livre I, section II, chap. IV ; Ed. soc., T. I, p. 156. On peut également citer cette définition donnée par Marx dans les Grundrisse (Fondements de la critique de l'économie politique, Ed. Anthropos, pp 210-211) : « Il ne s'agit plus d'échanger de simples équivalents, ni de conserver une valeur identique, comme cela se produit dans la circulation, mais d'accroître la valeur. En tant que telle, la valeur d'échange ne se pose qu'en se valorisant, c'est-à-dire en augmentant de valeur. L'argent (replié sur lui-même à l'issue de la circulation) perd de sa rigidité en devenant capital : de chose tangible, il est devenu procès. Par ailleurs, le travail a modifié son rapport avec son objet : il se replie, lui aussi, sur lui-même. Mais ce repli signifie que le travail matérialisé dans la valeur d'échange pose le travail vivant comme moyen de sa reproduction, alors qu'à l'origine, la valeur d'échange n'apparaissait que comme un produit de travail ». Il y a, dans ces dernières lignes, une définition du salariat qui anticipe sur le déroulement adopté pour notre exposé, mais qu'il aurait été dommage de sauter. Le rapport de production « salariat » implique la sujétion du salarié et donc aussi de son travail et du produit de son travail au capital. Les marchandises s'échangent en raison de la valeur qu'elles contiennent ; mais la valeur-capital, c'est-à-dire le travail antérieur accumulé, domine le travail vivant, le travail présent et règle son emploi en fonction des modalités de sa propre extension, des lois de sa propre circulation, c'est-à-dire sans autres égards pour la valeur d'usage que ceux qui lui sont imposés du dehors (nécessité de trouver une demande solvable).

cette avance initiale. En effet, la force de travail est une marchandise particulière dont l'usage fournit précisément du travail humain. Or, si au cours du procès de production elle transmet bien aux nouvelles marchandises produites la valeur antérieurement contenue dans l'avance de capital constant, elle y ajoute une valeur supplémentaire qui dépasse l'avance de capital variable effectuée par le capitaliste : si la force de travail d'un ouvrier peut être utilisée 10 heures par jour, l'ensemble des produits dont la valeur équivaldra au salaire journalier représentera seulement 5 heures de travail moyen, par exemple. La différence, ou plus-value, sera empochée par le capitaliste qui, contrairement à ce qu'il semble tout d'abord, n'en n'aura pas moins respecté la loi de l'échange entre équivalents, à l'égard du salarié comme à l'égard de l'acheteur de ses marchandises. Nous trouvons défini ici de la façon la plus brève possible le rapport de production fondamental, spécifique du mode de production capitaliste, celui qui permet de le distinguer des modes de production antérieurs, qui ont pourtant en commun avec lui certaines catégories économiques, et à plus forte raison du mode de production socialiste (1).

La marchandise, la monnaie, l'argent ont existé avant le capitalisme, bien que celui-ci ait étendu leur sphère d'action dans d'immenses proportions, mais l'argent n'a pas par lui-même la vertu de fonctionner comme capital. Pour qu'il subisse cette métamorphose, une double condition doit être remplie : une accumulation d'argent doit s'être effectuée à un pôle de la société, tandis que doit s'être réalisée à l'autre pôle une expropriation massive des producteurs indépendants qui, seule, permettra de transformer la force de travail en marchandise et, par voie de conséquence, l'argent en capital, puisque sans cela il ne pourrait acheter de la force de travail.

Le mode de production capitaliste se définit donc par l'existence généralisée du salariat, dont la naissance suppose à son tour une économie marchande développée. L'argent et le capital-argent ne sont donc pas une seule et même chose : la transformation de l'argent en capital-argent exprime, dans une sphère particulière, l'introduction d'un rapport de production déterminé. L'argent peut désormais acheter la force de travail comme une autre marchandise, le salariat est né et le capital avec lui.

(1) *L'économie politique stalinienne ergota longtemps sur le fait de savoir s'il convenait ou non de parler de plus-value en U.R.S.S., et les plus démagogues d'entre les académiciens soviétiques se scandalisaient vertueusement de ce que certains économistes employaient ce vocable dans l'énumération des catégories économiques du socialisme à la sauce du Kremlin ; il est vrai qu'ils se scandalisaient bien moins de l'existence, dans la réalité sociale et non pas seulement dans la tête des économistes distingués, du salariat en Russie. Aujourd'hui, toutes ces pudeurs ont été balayées par la réalité concrète (comme ils disent) de l'accumulation de la plus-value en Russie, aussi chante-t-on les louanges du profit, de la rentabilité, d'une juste politique des salaires (équivalant à la fameuse « politique des revenus » de nos économistes occidentaux) ; la prudence économique se trouve donc réduite au minimum : il reste de bon ton d'ajouter l'adjectif « socialiste » à toutes les catégories économiques du capitalisme : le profit « socialiste », le salariat « socialiste », etc. Il ne s'agrait tout au plus que de jeux de mots cocasses s'ils n'étaient tatoués sur la peau du prolétariat russe.*

« L'échange des produits doit déjà posséder la forme de la circulation » des marchandises pour que la monnaie puisse entrer en scène. Ses fonctions diverses... indiquent à leur tour, par la prédominance comparative de l'une sur l'autre, des phases très diverses de la production sociale. Cependant, l'expérience nous apprend qu'une circulation marchande relativement peu développée suffit pour faire éclore toutes ces formes. Il n'en est pas ainsi du capital. Les conditions historiques de son existence ne coïncident pas avec la circulation des marchandises et de la monnaie. Il ne se produit que là où le détenteur des moyens de production et de subsistance rencontre sur le marché le travailleur libre qui vient y vendre sa force de travail, et cette unique condition historique recèle tout un monde nouveau. Le capital s'annonce dès l'abord comme une époque de production sociale. Ce qui caractérise l'époque capitaliste, c'est donc que la force de travail acquiert pour le travailleur lui-même la forme d'une marchandise qui lui appartient, et son travail, la forme de travail salarié. D'autre part, ce n'est qu'à partir de ce moment que la forme marchandise des produits devient la forme sociale dominante » (1).

2. — La circulation du capital ou les métamorphoses du capital

En accomplissant son cycle indéfiniment répété et dont on sait déjà qu'il trouve son moteur dans la recherche d'une plus-value et non dans la production de marchandises, qui est seulement un moyen nécessaire pour parvenir au but recherché, le capital subit une série de métamorphoses cycliques, c'est-à-dire se présente alternativement sous diverses formes (2). Si l'on suppose données les conditions économiques et sociales de la production capitaliste, le point de départ sera toujours une certaine quantité de capital-argent prête à être jetée dans la circulation. Ce capital-argent devra à son tour se convertir en capital-marchandises, c'est-à-dire s'échanger contre les éléments matériels de la production (installations, machines, matières premières, etc...) qui constituent le capital constant et contre les moyens de subsistance pour les ouvriers qui constituent le capital variable (ou salaires). L'acte caractéristique de cette première phase de la circulation du capital-argent est évidemment sa transformation en capital variable, c'est-à-dire l'achat de forces de travail qui se résoudra bien, finalement, en un achat de moyens de subsistance (dépense du salaire des ouvriers) et contribuera de ce fait à la circulation des marchandises, mais qui offrira surtout au capitaliste la possibilité d'employer productivement la force de travail (3). Une fois que le capital-argent s'est ainsi métamorphosé en marchandises (moyens de production, matières premières, forces de tra-

(1) *Le Capital, Livre I, section II, chap. VI ; Ed. soc., T. I, p. 173.*

(2) « *Le procès de production immédiat du capital, c'est son procès de travail et de mise en valeur, qui a pour résultat la marchandise et pour motif déterminant la production de plus-value.* » (*Le Capital, Livre II, section III, chap. 18 ; Ed. soc., T. II, p. 7.*)

(3) « *Si l'acte A-T (A désigne ici le capital-argent et T la force de travail, N.d.R.) apparaît comme une fonction du capital-argent, autrement dit si l'argent apparaît ici comme forme d'existence du capital, ce n'est point uniquement parce que l'argent intervient ici comme moyen de paiement rémunérant une activité humaine qui a un effet utile, rémunérant un service ; ce n'est donc point par suite de la fonction de l'argent comme moyen de paiement. L'argent ne peut être dépensé sous cette forme que parce que la force de travail se trouve en état de séparation d'avec ses moyens de*

vail), le procès de circulation s'interrompt pour faire place au procès de production. Le capital prend alors la forme du capital productif, dont l'activité aura pour résultat l'apparition d'une marchandise nouvelle se distinguant de celles qui composaient le capital-marchandise initial à la fois par sa valeur d'usage et par sa valeur d'échange : cela est évident en ce qui concerne la valeur d'usage et l'on sait déjà, pour ce qui concerne la valeur d'échange, que la force de travail employée productivement engendre une nouvelle valeur, la plus-value, tout en transmettant au nouveau produit la somme du capital constant et du capital variable avancés. De capital productif, le capital s'est donc transformé à nouveau en capital-marchandise qui doit entrer dans une nouvelle phase de circulation pour retrouver sa forme primitive de capital-argent. Le cycle du capital, primitivement représenté par

$$A \Rightarrow M \leftrightarrow A' \quad (A' > A)$$

peut être représenté d'une manière plus complète, en mettant en évidence les différentes formes du capital et surtout le fait que la plus-value provient uniquement de l'emploi du capital variable et non de la totalité du capital avancé comme se l'imagine le capitaliste et comme le « théorise » l'économie politique vulgaire (1) :

$$a \Rightarrow m = \left\{ \begin{array}{l} v \leftrightarrow v + p \\ + \quad + \\ c \Rightarrow \quad c \end{array} \right\} = m' \Rightarrow a'$$

» production (y compris les moyens d'existence comme moyens de production de la force de travail elle-même), et parce que cette séparation ne peut être surmontée que par la vente de la force de travail au détenteur des moyens de production... Si le rapport capitaliste se manifeste pendant le procès de production, c'est uniquement parce qu'il existe par lui-même dans l'acte de circulation, dans la différence des conditions économiques essentielles où s'affrontent acheteur et vendeur, dans leur rapport de classe » (Le Capital, Livre II, section I, chap. I ; Ed. soc., T. I, p. 33).

- (1) Les cris de triomphe des économistes distingués d'Occident devant les réformes récentes de la gestion des entreprises russes sont significatifs à cet égard. On sait que les entreprises, désormais officiellement autonomes, doivent rémunérer le capital constant que leur cède l'Etat. Il est intéressant de reproduire les remarques qu'une telle perspective suggérerait à un économiste occidental dès 1960, c'est-à-dire avant les dernières réformes « libermaniennes » : « On peut observer une évolution à long terme rapprochant les deux systèmes d'économie, socialiste et capitaliste... La science économique soviétique s'orienta vers l'étude d'une rationalité du socialisme... En cours de route les fondements même de l'analyse marxiste furent subrepticement abandonnés. Les avatars de la loi de la valeur illustrent ce processus... Dire que les investissements peuvent être "rentables" ou "apporter un profit", c'est admettre que le travail humain n'est pas l'unique source de valeur : implication évidente (sic !) que seuls de brillants logiciens comme Strumiline surent esquiver avec ingéniosité ». (Lavigne, Le Capital dans l'économie soviétique ; Ed. Sedes, p. 326).

Intéressantes en ce qu'elles mettent à jour la convergence depuis longtemps évidente pour nous entre l'économie capitaliste et l'économie mensongèrement socialiste des pays de l'Est, ces remarques ne s'élèvent pas au-dessus du pur sophisme du point de vue théorique : les économistes occidentaux n'ont rien à envier à M. Strumiline de ce point de vue ! En effet, il ne suffit pas que le capital-argent se divise en capital constant et capital variable pour que la plus-value produite puisse être réalisée, il faut encore que cet-

La première et la dernière parties du cycle ($a \Rightarrow m$ et $m' \Rightarrow a'$) appartiennent à la sphère de la circulation, si bien que l'on pourrait distinguer dans ce cycle un temps de production et un temps de circulation du capital. Il est clair, d'autre part, que la répartition du capital-argent en v et c , appelée composition organique du capital, est déterminée à chaque époque d'une part par les caractéristiques techniques du capital constant qui conditionnent la productivité du travail, et d'autre part par la durée de la journée de travail et l'intensité de ce travail.

Ce qui nous intéresse particulièrement ici, c'est le cycle du capital-argent. Or l'étude du cycle et des métamorphoses du capital montre que celui-ci doit nécessairement prendre périodiquement la forme du capital-argent, point de départ et point d'arrivée du cycle :

« Il faut, somme toute, que l'argent soit la forme sous laquelle tout capital individuel, crédit mis à part, apparaît pour se transformer en capital productif ; cela résulte de la nature de la production capitaliste, de la production marchande en général » (1).

Si le capital est bien plus que de l'argent, il n'en demeure pas moins qu'il doit prendre la forme de l'argent et donc se plier lui aussi, sous cette forme, aux lois de la circulation monétaire définies plus haut. Les fonctions de la monnaie, et peu importe pour l'instant de quelle monnaie il s'agit (2), sont donc conservées dans la circulation du capital, bien qu'elles soient mises au service des lois plus générales qui régissent la circulation du capital en tant que tel. Mais la forme monnaie que doit nécessairement prendre le capital réagit sur son cycle, car elle lui impose une limite rela-

te répartition obéisse à des exigences internes et externes. Internes : si le capital variable est trop abondant par rapport au capital constant, par exemple, une partie en sera gaspillée et donc perdue pour le capitaliste ; externes : la concurrence exige que la productivité du travail dans l'entreprise considérée coïncide avec la productivité moyenne de sa branche productive, c'est-à-dire que le capital constant se présente du point de vue technique avec certaines caractéristiques auxquelles le capital variable doit correspondre, du point de vue technique également. En quoi cela concerne-t-il l'origine de la valeur ? En quoi le fait que le capitaliste puisse dilapider de la valeur implique-t-il qu'il en soit lui-même partiellement le producteur ? Enfin, si la tendance à l'établissement d'un taux de profit moyen abolit les différences qui existent entre les divers capitaux du point de vue de leur répartition en capitaux constant et variable, cela aboutit à ce résultat que toute la classe bourgeoise participe à l'exploitation de toute la classe ouvrière, chaque capitaliste puisant dans le « fonds commun » de plus-value au prorata de son avance totale de capital. D'où l'illusion du chef d'entreprise qui s'imagine que tout son capital « rapporte ». L'économie politique vulgaire a justement pour mission d'exprimer « scientifiquement » de telles illusions.

(1) Le Capital, Livre II, section III, chap. 18 ; Ed. soc., T. II, p. 14.

(2) « La grandeur de l'avance d'argent nécessaire découle du fait que, pendant un temps assez long force de travail et moyens de production sont consommés et retirés à la société sans qu'on lui restitue, pendant ce temps, un produit reconvertible en argent. La forme que revêt cet argent : monnaie métallique, bons de crédit, signes de valeur, etc., ne supprime pas... la nécessité d'avance le capital sous la forme argent » (Le Capital, Livre II, section III, chap. 18 ; Ed. soc., T. II, p. 14).

tive. Sans doute n'existe-t-il pas une loi de proportionnalité absolue entre la masse de capital-argent avancé et la masse de valeurs d'usage obtenues à la fin du procès de production. Le rapport entre ces deux grandeurs est en effet déterminé par la productivité du capital, qui dépend à son tour des conditions techniques de la production, si bien qu'une même masse de capital-argent se résoudra en c et v dans des proportions variables suivant les époques et aboutira donc à la production de quantités variables d'une valeur d'usage donnée. La puissance productive du capital n'est donc pas déterminée uniquement par sa grandeur, pas plus du reste que la masse de plus-value produite, qui dépend évidemment de la proportion entre capital constant et capital variable et du degré d'exploitation de la force de travail (l'une et l'autre étant historiquement liés). Toutes ces réserves faites, il n'en demeure pas moins qu'à un stade donné de la production sociale, la masse de capital-argent disponible constitue une limite du capital productif susceptible d'entrer en fonction. C'est pourquoi l'étude de la monnaie capitaliste aboutit en fait à l'étude des moyens dont use le capital pour s'affranchir de cette limite relative et qui, comme nous le verrons, sont eux aussi et nécessairement de nature monétaire, si bien que la contradiction demeure, mais portée à un degré supérieur.

Conformément à sa nature, le capital doit circuler indéfiniment. Le résultat d'un cycle achevé se présente donc comme l'amorce d'un nouveau cycle, le but de la production capitaliste n'étant pas simplement la production de plus-value, mais la production ininterrompue de capital. Le capital existe dans la mesure où il s'accroît, où il s'accumule. Bien que, pour le capitaliste isolé, la consommation d'une fraction de la plus-value puisse apparaître comme le but du mouvement imprimé au capital, à l'échelle sociale il ne peut s'agir que d'un phénomène contingent, relativement secondaire — et la dépersonnalisation croissante du capital (sociétés par actions, trusts nationalisés, etc...) traduit ce phénomène de la manière la plus évidente. Il faut donc non seulement qu'une fois réalisé sous forme de capital-argent par la vente des produits, le capital initial amorce un nouveau cycle, mais encore que la plus-value elle-même se transforme en un nouveau capital, s'investisse : ainsi s'effectue la reproduction élargie du capital. La plus-value se métamorphose à son tour en capital constant et capital variable et entre dans un processus de valorisation parallèle à celui du capital initial. Un tel mouvement peut être symbolisé de la manière suivante, en supposant, pour simplifier, que toute la plus-value est capitalisée, c'est-à-dire que les capitalistes n'en prélèvent pas une partie pour leur consommation personnelle (1) :

(1) Cette hypothèse se présente ici comme une simple convention de simplification. Elle a en fait une plus large portée. Pour les opportunistes « ouvriers », le « scandale » capitaliste s'identifie à la consommation excessive des couches privilégiées de la société. Pour eux, il s'agit donc de l'éliminer afin de pouvoir consacrer ce capital « dilapidé » à des « investissements productifs ». Basées sur une basse démagogie à fond populaire, leurs propositions de réformes sont donc inspirées en fait par une idéologie hyper-capitaliste. Les marxistes, loin de se concentrer sur le phénomène relativement accessoire du capitaliste consommateur privilégié, montrent au contraire que la contra-

$$\underbrace{a \Rightarrow m = \left\{ \begin{array}{l} v \Leftrightarrow v + p \\ + \\ c \Rightarrow c \end{array} \right\} = m'}_{1^{\text{er}} \text{ cycle}} \Rightarrow \underbrace{a' = \left\{ \begin{array}{l} a \Rightarrow m = \left\{ \begin{array}{l} v \Leftrightarrow v + p \\ + \\ c \Rightarrow c \end{array} \right\} = m' \\ + \\ \Delta a \Rightarrow \Delta m = \left\{ \begin{array}{l} \Delta v \Leftrightarrow \Delta v + \Delta p \\ + \\ \Delta c \Rightarrow \Delta c \end{array} \right\} = \Delta m' \end{array} \right\} = m'' \Rightarrow a'' \dots}_{2^{\text{e}} \text{ cycle}}$$

L'accomplissement de la reproduction élargie, c'est-à-dire la transformation de la plus-value en capital, son investissement, suppose la réunion d'un certain nombre de conditions. La plus-value doit passer de la forme capital-argent à la forme capital productif ; cela impose d'abord une certaine proportion entre le capital constant et le capital variable dans lesquels elle se résoud (1) ; cela impose aussi une grandeur déterminée à la masse totale ($c + v$) de plus-value à investir. L'élargissement de la production exige par exemple l'achat de nouvelles machines ; leurs caractéristiques techniques étant données, la quantité de matières premières qu'elles consommeront et la grandeur de la force de travail qui les mettra en mouvement sont données également. Or, il n'est possible d'adjoindre aux moyens de production anciens qu'une machine entière au moins et non la moitié ou le quart par exemple. A un stade déterminé de la productivité dans la branche productive considérée, le capital minimum additionnel qui peut être investi se trouve donc parfaitement déterminé. Si le montant de la plus-value obtenue à la fin d'un cycle est inférieur à ce capital minimum, il faudra donc attendre que l'accomplissement de nouveaux cycles ait suffisamment augmenté la plus-value pour que celle-ci puisse effectivement fonctionner à son tour comme capital productif ; dans l'intervalle, elle n'est que du capital productif potentiel. Le même problème se poserait du reste si la plus-value dépassait le capital additionnel minimum à investir : c'est seulement lorsque la plus-value est strictement égale à ce capital additionnel minimum ou à un de ses multiples entiers qu'elle peut être réinvestie immédiatement dans sa totalité ; dans tous les autres cas, il y a formation de capital potentiel.

Un phénomène analogue se produit à l'intérieur du cycle d'un capital donné. Le capitaliste doit anticiper intégralement les éléments du capital

diction fondamentale du mode de production capitaliste et donc la racine des maux sociaux qu'elle engendre (division sociale du travail, exploitation, chômage, crises, guerres, etc...) réside dans l'accumulation nécessairement élargie du capital, dont les réformistes se font au contraire les avocats hypocrites. Les réformistes revendiquent un capitalisme « pur », débarrassé des scories bourgeoises ; la révolution communiste vise au contraire à la destruction du capital ou, ce qui revient au même, à l'abolition du salariat, et non à une simple élimination du bourgeois-consommateur.

(1) Cette proportion n'est pas nécessairement la même que celle qui s'était établie pour le capital initial : les conditions techniques de la production peuvent varier entre temps (changement de la composition organique du capital).

productif. Mais un certain temps de circulation sépare la production des marchandises de la conversion de leur valeur en capital-argent susceptible de se transformer à nouveau en capital productif. Une nouvelle avance doit donc être faite si l'on ne veut pas que la production reste interrompue jusqu'au reflux du capital avancé à son point de départ sous forme de capital-argent. Des considérations analogues à celles qui ont été faites pour la plus-value montrent que, sauf si le temps de circulation est un multiple entier du temps de production (hypothèse qui ne se réalise jamais parce qu'entre autres choses, le temps de circulation se distingue du temps de production, relativement fixe, par des variations inévitables), il se produit un chevauchement des capitaux avancés et des capitaux réalisés par la vente des produits, chevauchement qui « libère » pour un temps certaines fractions du capital, c'est-à-dire les empêche de se convertir immédiatement en capitaux productifs.

L'un et l'autre de ces phénomènes imposent donc au capitaliste considéré isolément de conserver toujours une fraction de son capital sous forme de capital-argent, en plus du capital-argent nécessaire sous forme de fonds de réserve. On voit donc surgir la nécessité d'une **thésaurisation capitaliste**.

« Etant donné que les proportions dans lesquelles le procès de production » est apte à s'élargir sont non pas arbitraires, mais commandées par les » condition techniques, il se peut que la plus-value réalisée, tout en étant » destinée à être capitalisée, ne parvienne souvent que par la répétition de » différents cycles au volume nécessaire pour qu'elle fonctionne effective- » ment comme capital additionnel... Elle prend en ce cas l'aspect rigide de » trésor et constitue sous cette forme du capital-argent latent... La thésau- » risation apparaît donc ici comme un facteur qui, tout en étant impliqué » dans le procès capitaliste d'accumulation, tout en l'accompagnant, s'en dis- » tingue par essence. En effet, la formation d'un capital-argent latent n'élar- » git pas le procès de reproduction lui-même. Au contraire. S'il se forme » ici du capital-argent latent, c'est parce que le producteur capitaliste est » incapable d'étendre immédiatement l'échelle de sa production » (1).

Née des conditions mêmes du cycle capitaliste, cette thésaurisation se présente comme un phénomène contradictoire dans la mesure où elle interdit temporairement à une fraction du capital de fonctionner effectivement comme capital. Elle s'oppose donc au mouvement fondamental du capital, contredit à sa nature et joue dans un certain sens un rôle parasitaire. Toutefois, le mode de production capitaliste trouve la solution de cette contradiction à l'échelle sociale ; il tend irrésistiblement à unifier les capitaux isolés et la thésaurisation capitaliste va ainsi fournir la base du système bancaire et du crédit, qui peuvent être considérés comme les solutions capitalistes aux contradictions non pas du capital en général, mais du capital sous la forme argent.

(A suivre).

(1) *Le Capital, Livre II, section I, chap. 2 ; Ed. soc., T. I, p. 73.*

Marxisme et science bourgeoise

Nous n'avons pas l'intention de développer dans ce bref exposé la théorie générale de la connaissance qui est partie intégrante de notre doctrine. Cette question importante devra être traitée une autre fois, à partir de nos textes classiques et en particulier l'**Anti-Dühring** aussi bien que du travail qui a déjà été fait sur cette base. Aujourd'hui nous parlerons seulement d'un aspect particulier et limité de cette « question philosophique » : la position du marxisme face à la science bourgeoise (1).

Il est bien évident que pour ce faire, nous nous appuyons sur la vision fondamentale du matérialisme dialectique qui comprend le monde comme un processus historique, rejette toutes les catégories immuables et a priori et cherche à saisir les phénomènes naturels et humains dans leur **devenir**. Cette méthode s'oppose radicalement à celle de la philosophie classique qui prétendait découvrir par l'entendement les « principes de l'Être » pour ensuite les **appliquer** au monde tant inorganique qu'organique et humain. Engels critique impitoyablement cet idéalisme qui considère les Principes comme des entités absolues, des catégories de l'Esprit, alors que les principes qu'effectivement nous pouvons trouver sont en réalité extraits, abstraits du monde matériel. C'est bien pourquoi nous pouvons les lui « appliquer » ; même les mathématiques, que certains considèrent comme de purs jeux de l'esprit, ne sont applicables au monde que parce que c'est du monde que nous les avons tirées.

Il y a plus : non seulement tous nos « principes » sont abstraits du monde, mais notre capacité d'abstraction, notre faculté de construire des représentations abstraites et d'étudier leurs rapports, en un mot notre « raison », n'est pas une **donnée a priori**, mais bel et bien le **produit** de cette activité d'abstraction. C'est pourquoi il est absurde de se demander si les lois de l'univers concordent avec les « lois de la raison » : il n'y a pas de « lois de la raison » a priori et immuables, notre raison et ses « lois » sont un produit du monde et de notre activité dans le monde ; elles traduisent notre effort pour comprendre, représenter et maîtriser les phénomènes du monde.

Il s'ensuit que la « raison » n'a rien de stable ; tout comme l'homme entier, elle se modifie au fur et à mesure que se modifient les conditions d'existence, les besoins, les activités et les connaissances de l'espèce humaine. Des choses qui étaient « rationnelles » hier ne le sont plus aujourd'hui.

(1) Ce texte est le compte rendu d'un exposé présenté à la réunion générale du Parti tenue les 6-7 Avril 1968 à Turin.

d'hui et réciproquement ; de même, dans une société divisée en classes antagoniques, chacune d'elles possède sa propre « rationalité ».

Rejetant tout a priori, Dieu, Homme ou Raison, dénonçant la quête vaine de Principes de l'Être ou de Lois de l'Esprit, Engels proclame la fin de la Philosophie : ce dont nous avons besoin, ce sont des **connaissances positives** du monde.

Et voici que la Science se dresse, fière et altière, pour déclarer : « Vous l'avez dit, il faut des connaissances positives ; eh bien, Je suis cette Connaissance positive, alors inclinez-vous devant Moi ! ».

Or nous contestons à la science actuelle ce caractère de « science tout court », de connaissance humaine en général. Alors qu'elle se prétend Vérité, sinon éternelle du moins **objective et au-dessus des classes**, nous dénonçons son caractère de classe, nous la qualifions de science **bourgeoise**. C'est cet aspect et ses conséquences que nous voulons étudier ici.

L'OBJECTIVITE SCIENTIFIQUE

La première question que nous devons élucider, c'est justement celle de l'objectivité de la science ; il nous faut préciser en quel sens pouvons lui reconnaître l'objectivité, et comment elle peut être science de classe tout en étant « objective ».

Il faut rappeler tout d'abord que toute connaissance est connaissance **de quelqu'un**. Pour avoir une valeur quelconque elle doit certes être connaissance d'une propriété réelle du monde, mais cela ne signifie nullement qu'elle soit « indépendante » du sujet connaissant. Ainsi, Engels raillait Dühring qui, affirmant la Souveraineté de la Connaissance, prétendait que « la mathématique des habitants des autres corps célestes ne saurait être différente de la nôtre » ; Dühring ignorait aussi bien le développement historique des mathématiques, que l'origine expérimentale des axiomes mathématiques. (Les mathématiciens sérieux se rendent compte eux-mêmes que leurs axiomes ne tombent pas du ciel ; l'un d'eux s'est amusé un jour à chercher ce que devraient être les axiomes géométriques des poissons, si les pauvres poissons étaient capables de faire de la géométrie théorique). Ici aussi il faut se débarrasser des entités idéales, Le Savoir, La Connaissance, La Science, que l'idéaliste situe quelque part hors du monde et qu'il essaie vainement d'attraper. En réalité, ce que nous désignons improprement par ces substantifs n'est **rien d'autre que la forme théorique et abstraite de l'activité**. Elle présente donc les mêmes caractères que cette activité, qui est une relation entre celui qui agit et ce sur quoi il agit, une relation qui dépend de leurs propriétés respectives tout en les modifiant.

Nous nous intéressons ici à la connaissance humaine, par opposition non pas à la science des habitants des autres corps célestes (que, comme disait Engels, nous n'avons pas l'honneur de connaître) mais à celle des animaux qui ont aussi leurs activités et leurs connaissances. Or l'activité

fondamentale de l'homme est l'activité productive : il ne faudra pas s'étonner de retrouver dans la science de la société capitaliste toutes les contradictions du mode capitaliste de production. Nous reviendrons sur ce point plus loin.

Aspect abstrait de l'activité, la science cherche d'abord à prévoir les phénomènes naturels qui conditionnent cette activité, puis autant que possible à découvrir les possibilités et modalités de leur modification consciente en vue de buts déterminés. La connaissance du monde que nous cherchons n'est pas une « fin en soi », c'est une connaissance pour agir conformément à nos intérêts.

Nous pouvons aborder maintenant la question de l'objectivité scientifique. La science est objective en ce sens qu'elle traduit des propriétés réelles du monde, des propriétés inhérentes aux « objets » indépendamment du sujet (individuel ou collectif) connaissant. Cette objectivité est fondée sur la méthode scientifique qui comprend :

a) l'observation systématique visant à découvrir les relations entre tel et tel phénomènes. Il faut rappeler l'importance de l'observation systématique qui, dans les sciences naturelles, a été reléguée au second plan par l'expérimentation (avec des exceptions importantes comme l'astrophysique, par exemple) ; c'est que, dans notre science de la société humaine, l'expérimentation systématique est impossible, et nous devons nous appuyer sur l'observation et l'analyse des « expériences involontaires ».

b) l'expérience systématique : la modification systématique et fractionnée des conditions dans lesquelles se déroulent tels phénomènes facilite grandement la découverte et la vérification des relations ou lois auxquelles ils obéissent ; elle n'est évidemment applicable qu'à des phénomènes qu'on peut reproduire à volonté.

c) à partir de ces observations, on cherche à fabriquer un schéma théorique qui représente au mieux le plus grand nombre possible de phénomènes. Cette synthèse permet alors de revenir sur l'analyse, de préciser ou de modifier les observations, de prévoir de nouvelles relations à découvrir, bref d'aller plus avant dans l'investigation.

Cette méthode, qui présente effectivement le maximum de garanties d'objectivité, ne suffit pas cependant à faire de la science une chose en soi, planant au-dessus de la société. C'est que, contrairement à sa méthode. l'objet de la science et son objectif ne sont, eux, pas « objectifs » du tout ! Ils sont fonctions des conditions d'existence et des besoins de l'espèce, de la société ou de la classe qui produit cette science.

Certes on pourrait dire que l'objet de la science c'est l'univers entier et tout ce qui s'y passe. « L'univers entier », c'est facile à dire ! Aucune science réelle, (c'est-à-dire en laissant de côté Dieu, qui est « omniscient par définition ») ne pourra jamais embrasser l'univers dans sa totalité. elle-même comprise puisqu'aussi bien elle en fait partie ! Engels insiste sur ce point : s'il n'y a pas de borne a priori à la science humaine, si nous pouvons prétendre tout connaître, ce n'est que potentiellement, jamais

la science ne sera « terminée », jamais nous ne saurons TOUT ! D'ailleurs aucune science n'a jamais cherché à tout connaître à la fois ; elles procèdent au contraire en **découpant** dans le Grand Tout des petits morceaux, et en cherchant les relations que ces morceaux entretiennent entre eux et avec le reste. Et ce « découpage » de l'univers, cette détermination des « objets » dont on s'occupe, ne découlent ni d'un « libre choix » ni d'un « plan scientifique préconçu » (par qui ?) : ce sont les conditions d'existence, les **nécessités naturelles et historiques** qui les imposent. Les « grands savants » qui ignorent ce fait, qui croient faire de la science pour la science et d'après les lois de la science, montrent par là que, loin d'être « libres » ils sont si bien déterminés qu'ils ne s'en rendent même pas compte.

Une science peut donc être à la fois « objective » et une science d'espèce, de société ou de classe. Donnons quelques exemples très simples. La science du cerf qui lui permet de trouver un point d'eau dans la forêt, d'après la nature du terrain et la végétation, est une vraie science objective (sinon il mourrait de soif), mais qui ne saurait en aucune façon intéresser la baleine. De même, le tigre a sa science de la chasse, et se moque pas mal de la science d'ingénieur hydraulicien du castor. La science humaine : a beau être plus générale que celles des animaux, elle est d'abord **humaine**. Dans les livres de cuisine on lit que « le lapin demande à cuire deux heures », et c'est une vérité expérimentale, objective, mais c'est une vérité **d'espèce** ; pour le renard c'est une idiotie, et pour le lapin une contre-vérité manifeste : il ne demande à cuire ni deux heures ni deux secondes, il ne demande qu'à gambader dans les bois et à faire beaucoup de petits lapins !

Mais la science humaine n'est pas simplement « humaine » ; déterminée par les nécessités sociales, elle est inséparable de l'**histoire sociale** ; de plus, dans les sociétés divisées en classes antagoniques où une classe détient le monopole des forces sociales de production, les **objets** et les **objectifs** de la science sont dictés par la classe dominante, par les exigences du mode de production qu'elle représente. Dans une société où l'activité productive est déterminée non par les besoins humains mais par les lois de la reproduction élargie du capital, il en va de même pour la science, qui voit les objets dont elle s'occupe et les buts qu'elle poursuit déterminés par les rapports capitalistes de production et les rapports sociaux qui en découlent. Bien plus, même la **méthode** scientifique n'échappe pas à la détermination sociale, dans la mesure où l'idéologie de la classe dominante intervient dans le travail de théorisation, ou bien encore impose à la science de considérer comme objets « naturels » irréductibles des produits de l'activité sociale.

ILLUSTRATION SUR QUELQUES BRANCHES SCIENTIFIQUES

Pour illustrer ce qui précède par quelques exemples, nous les choisirons volontairement dans les sciences naturelles. Le contenu de classe des prétendues « sciences sociales » est par trop flagrant. D'ailleurs, ce que nous montrons pour la physique sera vrai a fortiori pour la sociologie.

1) La physique

Il est intéressant de commencer justement par la physique, la « reine des sciences exactes », pour montrer que même la plus objective des sciences n'échappe pas à la détermination de classe. L'objet de la physique, la matière inorganique et ses propriétés, est évidemment indépendant de nous, et les lois qu'elle découvre sont objectivement vraies dans la mesure où elles peuvent l'être (sous réserve d'une investigation plus approfondie ou plus générale). Mais les secteurs dont elle s'occupe, la direction dans laquelle elle se développe, sont manifestement déterminés par les **besoins de la production sociale**. C'est presque une banalité aujourd'hui de dire que tout le développement de la physique, toutes les découvertes, **répondent** à une exigence de la production. Et nous ne parlons pas ici seulement des « commandes » de l'industrie ; même l'intérêt « désintéressé » qu'éveille telle ou telle question, et l'effort que « spontanément » on lui consacre, dérivent de cet appel social objectif. (A titre de contre-exemple on pourrait citer la découverte de l'électricité par les Grecs ; mais cet exemple confirme en fait notre thèse : découverte fortuitement par les Grecs, l'électricité est restée pendant près de vingt siècles un petit phénomène amusant, une « curiosité » qui ne donnait lieu à aucun travail scientifique, tout simplement parce qu'on ne savait pas quoi en faire ; à tel point qu'il a fallu la redécouvrir au XVII^{ème} siècle).

Par contre on voudrait bien oublier qu'actuellement la production est régie par les lois du capitalisme, qu'elle est **production de capital**, et qu'en fin de compte c'est la nécessité d'accroître la production de capital qui **oriente** le développement scientifique. Mais mêmes les « **savants désintéressés** » sont obligés de s'en rendre compte, bien que d'une façon mystifiée : pour obtenir les crédits dont ils ont besoin pour travailler, ils expliquent au capital qu'il s'agit là d'un bon placement qui donnera demain de gros profits. De fait, tout le débat entre « recherche appliquée » et « recherche fondamentale » n'est qu'un débat entre les exigences immédiates et futures du capital, et tous ces « syndicats » de chercheurs et d'universitaires se sont placés d'emblée sur le terrain de la rentabilité capitaliste ; ils se croient « socialistes » parce que, dégagés de la quête du profit immédiat, ils s'inquiètent du profit futur !

Nous n'étudierons pas ici en détail cette détermination du développement de la physique par la production capitaliste. Mais il y a un point important qu'il faut souligner : Marx et Engels ont prévu, sinon la forme du développement de la physique, du moins **son contenu**, la **direction** dans laquelle il devait se faire ; et ils l'ont prévu non pas à partir des lois de la physique, mais à partir des **lois de la production capitaliste**.

Nous insisterons sur ce point, parce qu'un des gros arguments de tous les dépasseurs du marxisme est le suivant : Marx a fait, disent-ils, l'analyse du capitalisme anglais du siècle dernier, le capitalisme de la machine à vapeur et du métier à tisser ; or nous sommes à l'ère de l'énergie atomique et des cerveaux électroniques qu'il ne pouvait pas prévoir, le pauvre, et du coup, évidemment, tout est changé...

Eh bien si, justement, il les a prévues, ces grandes conquêtes de la science moderne. Il a montré que les lois du capitalisme imposaient :

— la recherche de nouvelles **sources d'énergie**, moins liées à des conditions géologiques locales, plus aisément transportables et plus puissantes que le charbon, toujours plus puissantes ; machine à vapeur, électricité, énergie tirée du pétrole, énergie atomique, voilà bien les mots clé qui jalonnent le développement de la physique et de la technique depuis un siècle ;

— une **automatisation** croissante de la production ; et qu'est-ce d'autre que le développement de la mécanique puis de l'électronique ?

On pourrait nous demander ici : et dans quel autre direction auriez-vous voulu que la physique se développe ? Ce serait une question absurde. Elle ne s'est jamais posée, et ne se posera jamais réellement. Le fait que nous ne puissions pas imaginer des développements « arbitraires » de la physique démontre justement que ce développement n'est pas une affaire d'imagination ou de libre découverte.

De façon analogue, on peut montrer que l'essor des moyens de communication (et de la technologie que cela implique) découle de la nécessité d'accélérer la circulation du capital ; que la chimie des plastiques découle de la tendance du capitalisme à s'affranchir des limites naturelles (matières premières) qui entravent son essor, etc...

Bien entendu, Marx et Engels n'étaient pas des « prophètes » : ils ne savaient pas comment cette quête de sources d'énergie toujours plus puissantes et d'automatisation croissante se réaliserait, mais ils savaient qu'elle **devait** se réaliser parce que l'économie capitaliste l'exigeait. Et leur analyse du capitalisme ne s'arrêtait pas à ce qui se passait sous leurs yeux. Elle englobait **tout le développement possible** du capitalisme (qui ne découle pas de la volonté des bourgeois mais des lois de leur économie) y compris sa mise à mort violente par le prolétariat et les caractères fondamentaux de la forme sociale qui doit lui succéder. En particulier, ils ont montré que cette évolution du capitalisme, bien loin de le modifier, tendait au contraire à le rapprocher toujours plus du « capitalisme pur » ; ils répondaient d'avance aux « découvreurs de faits nouveaux » trop pressés de déclarer caduc ce qu'ils ne connaissent pas : l'analyse marxiste du capitalisme avec toutes ses implications politiques ne peut être dépassée, elle ne peut que devenir de plus en plus vraie !

Mais revenons à la physique. Elle nous offre aussi l'exemple de la branche scientifique où le poids de l'idéologie dominante se manifeste le plus clairement. Cela pourrait sembler paradoxal, mais cela tient au fait qu'en physique la fabrication de grandes théories générales est relativement aisée (grâce entre autres au formalisme mathématique) et assez avancée. Eh bien, on a vu poindre ces dernières décennies des théories physiques qui reflètent directement l'idéalisme bourgeois. Sans entrer dans les détails, citons :

— La tendance à morceler la physique (qui n'est déjà qu'un petit morceau de la science) en domaines autonomes (domaines cosmique, macroscopique, microscopique, etc...) ayant chacun ses propres lois ; le refus de chercher à relier les lois des divers domaines les unes aux autres. (Un de

nos camarades a entendu cette anti-théorie exposée par un physicien polonais, ce qui lui a fait dire que c'est la transposition en physique des « voies nationales aux socialismes »... !)

— Un empirisme de plus en plus théorisé, tendant à réduire la physique à des recettes de cuisine ; et encore, cette comparaison fait injure aux recettes de cuisine qui sont le résultat de l'expérience gastronomique millénaire de l'humanité.

— Une tendance qui voudrait démontrer que la nature elle-même pose des bornes à notre investigation.

— Bref, car cette tendance contient toutes les autres, la tentative contradictoire de construire une théorie physique indéterministe pour justifier l'anti-déterminisme de la philosophie sociale de la bourgeoisie.

Il est bien évident que l'introduction de l'idéalisme bourgeois en physique théorique entrave le développement de la physique, même bourgeoise. Ecartelée entre le matérialisme dialectique appelé par son objet même et le mode de pensée bourgeois qui lui est imposé socialement, la physique s'affolle comme une boussole qui a perdu le nord.

2) La médecine

Si nous regardons maintenant le cas de la médecine, nous voyons que même son objet n'est pas une donnée naturelle. En effet, tant l'homme que ses maladies sont déterminés dans une large mesure par l'ensemble de ses conditions de vie. Ceci est vrai même pour les maladies infectieuses, dans la mesure où la façon dont l'organisme réagit à tel agent pathogène (microbe, virus...) dépend de l'ensemble de son état et de son plus ou moins bon équilibre. Ainsi, la prolifération de nouvelles maladies peut certes provenir de modifications des microorganismes pathogènes, mais tout aussi bien d'une modification des défenses de l'organisme.

S'il y a une histoire de la médecine, ce n'est pas seulement parce que les connaissances médicales s'étendent, c'est surtout parce que chaque forme sociale a ses maladies et son attitude devant la maladie. (Pour donner un petit exemple de ce dernier aspect : les Indiens ne réagissaient pas du tout comme nous à la douleur.) Bien plus, à l'intérieur d'une société divisée en classes, chaque classe a ses maladies caractéristiques. Nous ne parlons même pas ici des maladies proprement « professionnelles » (silicose des mineurs, intoxication des peintres par le plomb, etc...), mais de celles qui découlent de l'ensemble des conditions de vie tant directement matérielles (travail, alimentation, logement, etc.) que « psychologiques », c'est-à-dire découlant des rapports que les hommes ont entre eux dans tel mode de production.

Pour nous en tenir à des exemples simples, citons la diminution de la taille moyenne des conscrits au siècle dernier en Angleterre, en France et en Allemagne, et due au développement du capitalisme. A cette époque la productivité du travail était encore faible, et la course à l'accumulation se traduisait par l'exploitation extensive : journée de travail très longue, travail des enfants, alimentation misérable, etc., donc par une usure physique très

rapide, qui a non seulement abaissé la durée moyenne de vie des prolétaires mais en a fait une race physiquement sous-développée. (Ceux d'entre ces rabougris qui sont devenus des fermiers américains ont donné en deux générations une race de malabars ; prolétarisés à leur tour mais dans des conditions différentes, ceux-ci souffrent aujourd'hui de maux différents.)

Mais, et cela aussi Marx l'a bel et bien prévu, le capital devait tendre à remplacer l'exploitation extensive par l'exploitation **intensive** de la force de travail, la plus-value absolue par la plus-value relative. De se fait l'usur- du prolétariat devient moins directement physique : la durée de vie remonte, la taille aussi (par exemple : la population française est en train de grandir). Mais on voit augmenter considérablement les troubles circulatoires, les troubles digestifs, etc..., et surtout les déséquilibres nerveux avec toutes leurs séquelles, dus tant à la tension nerveuse du travail qu'à l'anxiété sociale croissante.

D'une façon générale, **la morbidité augmente**. Cela se constate de façon très simple par le fait qu'on fabrique de plus en plus de médecins et d'hôpitaux, et qu'il n'y en a jamais assez ; qu'on fabrique de plus en plus de médicaments, plus miraculeux les uns que les autres. Et malgré tous ces médecins et tous ces médicaments, nous nous portons de plus en plus mal !

C'est que, en réalité, le capitalisme voue la médecine à l'impuissance, ou plus exactement lui impose une orientation et un objectif qui rendent ses plus grands triomphes dérisoires. Une médecine qui se respecte devrait avoir pour but de **maintenir l'homme en bonne santé**, de lui conserver ou de lui faire trouver un équilibre satisfaisant. C'était par exemple le but de la vieille médecine chinoise et, contrairement à nous, le mandarin payait son médecin quand il était en bonne santé et cessait de le payer quand il tombait malade. Ce renversement, le fait que dans notre société l'intérêt du médecin c'est que nous soyons malades, montre le rôle que le capitalisme impose à la médecine : celui de **rafistoler l'homme détraqué par la vie qu'il mène**.

Il serait tout à fait faux de croire que c'est une « insuffisance scientifique » ou une « incapacité technique » qui empêche la médecine de prévenir et la réduit à essayer de guérir. Ce n'est pas un problème scientifique, mais un problème social : la médecine est incapable de prévenir parce que **les conditions de vie des travailleurs sont déjà déterminées par les exigences de la production capitaliste et qu'elle n'a aucune prise sur elles**. Ce n'est que lorsque la morbidité devient telle que la production de capital se trouve menacée (par disparition ou dégradation totale de la force de travail) que le capital tourne la médecine vers la prévention ; par exemple, dans le cas des maladies infectieuses à caractère épidémique. Mais, d'une façon générale, la tendance « naturelle » de la médecine (et des jeunes médecins pleins d'illusions) à la prévention se brise contre les exigences du Capital. Sans être grand professeur, tout le monde sait que l'atmosphère des villes est de plus en plus polluée et empoisonne les hommes ; (à Paris, il y a déjà quelques années, à certains carrefours, aux heures de pointe, le taux d'oxyde de carbone dépassait les 3 pour 1000 considérés comme dose mortelle ! Sans parler du reste). Tout le monde le sait, et alors ? De même.

tout le monde sait l'action néfaste du bruit sur l'équilibre nerveux. On a beau le savoir, ça ne change rien.

Il est bien évident que la situation dans laquelle se trouve la médecine bourgeoise **détermine tout son développement**. (Même la branche de la médecine par définition curative, le traitement des blessures, voit son importance relative et absolue déterminée par le mode de production : les accidents du travail aussi bien que ceux de la circulation sont des produits de l'économie capitaliste, sans parler des blessures de guerre !) Le capital lui dit en fait : « Moi, je fais davantage de plus-value ; **c'est comme ça**, tu n'y peux rien ; ils sont nerveux, inquiets, cardiaques, ils se détraquent de partout, eh bien débrouille-toi pour les remettre en état de servir : invente des calmants pour les faire dormir, des pilules pour les faire digérer, des drogues pour leur faire voir la vie en rose ; et si leur cœur flanche, essaie-**donc l'échange-standard**, je te fournirai les pièces. »

Les greffes du cœur, que la presse a tellement montées en épingle, sont un exemple typique de cette orientation de la médecine par la société bourgeoise. Socialement incapable de prévenir les maladies de cœur, la médecine ne s'intéresse même pas au problème scientifique de cette prévention ; mais elle consacre des trésors de travail et d'ingéniosité à un sinistre bricolage : il faut qu'un homme crève pour qu'on puisse en réparer un autre, et voilà nos médecins (humanistes et moralistes s'il en fut !) sur les routes, à l'affût d'un cœur tout chaud. Dire que ce sont ces tristes triomphes qu'on présente à l'admiration béate des cardiaques en puissance !

Il ne serait que trop facile de donner d'autres exemples de l'orientation imposée par le capitalisme à la recherche médicale, même dans le domaine thérapeutique. Une grande partie des efforts est consacrée à **abrég**er la durée des maladies, pour vite renvoyer le travailleur à la production (les antibiotiques, par exemple) au risque de le laisser mal guéri ou détraqué par un « remède de cheval », de sorte qu'un deuxième médicament devra lutter contre les effets néfastes du premier. Mais nous n'allons pas entrer dans le détail des contradictions de la médecine bourgeoise. D'une façon générale, nous pouvons dire ceci : le capitalisme a besoin de travailleurs en état d'être exploités, mais cette exploitation même les détraque. Voilà la contradiction dans laquelle est coincée la médecine sous le capitalisme et qui la détermine toute entière.

3) La diététique

Nous insisterons sur cette branche de la médecine, parce qu'elle est particulièrement importante, bien que presque inexistante aujourd'hui. **Pourtant c'est un fait universellement admis que nous mangeons mal**. (Nous parlons ici des pays pleinement capitalistes, et non de ceux que le développement du capitalisme mondial avec toutes ses contradictions voue à la famine chronique.) Périodiquement, les Académies de Médecine lancent des cris d'alarme, en même temps que se multiplient les charlatanismes d'alimentation « vitaliste » ou autre ; et les médecins nous prescrivent

toutes sortes de régimes pour toutes sortes de maladies, régimes fluctuants et souvent contradictoires, qui semblent relever de la mode plutôt que de la science.

Ce n'est pas étonnant qu'il n'y ait pas, aujourd'hui, une véritable science de l'alimentation. Là encore, ce n'est pas parce que c'est une science « difficile ». C'est vrai que c'est une science difficile que de trouver l'alimentation optimum, celle qui assure à l'espèce le meilleur équilibre et le meilleur développement dans des conditions données. (Par exemple, il n'est pas du tout évident que les yaourts qui assuraient, paraît-il, la longévité des paysans balkaniques, correspondent aux besoins des habitants de New York.) Mais la vraie raison n'est pas là. S'il n'y a pas aujourd'hui une science de l'alimentation, c'est qu'on ne la cherche même pas, parce qu'elle ne servirait à rien. En effet, ce que nous devons manger est déjà déterminé par les lois de la production capitaliste. Le capitalisme ne demande à la science que d'en savoir assez pour empêcher les excès dévastateurs qui le priveraient de sa main-d'œuvre. Pour le reste, c'est l'économie qui décide !

Ainsi, par exemple, Marx a montré que la culture de la pomme de terre s'est généralisée en Europe parce qu'elle permettait de nourrir les prolétaires à meilleur marché que le blé et donc d'abaisser les salaires. Mais si une nourriture bon marché reste un des buts du Capital (et les paysans français aux prix de revient trop élevés sont en train de l'apprendre à leurs dépens !) il s'y en ajoute un autre, dans la mesure où la production agricole devient elle-même capitaliste : la nécessité d'accélérer la rotation du Capital dans l'Agriculture. Nous avons montré que c'est là la cause de ce phénomène qui accompagne le développement capitaliste : l'accroissement de la consommation de produits d'origine animale (viandes, laitages, poissons) au détriment des céréales dont les cycles de production sont plus longs et difficiles à modifier. De même, les cultures maraîchères en serre se sont énormément développées ces derniers temps, et précisément dans les pays où l'agriculture est le plus capitaliste. Si à Paris on mange en plein hiver des laitues fraîches de Hollande (ou de Beauce, maintenant) c'est pour faire tourner plus vite le capital investi dans la salade.

Est-il bon pour l'homme de manger de la salade verte (insipide) toute l'année ? De se gorger de poulets (gélatineux) et de fromages (mal fermentés) ? Personne n'en sait rien, et le capital n'en a cure ! C'est même une question que la science bourgeoise ne peut pas se poser, dès lors que c'est la rentabilité qui détermine la production et la consommation alimentaire.

Cette détermination est si manifeste, que même les « savants » finissent par la découvrir. Nous avons sous les yeux un article du directeur honoraire d'une grande école vétérinaire française, qui s'effraie des modifications qu'on fait subir aux espèces animales sans pouvoir peser les conséquences qui en résulteront pour l'homme :

— on produit des porcs qui ont deux côtes de plus, des jambons énormes (à mauvaise texture), un foie hypertrophié et un estomac (inutile... en charcuterie !) atrophié ;

— des veaux qui ont des fesses (l'escalope !) si grosses qu'ils ne peu-

vent sortir de leur mère, à tel point que dans certains élevages on accouche toutes les vaches par césarienne ;

— on accélère la croissance par toutes sortes de drogues, antibiotiques, hormones, etc...

et ainsi de suite. Notre vétérinaire explique très clairement que tout cela est dû à la **course à la rentabilité** et à rien d'autre. Mais qu'y peut-il, qu'y peuvent les « grands savants » ? Rien ! Ils ne peuvent que faire le travail que le capital leur demande, quitte à pleurer de temps en temps.

Entendons-nous bien. Nous ne reprochons pas au capitalisme de modifier les espèces naturelles. Rien n'est plus loin du marxisme que de prêcher le retour à un « état naturel » ou à une alimentation « naturelle » : ce sont là des formules sans signification aucune. La pomme que Eve a tendue à Adam était peut-être naturelle (ou divine ? !), mais depuis que l'homme est sorti du stade de la simple cueillette, il a travaillé à modifier toutes les données naturelles. Mais il faut voir dans quel sens opère l'action de l'homme sur la nature et **ce qui la dirige**. Pendant des millénaires les hommes ont cherché une bonne alimentation ; ils l'ont cherchée à tâtons, dans les conditions où ils étaient et avec les moyens dont ils disposaient ; à force d'expérience ils étaient arrivés à des résultats qui n'étaient certainement pas définitifs, mais qui présentaient un minimum de garanties d'inocuité. La science bourgeoise bouleverse tout cela avec une capacité d'intervention formidable, mais sans savoir le moins du monde où elle va ; tout son travail sur les espèces animales et végétales (comme sur la terre elle-même) est **uniquement déterminé** par la recherche de la rentabilité.

Du coup cette science n'est qu'une science de la rentabilité ; socialement elle ne peut même pas se demander sérieusement si c'est « bon » ou « mauvais » pour l'homme de manger ce qu'elle lui fait manger. C'est bon pour le capital, un point c'est tout. Même si par extraordinaire un génie savait ce que serait aujourd'hui l'alimentation idéale, il ferait figure de charlatan lui aussi, parce que cela ne changerait strictement rien. Ce n'est que lorsqu'elle maîtrisera ses propres forces, qu'elle produira selon ses besoins et non plus suivant les lois du capital, que l'humanité pourra entreprendre une véritable science de l'alimentation.

LES CONTRADICTIONS DE LA SCIENCE BOURGEOISE

Arrêtons là ces quelques exemples ; nous n'avons pas l'intention de faire une histoire exhaustive de la science bourgeoise. Ce qui nous importait, c'était de montrer à quel point l'idée d'une Science planant au-dessus de la société est loin de la réalité ; de montrer que le développement scientifique découle de **nécessités sociales** et, dans la société bourgeoise, de l'inexorable nécessité d'accroître toujours plus le capital.

Bien entendu, pour répondre efficacement aux besoins du capital, la science bourgeoise doit être **réelle**, c'est dire découvrir des propriétés et des lois objectives du monde, elle doit effectivement accroître nos connaissances positives. Mais il arrive à la science ce qui arrive en général aux forces productives et à l'appareil de production, sous la domination du

capital ; de même que la production qui a pour moteur la production de capital présente, du point de vue des besoins humains, des « excroissances parasites » (inutiles ou nuisibles) de plus en plus grandes, la science orientée par le capital développe des branches qui ne sont intéressantes que pour le capital, et néglige des secteurs essentiels pour l'homme.

Quoique nous sachions pertinemment pourquoi la science bourgeoise pousse dans telle ou telle direction, il nous est pratiquement impossible de dire aujourd'hui quelles connaissances resteront utiles et quelles autres (tout en demeurant « vraies ») tomberont en désuétude comme cela est arrivé bien souvent dans l'Histoire ; ceci tout au moins dans le domaine des sciences naturelles. Ainsi, par exemple, nous savons très bien pourquoi la chimie a cherché (et trouvé) les textiles synthétiques : le capitalisme doit essayer de s'affranchir des matières premières « naturelles » dont la production est liée à des conditions climatiques, des cycles saisonniers, et aussi à des conditions économiques et sociales (pays coloniaux ou semi-coloniaux à monoculture, etc.) ; il doit chercher des matières premières « industrielles » produites n'importe quand, n'importe où, au rythme exigé par le marché et à bas prix de revient. Voilà pourquoi nous devons porter des vêtements de nylon, tergal, etc... ; et le capital se moque de savoir si c'est mauvais pour la peau (respiration, transpiration, etc.) et donc pour tout l'équilibre biologique, du moins tant que cela ne donne pas immédiatement des effets catastrophiques. Mais cela ne prouve pas que c'est forcément mauvais ! Ici aussi il faut se garder de tomber dans le naturisme ; d'ailleurs une chemise de laine n'est pas non plus un produit « naturel », mais un produit de l'activité humaine, éprouvé par une longue expérience. A trop réclamer la nature on serait vite amené, comme disaient Marx et Engels, à « idéaliser l'état où les hommes tout nus grattaient la terre avec les ongles pour trouver des tubercules comestibles ». S'affranchissant, pour ses raisons propres, de certaines limites naturelles, le capitalisme en affranchit effectivement l'homme ; quant à savoir s'il est bon pour l'homme de se libérer de ces données naturelles-là, quant à prévoir où cela va le mener, c'est une question que la science actuelle est socialement incapable d'aborder.

De même, nous ne dirons pas que l'énergie atomique, c'est forcément mauvais. Nous savons bien que ce sont les lois de l'économie capitaliste qui obligent la bourgeoisie à généraliser l'emploi de cette source d'énergie sans tenir compte des dangers qu'elle présente et en étouffant les doutes et les angoisses des biologistes. Mais l'énergie tirée de la fission nucléaire est tout aussi (ou tout aussi peu) « naturelle » que celle tirée du premier feu de bois ; aujourd'hui son emploi est exigé par le capital ; ce n'est qu'une fois affranchie des lois du capitalisme que l'humanité pourra essayer de voir si vraiment, compte tenu de toutes ses implications et conséquences, elle est socialement utile.

Il y a, par contre, des domaines où nous pouvons faire des prévisions. Par exemple, il est très probable que presque toute la chirurgie dentaire, toute la science ultra-perfectionnée de la réparation des dents sera amenée à disparaître, dans la mesure où l'équilibre général et une prévention judicieuse éviteront leur détérioration.

Et lorsqu'on en vient aux prétendues « sciences de l'homme », le tri est vite fait : toute la psychologie, la psychologie sociale, la sociologie, etc., disparaîtront dans les oubliettes de l'Histoire. Tout simplement parce que leur objet, l'homme de la société capitaliste (*homo capitalicus*) aura disparu. Sans nous étendre ici sur ces « sciences », citons quand même un exemple. La psychologie sociale (qui prépare aux brillantes carrières de chef du personnel, de rédacteur en publicité, à l'étude des marchés et des « relations (in) humaines » dans l'usine ou à la diplomatie) s'est penchée scientifiquement sur le problème de la productivité des ouvriers. (Comment l'augmenter sans bourse délier !) Et elle a trouvé, par exemple, que le rendement d'un atelier de bobineuses augmente de tant de % si les machines sont peintes en vert tendre (au lieu de gris), s'il y a des fleurs et des tableaux par-ci par-là et si le chef d'atelier (aux belles moustaches viriles) est gentil avec toutes les ouvrières sans jamais accorder de préférence à aucune (ô sainte émulation). C'est là une « vérité scientifique » et expérimentale, dont dès à présent nous nous foutons éperdument, contre laquelle nous nous battons au besoin, et qui deviendra, dans la société communiste, une stupidité monstrueuse !

Revenons aux sciences tout de même un peu plus sérieuses, à celles qui prétendent accroître l'emprise de l'homme sur la nature. Nous avons vu que les plus « objectives » d'entre elles ne se développent que dans les directions où cette emprise sur la nature permet d'étendre la reproduction élargie du capital. Mais même ce développement, exigé par le capital, est entravé par le mode capitaliste de production. Ceci pour plusieurs raisons :

— le fait même de cette orientation déséquilibré le développement scientifique, le brise en morceaux qui tirent à hue et à dia et le ralentit ;

— la lutte (inévitabile) entre la rentabilité immédiate et la rentabilité future accentue ce déséquilibre ;

— l'idéalisme bourgeois imprègne la mentalité des « savants » et contrarie leur travail ; ce fait, déjà relevé par Engels, devient de plus en plus flagrant, comme nous l'avons montré à propos de la physique ;

— enfin la division sociale du travail, qui a permis autrefois l'essor scientifique, gêne maintenant son essor ultérieur.

Ce dernier point est intéressant parce que c'est un des facteurs qui provoquent les remous universitaires. Le capitalisme demande de plus en plus de science ; or la forme dans laquelle s'effectuait la production de science était très en retard sur celle de la production matérielle : tout récemment encore, la science était produite de façon quasi-artisanale et individuelle ; ce n'est que depuis quelques décennies que le travail associé est introduit sérieusement dans la fabrication de science, entraînant une prolétarisation des professeurs et autres savants. Ceux-ci deviennent prolétaires dans la mesure où ils ne sont plus maîtres de leurs moyens de production et de leurs produits, mais doivent vendre leur force de travail ; bien entendu, ces travailleurs au « prix de revient » élevé et qui lui sont utiles à plus d'un point de vue, le capital ne les ravale pas au rang des prolétaires ordinaires : il en fait des « prolétaires de luxe » (comme il y a des « poules de luxe »).

Mais cette « modernisation » de l'université et de la recherche vient en fait déjà trop tard. Au début du capitalisme, l'introduction du travail associé, la socialisation de la production, a permis l'essor des forces productives ; aujourd'hui ces forces étouffent dans le carcan des rapports capitalistes. Même la science actuelle, bourgeoise, ne peut plus s'accommoder de la forme capitaliste ; son développement demande l'abolition de la division du travail, de la comptabilisation individuelle ou « d'usine », de la concurrence, du salariat.

Il suffit de considérer le nœud de contradictions que représente, pour la bourgeoisie, la sélection et la formation de cette « élite ». Toutes les découvertes géniales de la psycho-pédagogie se brisent contre la réalité des rapports capitalistes. A les regarder de près, ces grandes découvertes, on s'aperçoit d'ailleurs que ce ne sont que de pâles imitations de choses que nous connaissons fort bien. Depuis longtemps, le Parti pratique la méthode de transmission des connaissances et de développement du travail que les « savants éducateurs » cherchent à tâtons : dans le Parti, la théorie n'est pas distincte de la pratique ; « l'enseignement » n'est pas distinct de l'activité même ; la formation des jeunes se fait sans « professeurs », par leur participation au travail collectif ; on n'a nul besoin d'exams ou de diplômes pour contrôler ou sanctionner les capacités ; chacun contribue au travail selon ses forces et s'il commet une erreur, les camarades le corrigent sans histoire. Mais si le Parti peut conduire son activité de cette façon, qui est à la fois la plus efficace, et celle qui permet à chaque militant de déployer au maximum ses capacités, c'est parce qu'il est un **organe collectif unitaire** ; luttant tous pour la même cause, les militants ne connaissent ni concurrence ni arrivisme ; ils ne recherchent ni la fortune ni la gloire : leur activité s'impose à eux comme une nécessité historique à laquelle chacun donne spontanément le meilleur de lui-même.

Le fait que ce mode de fonctionnement hante (sans qu'ils le sachent clairement) bon nombre de réformateurs de l'université, confirme simplement cette thèse marxiste : à partir d'un certain degré de développement les forces productives se révoltent contre la forme capitaliste et **appellent objectivement** la forme communiste. Mais comme il est impossible d'introduire « par petits morceaux » le communisme dans la société bourgeoise, les idées les plus « hardies » des réformateurs tournent à l'utopie. Le seul résultat réel de leur agitation c'est d'entretenir l'illusion qu'on peut réformer la société sans la révolution et la dictature du prolétariat ; pendant que la réforme effective de l'université se fait dans le sens de l'**accentuation de la concurrence** (pudiquement appelée « compétition », comme s'il s'agissait d'un sport désintéressé !) : concurrence pour entrer dans la catégorie « de luxe », pour s'y maintenir et y avancer, concurrence entre les facultés, entre les unités de recherche, etc... Le capitalisme ne connaît pas d'autre moyen de faire travailler les hommes.

L'OBSCURANTISME SCIENTISTE

Dans les chapitres précédents nous avons vu que la science bourgeoise, loin de planer dans l'éther de la « connaissance pure », est déter-

minée par le capital et complètement empêtrée dans les contradictions de la société capitaliste. Nous allons voir qu'elle est de plus une arme de la conservation bourgeoise.

Ceci tout d'abord parce que le « progrès scientifique » est un des grands alibis de la bourgeoisie. Les maux dont souffre l'humanité sont évidents ; ne pouvant nier leur existence, la bourgeoisie s'applique à masquer leurs causes **sociales** et se retranche derrière les forces « naturelles ». Alors qu'en réalité les forces productives de l'humanité sont **déjà trop grandes** pour la forme capitaliste, la propagande bourgeoise fait croire aux prolétaires que leurs souffrances proviennent d'une **insuffisance** de la maîtrise de la nature.

Dans un discours de M. Waldeck-Rochet (voir **France Nouvelle** du 17/1/68) on trouve l'exemple type de cette mystification, qui renvoie l'amélioration du sort des prolétaires dans un futur indéterminé : « au fur et à mesure que les progrès de la science et de la technique permettent d'augmenter la production et la productivité du travail... » ! Refusant avec horreur la lutte de classe pour le renversement de la domination bourgeoise, ces messieurs du P.C.F. prêchent la soumission de « toutes les classes » aux impératifs du Progrès de la science et de la technique **bourgeoises**, dont en réalité les prolétaires n'ont rien à attendre ! On voit ici que même les conquêtes les plus sérieuses de la science bourgeoise jouent en faveur du conservatisme capitaliste, en contribuant à cette illusion du Progrès. (De même l'autorité scientifique d'un Einstein ne donnait que plus de force à l'idéalisme petit-bourgeois, démocrate et pacifiste, dont il n'a pu se dégager.)

De plus, la bourgeoisie tire argument des succès des sciences de la nature pour construire une « science sociale » soi-disant au-dessus des classes, en réalité pour justifier sa philosophie sociale et sa forme de société. Ici les contradictions de la pensée bourgeoise (reflets des contradictions sociales) éclatent :

— dans les sciences de la nature la bourgeoisie a accepté en fait le matérialisme dialectique, sinon il n'y aurait pas eu de science et pas d'essor de la production ;

— dans la science de la société **elle ne peut l'accepter**, car il implique sa mort.

Pour camoufler cette contradiction, la bourgeoisie a joué sur une confusion énorme qui se traduit dans le langage par l'ambiguïté du mot « raison ». Lorsqu'elle s'est présentée comme la lumière opposée à l'obscurantisme, la Raison opposée aux superstitions, le mot « raison » confondait deux notions différentes : celle de la rationalité du monde et celle d'une Raison immanente et transcendante.

La « rationalité du monde », c'est le fait que les phénomènes et événements du monde ne sont pas indépendants et incohérents mais **liés entre eux**, qu'il est possible de découvrir ces relations et les lois qui les régissent, de « comprendre » le monde. C'est tout simplement la notion du **déterminisme**. Dans ce sens, la bourgeoisie n'était nullement « novatrice » : cette affirmation est aussi vieille que l'homme, et même les ani-

maux la « pratiquent » s'ils ne l'ont pas formulée théoriquement. De plus ce n'est nullement un principe a priori, mais une conquête permanente : dire que « tout est lié à tout » n'est qu'une phrase creuse (et qui tourne à l'absurde : le lien entre la prise de Jérusalem par les croisés et le récent tremblement de terre en Sicile est extrêmement ténu et indirect !) Ce qui nous importe c'est de trouver ce qui est lié, comment et à quoi.

Dans quel sens pouvons-nous dire que les « superstitions » sont irrationnelles ? Ce n'est pas parce qu'elles nient le déterminisme, mais parce que, faute de pouvoir trouver les vraies causes de tel phénomène, elles tentent de l'expliquer par un faux déterminisme. Ce déterminisme irréal est généralement anthropocentrique, il attribue à l'homme un Pouvoir extraordinaire et sert à des fins sociales. Ainsi des forces naturelles qui échappaient à la compréhension humaine étaient mises au service d'un certain ordre social. C'est ce que faisait la bible lorsqu'elle expliquait l'effondrement géologique qui a produit la vallée du Jourdain par les vices et turpitudes des habitants de Sodome et Gomorrhe ; ou, plus près de nous, la Sainte Inquisition, en attribuant le tremblement de terre de Lisbonne aux Juifs et autres hérétiques.

La bourgeoisie est d'ailleurs allée un peu trop vite en traitant de superstitions idiotes toutes les connaissances des sociétés qui l'ont précédée. Même les talismans n'étaient pas une chose stupide : le guerrier qui se croit invulnérable ne connaît pas la peur, sa façon de se battre s'en trouve modifiée et souvent aussi l'issue du combat ; et l'homme qui est persuadé qu'une pierre « magique » lui assure une bonne digestion digère effectivement mieux. De plus, la science a très souvent traité de « superstition » ce qui était en réalité le résultat d'observations séculaires ; tel, il y a quelques siècles, ce « savant » qui se moquait des « naïfs paysans bretons qui croient que la lune a quelque chose à voir avec les marées ». Aujourd'hui encore, la prévision météorologique la plus scientifique n'est guère plus sûre que celle des paysans, fondée sur une longue expérience. Rappelons aussi les deux cas de rupture de barrage, où une vieille expérience condensée dans les noms de lieux (Malpasset, en France) savait que le terrain n'était pas sûr ; ignorant la toponymie et sa signification, les savants géologues et ingénieurs ont construit les barrages juste aux mauvais endroits.

Ce qui ne veut pas dire, évidemment, qu'il faut reprendre toutes les croyances anciennes. Mais même lorsque leur critique scientifique et rationnelle était fondée, elle servait à la bourgeoisie à accréditer l'idée d'une Raison a priori. Au lieu de comprendre la rationalité humaine comme la recherche de l'adéquation vraie des moyens à des fins déterminées, elle en a fait un Absolu. Et ce n'est pas par bêtise ni par hasard, mais parce que cette raison abstraite, au-dessus de la société, au-dessus des classes, indépendante des hommes et également accessible à tous, est le fondement théorique de sa philosophie sociale. C'est sur elle que repose le Principe Démocratique, la plus grande superstition de tous les temps, la croyance que c'est la libre expression des libres opinions qui détermine les rapports sociaux et le devenir social. Par la « Raison », la bourgeoisie a simultanément éliminé un anthropocentrisme simpliste (celui qui fait des

processions pour faire pleuvoir) et institué et institutionnalisé un anthropocentrisme plus raffiné : celui qui reconnaît les lois de la nature, mais met l'homme en dehors ; celui qui pose l'homme comme une Liberté.

Cette croyance qui justifie la forme politique de la société bourgeoise, est une superstition pire que toutes les superstitions antiques. Si les vieux Grecs ont expliqué la foudre ou les raz de marée par la colère de Zeus ou de Poseidon, on peut dire à leur décharge qu'ils étaient effectivement incapables d'en trouver l'explication véritable. Aujourd'hui que la bourgeoisie prétend expliquer les phénomènes sociaux, et en particulier les catastrophes qui frappent les hommes, par la superstition démocratique, leur **explication scientifique réelle** est parfaitement accessible à l'humanité. Mais elle n'est pas donnée par une Science abstraite. Elle est donnée par une science qui se présente ouvertement comme **science de classe**, une science qui ne peut être que celle de la classe objectivement appelée à détruire le capitalisme, une science-action, la **science révolutionnaire du prolétariat**.

Contre cette science, la bourgeoisie mobilise toutes ses forces, et en particulier sa science. La science pourchasse le petit charlatan qui vend de l'herbe sèche comme « remède secret des Aztèques » contre ceci ou cela ; et certes ce petit escroc exploite pour son profit personnel les souffrances des hommes et l'impuissance de la science bourgeoise. Mais il est parfois plus efficace et toujours infiniment moins dangereux que le **charlatanisme intrinsèque** de cette science elle-même : en se posant comme Science En Soi, en prétendant que c'est une Science abstraite et au-dessus des classes qui doit régler les problèmes sociaux, la science lutte directement contre la prise de conscience révolutionnaire du prolétariat. C'est pour cette raison (et non pour satisfaire les petites vanités) que la bourgeoisie se livre à une telle glorification de la science et des savants : que les prolétaires maintenus par la division du travail dans l'ignorance et l'abrutissement admirent la science et les savants et attendent d'eux leur salut, voilà la bourgeoisie tranquille.

Est-ce à dire que le prolétariat ne doit rien à la science bourgeoise ? Ce serait absurde ! Le prolétariat doit à la bourgeoisie d'avoir détruit les formes figées de production, d'avoir réalisé (sur son dos) cet essor des forces productives qui le **pose objectivement** devant la **nécessité de sa révolution**, qui rend le communisme possible et nécessaire. Cet aspect historiquement révolutionnaire du capitalisme se retrouve bien entendu sur le plan théorique : la science bourgeoise a eu aussi sa phase révolutionnaire, qui a consisté en la démonstration de l'**historicité** de la nature. Deux grandes étapes la marquent (nous mettons des noms pour faciliter le repérage) :

— Galilée et Kant : de la négation du mouvement « absolu » et de l'univers géocentrique à l'établissement de l'**historicité** du système solaire ;

— Lamarck et Darwin : démonstration de l'évolution des espèces vivantes et approche des lois qui régissent cette évolution ; origine de l'espèce humaine.

Voilà les grandes conquêtes de la science bourgeoise. Arrivée devant l'homme, elle tourne court. La troisième étape, la démonstration de l'his-

toricité des formes socio-familiales et des lois qui régissent leur évolution par Morgan, sort déjà du cadre de la science bourgeoise.

De fait, la science bourgeoise n'a jamais accepté le travail de Morgan ; aujourd'hui, on ne se contente pas de l'ignorer, tout le travail de l'ethnologie tend à cacher le grand **tronc historique** mis en évidence par Morgan, sous les petits rameaux divergents ; « l'approfondissement » des détails ne vise qu'à briser ou escamoter l'unité de la voie maîtresse du développement historique et ses lois. C'est que si elle peut accepter l'historicité et le déterminisme **dans la nature**, la bourgeoisie ne peut pas les accepter pour la société humaine. Pour elle, l'histoire n'est qu'une lente sortie des ténèbres vers cet Idéal de Raison qu'est la société bourgeoise. Et plus cet « idéal » montre sa véritable nature, plus les convulsions sociales deviennent violentes, plus la bourgeoisie repousse avec horreur ce déterminisme qui annonce sa mort et se réfugie dans la superstition.

Le travail de Morgan marque la fin de la phase révolutionnaire de la science bourgeoise : fait sur la lancée de cette science il la dépasse et rejoint la science prolétarienne qui était née entre temps en Europe. C'est peut-être le seul travail scientifique sinon « au-dessus » des classes, du moins « entre deux classes » ; mais il **ne pouvait rester** dans cette position instable ; la science bourgeoise l'a renié, marquant ainsi ses limites ; et Marx et Engels ont vu tout de suite qu'il s'insérerait parfaitement dans la science prolétarienne, à qui il apportait une confirmation historique éclatante.

A mesure que la phase révolutionnaire de la bourgeoisie s'achevait, que le capitalisme vainqueur entrait dans sa phase d'expansion, puis commençait à pourrir, la science bourgeoise devait suivre une évolution parallèle. Elle ne pouvait que se développer suivant les besoins du capital tout en reculant sur le plan des principes, placer sa rationalité au-dessus des classes et se prétendre investie du salut de l'humanité. Cette science abstraite n'est plus aujourd'hui qu'un **opium du prolétariat**, et il n'y a rien d'étonnant si elle fait si bon ménage avec son ennemie d'hier, la religion. La bourgeoisie n'en est plus à chercher la cohérence ; dans sa terreur du prolétariat elle utilise pêle-mêle Dieu et la Raison, le Pape et la Démocratie.

LA SCIENCE DU PROLETARIAT

Ainsi, la science bourgeoise, hier révolutionnaire, est aujourd'hui un **obstacle** dressé devant le prolétariat. Elle n'est même plus que cela, car nous nous désintéressons totalement des « progrès » qu'elle peut encore faire. D'une part parce que nous savons qu'elle n'ira pas bien loin, et d'autre part parce qu'aujourd'hui ça n'a aucune importance :

Les problèmes qui se posent actuellement à l'humanité ne sont pas dus à une insuffisance dans la maîtrise des forces naturelles, mais bien au fait qu'elle ne maîtrise pas du tout ses propres forces.

Son emprise sur la nature, sa science et ses forces productives ont échappé à son contrôle, elles sont devenues « autonomes » sous forme de capital, la dominant et se multiplient à ses dépens d'après les lois du capital. Et il ne s'agit pas là d'un rapport entre l'homme et la machine (que la superstition bourgeoise tend à « personnaliser » comme les anciens personnalisaient la foudre), et le capital n'est pas pour nous une entité métaphysique. Il s'agit du rapport que les hommes entretiennent entre eux dans l'activité productive.

C'est parce que les rapports de production sont fondés sur l'appropriation privée, sur le marché et le salariat, qu'ils ont transformé les forces productives et les rapports de production, provoquant des convulsions sociales que la superstition bourgeoise interprète de façon « scientifiquement » fantaisiste.

Il s'agit de révolutionner qualitativement les forces productives, par le bouleversement dictatorial des rapports sociaux de production.

C'est pourquoi le prolétariat, classe objectivement appelée à réaliser cette révolution, renverse l'ordre « logique » de la science qui voudrait construire d'abord une physique « achevée », puis une biologie « achevée », pour aboutir enfin à une science sociale. Le prolétariat, lui, part de la science de la société humaine et lui subordonne toutes les autres. C'est la connaissance des lois du développement social qui seule lui permet effectivement de réaliser cette révolution appelée par l'histoire. Ce n'est qu'après avoir liquidé les contradictions sociales que, devenus maîtres de leur propre force, les hommes pourront reprendre efficacement l'investigation de la nature. Débarrassée des contradictions du mode capitaliste de production, la science intégrée dans l'ensemble des activités sociales avancera alors à pas de géant.

Pour résumer notre exposé, nous pouvons partir d'une citation de Vallès. Dans un article qui vise à rallier les savants et autres intellectuels à la cause du prolétariat (déjà à cette époque !...), il emploie cette formule : « La Révolution n'est que la marche de la Science en avant ». Or si effectivement, comme nous l'avons vu, l'essor de la science, comme celui de toute activité humaine, passe nécessairement par la révolution communiste, la formule de Vallès ne reflète que trop cet idéalisme bourgeois qui a empoisonné le mouvement ouvrier, français en particulier : en mettant la Science au-dessus de la société il désarme en fait le prolétariat. Il faut retourner sa formule pour la remettre sur ses pieds : La science d'aujourd'hui c'est la marche en avant de la révolution ; c'est la science de classe du prolétariat, la théorie et la praxis révolutionnaires, la doctrine historique et l'expérience des luttes du prolétariat ; c'est l'organisation du prolétariat en classe révolutionnaire ; en un mot : la science humaine aujourd'hui c'est LE PARTI. Seul le Parti de classe du prolétariat représente, défend et met en action la seule science qui compte et qui englobe toutes les autres.

Les conditions d'admission à l'Internationale communiste

Dans l'introduction à la traduction française des thèses de la Gauche au III^e congrès du Parti communiste d'Italie ("Thèses de Lyon"), publiée dans notre numéro 38, nous avons déjà fait largement allusion au discours du représentant de la Gauche au II^e congrès de l'Internationale communiste (18 juillet - 7 août 1920), sur les conditions d'admission telles que les avait formulées une commission spéciale, sur la base d'un texte de Lénine mais avec quelques variantes importantes. En publiant dans ce numéro le texte définitif des célèbres "21 conditions" et le texte intégral du discours du représentant de la Faction abstentionniste du Parti socialiste italien, nous croyons utile de revenir sur cet argument pour ajouter certains éclaircissements sur les faits et les principes.

Comme il est dit dans l'introduction des "conditions" elles-mêmes, dans les thèses sur les tâches actuelles de l'I.C. dictées par Lénine avant le congrès, dans le rapport de l'Exécutif présenté par Zinoviev, et comme le répétèrent durant le congrès les meilleurs représentants du Parti russe — non seulement Lénine et Zinoviev, mais aussi Trotsky et Rakovsky, Radek et Boukharine —, ce congrès, véritable assise constitutive du Komintern bien qu'il ait été précédé par le congrès du printemps 1919, se tenait dans une situation à la fois riche de possibilités et lourde de dangers. Ce n'était plus de simples groupes ou courants communistes qui participaient au congrès : il rassemblait au contraire les représentants de partis et d'organisations qui avaient déjà adopté les directives programmatiques générales de l'Internationale communiste, et donc aussi son drapeau ; mais l'attrait irrésistible que la révolution d'octobre et la nouvelle Internationale exerçaient sur les masses, la lutte sans merci contre le social-pacifisme et le social-patriotisme que l'une et l'autre promettaient, cela ne pouvait manquer d'amener des Partis qui, hier encore, appartenaient à la II^e Internationale et partageaient ses conceptions théoriques, tactiques et organisatives, à frapper à la porte de Moscou. Le Parti socialiste français, qui avait eu le "mauvais goût", mais aussi l'habileté tactique, de se faire représenter justement par Cachin et Frossard, le Parti social-démocrate indépendant d'Allemagne, encore tout imprégné de son adhésion à la guerre impérialiste, qu'une tardive rupture avec la Social-démocratie n'avait pu effacer, et de sa participation au premier et sanglant gouvernement républicain dans les mois décisifs de novembre et décembre 1918, — c'était là deux exemples caractéristiques à cet égard. Et il y avait encore le cas "particulier" du Parti italien. Si sa majorité s'était déclarée en faveur de l'adhésion à l'Internationale communiste au congrès de Bologne de l'automne 1919 et s'il pouvait exhiber des titres bien plus sérieux que ses homologues français et allemands quant à son attitude durant le massacre impérialiste, cela ne pouvait faire oublier que sa conception du processus révolutionnaire était bien approximative et, parfois, franchement erronée, qu'il continuait obstinément à refuser d'expulser de ses rangs les réformistes et les "droitiers" les plus notoires, comme Turati, Treves, Modigliani, d'Aragona, etc... et ne voulait renoncer à aucun prix à son nom "glorieux" pour le remplacer par celui de "communiste", chargé pourtant de bien d'autres gloires sur les champs de bataille entre les classes.

Dans une telle situation, que des hommes, ou pis encore, que des groupes entiers, plus ou moins sincèrement convertis au communisme sous la pression « de l'atmosphère révolutionnaire dans laquelle ils baignaient du matin au soir en Russie », comme l'observèrent les délégués de la Gauche française, puissent introduire en contrebande dans la nouvelle Internationale, quel que soit le degré de sincérité de leur conversion personnelle, leur bagage constitué par « un long passé opportuniste et une forme de pensée particulière », voilà qui préoccupait fortement les révolutionnaires. La guerre, qui avait radicalement séparé les révolutionnaires des contre-révolutionnaires, commençait de s'estomper dans le passé sans que se profile encore à l'horizon la révolution qui aurait dressé, elle aussi, une barrière infranchissable entre défenseurs de la légalité et du gradualisme et partisans de la violence de classe et de la dictature. Les révolutionnaires craignaient donc qu'il ne soit facile, et même trop commode, à la droite défaitiste de souscrire à la condamnation du pacifisme et de l'union sacrée, car le problème ne se posait plus, comme de se déclarer en faveur d'une insurrection investissant le parti de la direction de la dictature du prolétariat défendue par la terreur rouge, car l'Histoire ne la mettait pas encore à l'ordre du jour. (Du reste, au II^e congrès déjà, les Indépendants désavouaient la terreur en se retranchant derrière de chicanières distinctions entre "terreur" et "violence").

Cette crainte de voir l'Internationale, ainsi devenue, d'une certaine façon, "à la mode" submergée par l'entrée massive des Madeleine repenties du mouvement ouvrier, était donc très vive chez les artisans de la révolution d'octobre comme chez les représentants les plus décidés de la Gauche des pays occidentaux. Ils voulurent unanimement dresser à temps un barrage pour contenir cette menace. Toutefois, d'autres facteurs agissaient dans un sens partiellement opposé. Il était tout aussi nécessaire, en effet, de battre en brèche l'"infantilisme de gauche", qui, dans ce domaine également, fondait une revendication juste en elle-même sur des bases morales ou, en tout cas, idéalistes (les mêmes d'ailleurs qui inspiraient le dégoût des "ultra-gauchistes" pour l'action au sein des syndicats dirigés par des réformistes, ou qu'ils invoquaient pour justifier leur condamnation du "parlementarisme révolutionnaire"). D'autre part, une évaluation trop optimiste du potentiel révolutionnaire que la situation mondiale pourrait libérer à bref délai, permettait d'escompter avec confiance que les masses, portées par une vague révolutionnaire ascendante, supplanteraient, neutraliseraient, ou même rejetteraient purement et simplement leurs "chefs" hésitants et hypocrites. (Deux grands marxistes comme Lénine et Trotsky se montrèrent particulièrement sensibles à ces deux arguments). Pesaient enfin dans la balance le désir anxieux, parfaitement compréhensible mais non moins dangereux pour cela, d'arracher l'héroïque Russie révolutionnaire à son isolement en hâtant le processus de cristallisation des partis communistes ; s'adresser aux masses par le truchement de leurs chefs anciens, même si leur trop récente conversion restait bien douteuse, semblait plus expéditif et plus facile que de leur parler pardessus la tête des chefs. Dans les réunions de commission en particulier, une fraction au moins de la délégation russe montra qu'elle était très sensible à cet argument, et l'on ne doit pas dissimuler que Lénine lui-même y céda en polémiquant contre l'aversion des délégués du Parti Communiste allemand pour tous "pourparlers" avec Dittman et Crispian, arrivés à Moscou en habit et haut de forme dans l'intention de "négocier" avec l'Internationale, de... puissance à puissance en somme, un programme régulièrement voté par le Congrès des Indépendants.

Le Congrès définit bien, dans des thèses de portée historique, les questions de tactique fondamentale (rôle du parti dans la révolution prolétarienne ; conditions objectives permettant de constituer des Soviets ; présence et action per-

sévérante des communistes dans les syndicats, même dirigés par des réformistes; question paysanne ; attitude à l'égard des mouvements d'émanation nationale et coloniale), délimitant la position des communistes dans ce domaine avec une netteté qui engageait tous les partis adhérant à l'Internationale Communiste. Toutefois, la Gauche déplorait avec raison — le dévouement des événements d'alors ne l'a que trop tragiquement confirmé — qu'en une telle situation le Congrès ne commence pas par mettre à la base de tout son travail une définition générale et complète des principes, constituant ainsi une plateforme intangible d'adhésion au Komintern, à partir de laquelle on aurait pu ensuite tracer les lignes d'action tactique et définir les directives pratiques et organisatives dans les divers domaines. A. Bordiga (1) y fait allusion dans son discours et il dira à son retour en Italie, dans une interview au Soviet, qu'« il aurait été préférable de procéder avant tout à un débat sur les principes programmatiques du communisme en les formulant d'une façon très précise, et de passer ensuite, sur cette base, à la discussion des divers problèmes d'action et de tactique que le Congrès devait résoudre » ; on aurait obtenu ainsi le maximum de délimitation possible, tout en réaffirmant cette thèse marxiste que prisent si peu les réformistes : « Pas d'action révolutionnaire sans théorie révolutionnaire », l'opportunisme se distinguant précisément par l'absence de principes. Cette lacune importante se trouva en partie comblée par les thèses sur les conditions d'admission à l'Internationale communiste que Lénine avait préparées ; sans avoir la valeur générale et permanente d'une "déclaration des principes", elles embrassaient pourtant toute la gamme des principes eux-mêmes et ne laissaient place à aucun doute sur les questions tactiques les plus importantes du mouvement communiste mondial et sur le critère fondamental qui était le sien en matière d'organisation, c'est-à-dire le centralisme, prémisses du fonctionnement de la nouvelle Internationale et de ses sections comme un parti mondial unique.

Les choses se présentant ainsi, les thèses sur les conditions d'admission (19 à l'origine) passèrent tout naturellement au premier plan des débats du Congrès, après avoir fait l'objet d'une vive discussion en commission. Il apparut immédiatement (et en cela les thèses montrèrent tout de suite qu'elles remplissaient bien la fonction de "réactif" rapide et catégorique à laquelle on les destinait) que les Indépendants allemands et les Unitaires (ou Maximalistes) italiens, tout en se déclarant décidés à adhérer à l'Internationale communiste, faisaient de graves réserves sur les conditions d'admission, revendiquant en particulier une "autonomie" de décision qu'ils tentaient de justifier par l'existence de "conditions particulières" à leurs pays : accepter une telle revendication revenait en fait à renoncer au principe de la centralisation et du rejet de tout fédéralisme, principe qui n'est que l'autre face de l'homogénéité et de l'invariance du programme. Quant au parti français, l'adhésion verbalement inconditionnelle des Cachin et des Frossard n'offrait aucune garantie qui ne soit personnelle et contingente ; bien au contraire, le silence qu'ils observaient sur les points de programme ou de tactique fondamentaux pouvait bien dissimuler, comme le passé politique des deux personnages le suggérait déjà suffisamment, sinon un désaccord, du moins des hésitations qui ne manqueraient pas de prendre forme lors du "retour au pays", lorsqu'ils se retrouveraient parmi leurs congénères.

(1) Sur l'insistance de Lénine, A. Bordiga avait été admis à participer au Congrès avec voix consultative en tant que représentant de la seule fraction du Parti socialiste italien qui ait posé explicitement la question de la rupture irrévocable avec la "droite" et de son expulsion du Parti, offrant même, mais en vain, aux maximalistes de renoncer à l'abstentionnisme électoral pourvu que cette rupture entre dans les faits.

L'arrogance des orateurs Indépendants, les résistances trop évidentes de Serrati à une élimination de la droite expliquent la vive réaction des délégués du Parti Communiste allemand et des représentants de la Gauche française, ainsi que les violents reproches de Lénine et d'autres délégués russes. Mais le débat restait trop circonscrit aux questions intérieures des divers mouvements nationaux, et c'est au représentant de la Gauche italienne que revint le mérite de la hausser au niveau d'une discussion *de principe*. Dans l'occident "évolué", c'est-à-dire particulièrement infesté par le virus démocratique, il fallait appliquer avec plus de rigueur encore la leçon du parti bolchevique, afin d'éliminer du Komintern toute tendance, même minoritaire, qui n'accepterait pas de désavouer explicitement et la participation à la défense nationale, et la thèse selon laquelle l'émancipation du prolétariat est possible « sans que la lutte des classes soit poussée jusqu'au recours aux armes, sans qu'il soit nécessaire d'établir la dictature du prolétariat après la victoire dans la phase insurrectionnelle ». Il fallait *obliger* ces éléments à prendre ouvertement position sur ces problèmes en leur interdisant toute échappatoire, et donc ne laisser aucune possibilité à ceux qui étaient chassés par la porte de s'infiltrer à nouveau par la fenêtre. Or, comme quarante ans d'histoire le montreront abondamment, la "fenêtre" restait entrebaillée tant que l'on tolérait le recours aux "conditions nationales particulières", tant que l'on permettait que l'acceptation du programme soit subordonnée à une "juste" appréciation de ces prétendues "conditions particulières". La 16^e condition proposée par la Commission imposait aux partis qui avaient conservé jusque-là leur ancien programme social-démocratique « d'élaborer un nouveau programme communiste adapté aux conditions spéciales de leur pays et conçu dans l'esprit de l'Internationale communiste ». Au Congrès déjà, mais après lui surtout, ce sera là le cheval de bataille non seulement des Crispin et des Serrati, mais aussi des Modigliani et des Treves, c'est-à-dire du centre et de la droite : on répètera jusqu'à la nausée qu'il appartenait au parti local, ou mieux à sa direction, et non pas à l'Internationale, d'apprécier exactement ces "conditions spéciales du pays" ; Serrati, dans la revue *Communisme* (15-30/9/1920) récusera le droit de l'Internationale de formuler « des jugements absolus et définitifs, à distance et sans une connaissance détaillée des choses et des faits » sur les situations nationales et mêmes locales, citant comme exemple... scandaleux que les 21 conditions exigent l'envoi de seuls « communistes, sans autre considération sur leurs capacités administratives (!!!), aux postes impliquant des responsabilités dans les municipalités, les coopératives, les Bourses du travail, etc... (par pudeur sans doute, il évitait d'ajouter : « au Parlement ») : « Imaginez (horreur !) la municipalité de Milan dirigée par un groupe d'incapables, de néophytes se faisant passer pour de fervents communistes » ! Encore n'était-ce là qu'une "puérilité" typiquement serratienne, mais le Parti Français se servira de prétextes semblables, tantôt pour reléguer l'action syndicale au dernier rang, tantôt pour faire passer l'action parlementaire au premier plan et, plus encore, pour esquiver l'action déterminée qu'exigeait la 8^e condition face aux initiatives militaires et coloniales de l'impérialisme français. Les Indépendants allemands feront de même pour revendiquer un droit de décision autonome au sein de l'Internationale "reconstruite". Le représentant de la Gauche, pensant plus à l'avenir qu'au présent (mais que serait le Parti s'il lui manquait cette capacité de prévoir l'alignement *naturel* des forces de classe au tournant des situations, ainsi que les effets de sa propre action et de ses propres proclamations sur l'ensemble du mouvement ?) demanda donc que le texte soit formulé de telle manière qu'il interdise toute interprétation restrictive, toute esquivé, en supprimant « adapté aux conditions particulières de leur pays » pour exiger au contraire que dans le nouveau program-

me « les principes de l'Internationale communiste soient fixés d'une manière non équivoque et entièrement conforme aux résolutions des Congrès internationaux » (2).

Cette correction ne fut pas acceptée et la suite des événements, jusqu'à leur aboutissement extrême, les "diverses voies nationales du socialisme", est là pour confirmer que la "souplesse" dans les formulations programmatiques, même sur des points apparemment "de détail", entraîne trop souvent de graves et même d'irréremédiables désastres pratiques. Mais la lutte de la Gauche ne s'arrêta pas là et put, cette fois, obtenir un succès. La Commission, dans le but d'accélérer l'orientation vers Moscou des partis occidentaux, avait atténué la rigueur des thèses de Lénine en ajoutant une 20^e condition stipulant que les deux tiers au moins des organes dirigeants des nouveaux partis devaient être formés « de camarades qui, dès avant le II^e Congrès de l'Internationale communiste, se sont prononcés publiquement et sans équivoque pour l'adhésion à la III^e Internationale » (ce représentant de la Gauche observa qu'il « préférerait les voir entièrement communistes »). Or, si la 7^e condition exigeait bien de façon impérative l'expulsion des "réformistes avérés" (3), la question de principe, bien plus importante, n'était pas posée : que faire de ceux qui votent contre le programme tout en déclarant qu'ils se soumettront avec discipline au verdict de la majorité ? En d'autres termes, le programme est-il, comme c'est le cas pour les communistes, un point de départ à prendre ou à laisser que l'on ne peut, en aucun cas, abandonner aux aléas de majorités variables et capricieuses, ou bien n'est-ce qu'une question d' "opinion", une donnée contingente, toujours susceptible d'être "corrigée", comme le veut la tradition démocratique et réformiste ?

Il s'agissait d'un problème fondamental (4) et la Gauche demanda que lors de la réunion du Congrès constitutif du Parti Communiste, « la minorité du Parti qui se déclarerait contre ce programme soit exclue de l'organisation pour ce seul motif ». Reprise par Lénine, pleinement d'accord avec nous sur ce point, cette exigence devint la 21^e condition qui coupait court aux tergiversations et aux manœuvres souterraines des réformistes et des centristes. Le texte définitif des conditions d'admission devint ainsi plus intransigeant, au grand dam des Serrati, Dittman, Crispin et, en général, des "reconstructeurs". Dès lors, les 21 conditions deviendront la première cible des polémiques social-démocrates contre l' "autoritarisme" communiste. De notre côté, nous considérons au contraire qu'elles n'étaient pas suffisamment rigides, et il n'est guère difficile aujourd'hui d'en déceler le caractère composite, de constater qu'elles reposent davantage sur un système de "poids et contre-poids" que sur une solide base

(2) Lorsque le Parti communiste d'Italie rédigera son programme, lors de son congrès constitutif, il écartera toute référence aux particularités nationales, pour mettre au contraire en évidence, dans une synthèse d'une concision et d'une force remarquables, les principes fondamentaux du communisme. Nous publions ce texte plus loin, comme exemple, demeuré hélas unique, de programme d'une section du parti communiste international unique.

(3) Quelques noms étaient cités, ce qui donna l'occasion à Serrati de briser une lance en faveur de Modigliani qui, à ce moment-là précisément, se battait « au Parlement et dans la rue pour défendre la Russie soviétique » — comme si cela suffisait à annuler ou à inverser une tendance historique constante et invariable, pour reprendre les termes de Lénine, quel que soit le jugement que l'on puisse porter sur la "sincérité" de conversions éventuelles.

(4) Dans un article sur "La valeur de la discipline" publié dans le n° 3 (28 novembre 1920) du "Communiste", organe de la Fraction communiste qui préparait alors la

unitaire, et de comprendre comment leurs insuffisances devaient ouvrir la voie non seulement à des interprétations trahissant leur esprit, mais encore à de graves concessions à l'adversaire.

On notera, à ce propos, que pour la Gauche, la 21^e condition comportait ce corollaire : passée une période d' "essai" au cours de laquelle le parti se constituerait sur de nouvelles bases, la porte des jeunes partis communistes devrait rester close, la seule possibilité d'adhérer à l'Internationale communiste restant l'adhésion *individuelle* au parti local, section *unique* de l'Internationale pour le pays considéré. On ne tint pas compte de cette proposition et l'on voit bien aujourd'hui que le fait d'avoir laissé ce problème de méthode sans solution doit être rangé parmi ces facteurs dont nous ne disons pas qu'ils provoquent, mais à tout le moins facilitèrent, l'abandon par le Komintern d'une rigueur théorique et pratique à laquelle se trouvait liée sa raison d'être en tant qu'organisation radicalement opposée à la II^e Internationale dans tous les domaines, et particulièrement par le refus de tout fédéralisme. L'acceptation de cette clause aurait interdit les trop fameuses "fusions", dont peu après, à Halle, on aura un premier et déplorable exemple avec la fusion du P.C. allemand et de la majorité des Indépendants, qui condamnera le parti allemand "unifié" à l'impuissance dans les grandes crises révolutionnaires de 1921 et surtout de 1923 ; elle aurait empêché également les manœuvres équivoques pour appuyer les soi-disant courants de gauche (les *terzini* en Italie) au sein des partis socialistes dégénérés ; enfin, elle n'aurait pas permis cette monstruosité : des partis ouvriers et même bourgeois (le Kouomintang !) adhérant à l'Internationale communiste au titre de "sympathisants".

Finalement, la valeur des 21 conditions tenait entièrement dans la manière dont elles seraient appliquées : les points faibles et les contradictions que nous avons relevées auraient pu n'avoir aucun poids si la direction de l'Internationale, forte de ses pouvoirs discrétionnaires, était restée fidèle davantage à l'esprit qui les avait inspirées qu'à la forme contingente qu'elles avaient reçue. Le fait que se soit manifesté dans les débats une tendance à "discuter" ou même à "négocier" les conditions, plutôt qu'à les "imposer", constituait déjà pour la Gauche un symptôme préoccupant. « D'une manière générale, déclarait au *Soviet* le représentant de la Gauche à son retour de Moscou, les conditions ont été complétées et sont devenues plus sévères, mais le sens de la discussion fut qu' *au maximum* les "reconstructeurs" pourraient adhérer sous certaines garanties. Nous pensons que dans certains pays, et surtout en France, le danger d'une adhésion d'éléments droitiers existe ».

L'avenir montrera que cette opinion n'était que trop fondée. Mais on ne pouvait encore prévoir alors que la maladie de l'éclectisme d'abord, du centrisme ensuite, auraient frappé le cœur et le cerveau de l'Internationale de Lénine.

scission de Livourne, après avoir insisté sur le fait que « avant de résoudre le problème de la discipline dans l'action, il faut résoudre celui du programme », A. Bordiga écrivait : « Il est très équivoque de dire : tel parti a adopté le programme communiste à la majorité, il a donc sa place au sein de l'Internationale. Non, le programme n'est pas la conception de la majorité, mais la base constitutive de l'organisation du Parti, la conception commune à tous les camarades. La minorité défendant un programme opposé doit être écartée, même si elle s'engage, ce qui est absurde en l'occurrence, à rester disciplinée. La discipline n'a rien à faire dans les questions de programme, c'est là une équivoque à dissiper ».

Les 21 conditions d'admission

Le premier Congrès constituant de l'Internationale Communiste n'a pas élaboré les conditions précises de l'admission des Partis dans la 3^e Internationale. Au moment où eut lieu son premier Congrès, il n'y avait dans la plupart des pays que des tendances et des groupes communistes.

Le deuxième Congrès de l'Internationale Communiste se réunit dans de tout autres conditions. Dans la plupart des pays il y a désormais, au lieu de tendances et de groupes, des Partis et des organisations communistes.

De plus en plus souvent, des Partis et des groupes qui, récemment encore, appartenaient à la 2^e Internationale et qui voudraient maintenant adhérer à l'Internationale Communiste s'adressent à elle, sans pour cela être devenus véritablement communistes. La 2^e Internationale est irrémédiablement défaite. Les Partis intermédiaires et les groupes du « centre », voyant leur situation désespérée, s'efforcent de s'appuyer sur l'Internationale Communiste, tous les jours plus forte, en espérant conserver cependant une "autonomie" qui leur permettrait de poursuivre leur ancienne politique opportuniste ou "centriste". L'Internationale Communiste est, d'une certaine façon, à la mode.

Le désir de certains groupes dirigeants du "centre" d'adhérer à la 3^e Internationale nous confirme indirectement que l'Internationale Communiste a conquis les sympathies de la grande majorité des travailleurs conscients du monde entier et constitue une puissance qui croît de jour en jour.

L'Internationale Communiste est menacée de l'envahissement de groupes indécis et hésitants qui n'ont pas encore pu rompre avec l'idéologie de la 2^e Internationale.

En outre, certains Partis importants (italien, suédois), dont la majorité se place au point de vue communiste, conservent encore en leur sein de nombreux éléments réformistes et social-pacifistes qui n'attendent que l'occasion pour relever la tête, saboter activement la révolution prolétarienne, en venant ainsi en aide à la bourgeoisie et à la 2^e Internationale.

Aucun communiste ne doit oublier les leçons de la République des Soviets hongroise. L'union des communistes hongrois avec les réformistes a coûté cher au prolétariat hongrois.

C'est pourquoi le 2^e Congrès international croit devoir fixer de façon tout à fait précise les conditions d'admission des nouveaux Partis et indiquer par la même occasion aux Partis déjà affiliés les obligations qui leur incombent.

Le 2^e Congrès de l'Internationale Communiste décide que les conditions d'admission dans l'Internationale sont les suivantes :

1^o La propagande et l'agitation quotidiennes doivent avoir un caractère effectivement communiste et se conformer au programme et aux décisions de la 3^e Internationale. Tous les organes de la presse du Parti doi-

vent être rédigés par des **communistes sûrs**, ayant prouvé leur dévouement à la cause du prolétariat. Il ne convient pas de parler de dictature prolétarienne comme d'une formule apprise et courante ; la propagande doit être faite de manière à ce que la nécessité en ressorte pour tout travailleur, pour toute ouvrière, pour tout soldat, pour tout paysan, des faits mêmes de la vie quotidienne, systématiquement notés par notre presse. La presse périodique ou autre et tous les services d'éditions doivent être entièrement soumis au Comité Central du Parti, que ce dernier soit légal ou illégal. Il est inadmissible que les organes de propagande mésusent de l'autonomie pour mener une politique non conforme à celle du Parti. Dans les colonnes de la presse, dans les réunions publiques, dans les syndicats, dans les coopératives, partout où les partisans de la 3^e Internationale auront accès, ils auront à flétrir systématiquement et impitoyablement non seulement la bourgeoisie, mais aussi ses complices, réformistes de toutes nuances ;

2° Toute organisation désireuse d'adhérer à l'Internationale Communiste doit régulièrement et systématiquement écarter des postes impliquant tant soit peu de responsabilité dans le mouvement ouvrier (organisations de Parti, rédactions, syndicats, fractions parlementaires, coopératives, municipalités) les réformistes et les "centristes" et les remplacer par des communistes éprouvés, — sans craindre d'avoir à remplacer, surtout au début, des militants expérimentés, par des travailleurs sortis du rang ;

3° Dans presque tous les pays de l'Europe et de l'Amérique la lutte de classes entre dans la période de guerre civile. Les communistes ne peuvent, dans ces conditions, se fier à la légalité bourgeoise. Il est de leur devoir de créer partout, parallèlement à l'organisation légale, un organisme clandestin, capable de remplir au moment décisif, son devoir envers la révolution. Dans tous les pays où, par suite de l'état de siège ou de lois d'exception, les communistes n'ont pas la possibilité de développer légalement toute leur action, la concomitance de l'action légale et de l'action illégale est indubitablement nécessaire ;

4° Le devoir de propager les idées communistes implique la nécessité absolue de mener une propagande et une agitation systématiques et persévérantes parmi les troupes. Là, où la propagande ouverte est difficile par suite de lois d'exception, elle doit être menée illégalement ; s'y refuser serait une trahison à l'égard du devoir révolutionnaire et, par conséquent, incompatible avec l'affiliation à la 3^e Internationale.

5° Une agitation rationnelle et systématique dans les campagnes est nécessaire. La classe ouvrière ne peut vaincre si elle n'est soutenue tout au moins par une partie des travailleurs des campagnes (journaliers agricoles et paysans les plus pauvres) et si elle n'a pas neutralisé par sa politique tout au moins une partie de la campagne arriérée. L'action communiste dans les campagnes acquiert en ce moment une importance capitale. Elle doit être principalement le fait des ouvriers communistes en contact avec la campagne. Se refuser à l'accomplir ou la confier à des demi-réformistes douteux c'est renoncer à la révolution prolétarienne.

6° Tout Parti désireux d'appartenir à la 3^e Internationale a pour devoir de dénoncer autant que le social-patriotisme avoué le social-pacifisme

hypocrite et faux ; il s'agit de démontrer systématiquement aux travailleurs que, sans le renversement révolutionnaire du capitalisme, nul tribunal arbitral international, nul débat sur la réduction des armements, nulle réorganisation "démocratique" de la Ligue des Nations ne peuvent préserver l'humanité des guerres impérialistes.

7° Les Partis désireux d'appartenir à l'Internationale Communiste ont pour devoir de reconnaître la nécessité d'une rupture complète et définitive avec le réformisme et la politique du centre et de préconiser cette rupture parmi les membres des organisations. L'action communiste conséquente n'est possible qu'à ce prix.

L'Internationale Communiste exige impérativement et sans discussion cette rupture qui doit être consommée dans le plus bref délai. L'Internationale Communiste ne peut admettre que des réformistes avérés, tels que Turati, Kautsky, Hilferding, Longuet, Macdonald, Modigliani et autres, aient le droit de se considérer comme des membres de la 3^e Internationale et qu'ils y soient représentés. Un pareil état de choses ferait ressembler par trop la 3^e Internationale à la 2^e.

8° Dans la question des colonies et des nationalités opprimées, les Partis des pays dont la bourgeoisie possède des colonies ou opprime des nations, doivent avoir une ligne de conduite particulièrement claire et nette. Tout Parti appartenant à la 3^e Internationale a pour devoir de dévoiler impitoyablement les prouesses de "ses" impérialistes aux colonies, de soutenir, non en paroles mais en fait, tout mouvement d'émancipation dans les colonies, d'exiger l'expulsion des colonies des impérialistes de la métropole, de nourrir au cœur des travailleurs du pays des sentiments véritablement fraternels vis-à-vis de la population laborieuse des colonies et des nationalités opprimées et d'entretenir parmi les troupes de la métropole une agitation continue contre toute oppression des peuples coloniaux.

9° Tout Parti désireux d'appartenir à l'Internationale Communiste doit poursuivre une propagande persévérante et systématique au sein des syndicats, coopératives et autres organisations des masses ouvrières. Des noyaux communistes doivent être formés dont le travail opiniâtre et constant conquerra les syndicats au communisme. Leur devoir sera de révéler à tout instant la trahison des social-patriotes et les hésitations du "centre". Ces noyaux communistes doivent être complètement subordonnés à l'ensemble du Parti ;

10° Tout Parti appartenant à l'Internationale Communiste a pour devoir de combattre avec énergie et ténacité l'"Internationale" des syndicats jaunes fondée à Amsterdam. Il doit répandre avec ténacité au sein des syndicats ouvriers l'idée de la nécessité de la rupture avec l'Internationale Jaune d'Amsterdam. Il doit, par contre, concourir de tout son pouvoir à l'union internationale des syndicats rouges adhérant à l'Internationale Communiste.

11° Les Partis désireux d'appartenir à l'Internationale Communiste ont pour devoir de reviser la composition de leurs fractions parlementaires, d'en écarter les éléments douteux, de les soumettre, non en paroles mais

en fait, au Comité Central du Parti, d'exiger de tout député communiste la subordination de toute son activité aux intérêts véritables de la propagande révolutionnaire et de l'agitation.

12° Les Partis appartenant à l'Internationale Communiste doivent être édifiés sur le principe de la centralisation démocratique. A l'époque actuelle de guerre civile acharnée, le Parti Communiste ne pourra remplir son rôle que s'il est organisé de la façon la plus centralisée, si une discipline de fer confinant à la discipline militaire y est admise et si son organisme central est muni de larges pouvoirs, exerce une autorité incontestée, bénéficie de la confiance unanime des militants ;

13° Les Partis Communistes des pays où les communistes militent légalement doivent procéder à des épurations périodiques de leurs organisations, afin d'en écarter les éléments intéressés et petit-bourgeois ;

14° Les Partis désireux d'appartenir à l'Internationale Communiste doivent soutenir sans réserves toutes les républiques soviétistes dans leurs luttes avec la contre-révolution. Ils doivent préconiser inlassablement le refus des travailleurs de transporter les munitions et les équipements destinés aux ennemis des républiques soviétistes, et poursuivre, soit légalement, soit illégalement, la propagande parmi les troupes envoyées contre les républiques soviétistes ;

15° Les Partis qui conservent jusqu'à ce jour les anciens programmes social-démocrates ont pour devoir de les réviser sans retard et d'élaborer un nouveau programme communiste adapté aux conditions spéciales de leur pays et conçu dans l'esprit de l'Internationale Communiste. Il est de règle que les programmes des Partis affiliés à l'Internationale Communiste soient confirmés par le Congrès International ou par le Comité Exécutif. Au cas où ce dernier refuserait sa sanction à un Parti, celui-ci aurait le droit d'en appeler au Congrès de l'Internationale Communiste ;

16° Toutes les décisions des Congrès de l'Internationale Communiste, de même que celles du Comité Exécutif, sont obligatoires pour tous les Partis affiliés à l'Internationale Communiste. Agissant en période de guerre civile acharnée, l'Internationale Communiste et son Comité Exécutif doivent tenir compte des conditions de lutte si variées dans les différents pays et n'adopter de résolutions générales et obligatoires que dans les questions où elles sont possibles ;

17° Conformément à tout ce qui précède, tous les Partis adhérant à l'Internationale Communiste doivent modifier leur appellation. Tout Parti désireux d'adhérer à l'Internationale Communiste doit s'intituler Parti Communiste de... (section de la 3^e Internationale Communiste). Cette question d'appellation n'est pas une simple formalité ; elle a aussi une importance politique considérable. L'Internationale Communiste a déclaré une guerre sans merci au vieux monde bourgeois tout entier et à tous les vieux Partis social-démocrates jaunes. Il importe que la différence entre les Partis Communistes et les vieux Partis "social-démocrates" ou "socialistes" officiels qui ont vendu le drapeau de la classe ouvrière soit plus nette aux yeux de tout travailleur ;

18° Tous les organes dirigeants de la presse des Partis de tous les pays sont obligés d'imprimer tous les documents officiels importants du Comité Exécutif de l'Internationale Communiste :

19° Tous les Partis appartenant à l'Internationale Communiste ou sollicitant leur adhésion sont obligés de convoquer (aussi vite que possible), dans un délai de 4 mois après le 2° Congrès de l'Internationale Communiste, au plus tard — un Congrès extraordinaire afin de se prononcer sur ces conditions. Les Comités Centraux doivent veiller à ce que les décisions du 2° Congrès de l'Internationale Communiste soient connues de toutes les organisations locales ;

20° Les Partis qui voudraient maintenant adhérer à la 3° Internationale, mais qui n'ont pas encore modifié radicalement leur ancienne tactique, doivent préalablement veiller à ce que les 2/3 des membres de leur Comité Central et des Institutions centrales les plus importantes soient composés de camarades, qui déjà avant le 2° Congrès s'étaient ouvertement prononcés pour l'adhésion du Parti à la 3° Internationale. Des exceptions peuvent être faites avec l'approbation du Comité Exécutif de l'Internationale Communiste. Le Comité Exécutif se réserve le droit de faire des exceptions pour les représentants de la tendance centriste mentionnés dans le paragraphe 7.

21° Les adhérents au Parti qui rejettent les conditions et les thèses établies par l'Internationale Communiste doivent être exclus du Parti. Il en est de même des délégués au Congrès extraordinaire.



Discours du représentant de la Gauche Communiste Italienne sur les conditions d'admission

Je viens vous soumettre quelques observations que je propose d'ajouter à l'introduction aux thèses présentées par le comité et je vous proposerai ensuite d'ajouter également une condition concrète.

Le texte proposé déclare : « Les partis qui conservent encore les anciens programmes social-démocrates ont pour devoir de les réviser sans retard et d'élaborer un nouveau programme communiste adapté aux conditions spéciales de leur pays et conçu dans l'esprit de l'Internationale communiste. Il est de règle que les programmes des partis affiliés à l'Internationale communiste soient confirmés par le Congrès international ou par le Comité Exécutif. Au cas où ce dernier refuserait sa sanction à un Parti, celui-ci aurait le droit d'en appeler au Congrès de l'Internationale Communiste ».

Ce Congrès a une importance capitale : il doit cristalliser et défendre les principes essentiels de la III^e Internationale.

Lorsqu'en avril 1917 le camarade Lénine rentra en Russie et esquissa les grandes lignes du nouveau programme du Parti communiste, il parla de la reconstruction de l'Internationale. Pour lui, ce travail devait se fonder sur deux bases essentielles : il fallait écarter, d'une part, les social-patriotes et, d'autre part, les social-démocrates, ces socialistes de la II^e Internationale qui jugeaient possible d'émanciper le prolétariat sans que la lutte de classe soit poussée jusqu'au recours aux armes, sans qu'il soit nécessaire d'établir la dictature du prolétariat après la victoire dans la phase insurrectionnelle. La révolution en Russie nous a ainsi ramenés sur le terrain marxiste ; le mouvement révolutionnaire, qui a été sauvé sur les ruines de la II^e Internationale, s'oriente vers ce programme et le travail commencé a permis de constituer officiellement une nouvelle organisation mondiale. Je pense que, dans la situation actuelle, qui n'a rien de fortuit mais se trouve déterminée par l'évolution historique elle-même, nous courons le danger de voir s'introduire parmi nous des éléments de la première et de la seconde catégorie qui avaient été tenus à l'écart jusqu'ici.

Après la guerre, lorsque le mot d'ordre sur le "régime des Soviets" eut été lancé dans le monde par le prolétariat russe et le prolétariat international, on a vu grandir la vague révolutionnaire et le prolétariat du monde entier s'ébranler. Dans tous les pays, une sélection s'opéra dans les rangs des Partis socialistes ; les Partis communistes purent ainsi naître et engager la lutte révolutionnaire contre la bourgeoisie.

Malheureusement, la période suivante marqua une stagnation due à l'écrasement par la bourgeoisie des révolutionnaires allemands, bavaois et hongrois. La guerre est maintenant loin dans le passé. Les problèmes de la guerre et de la défense nationale ne se posent plus d'une manière immédiate et il est bien facile de venir nous dire que l'on ne retombera plus, au cours d'une nouvelle guerre, dans les vieilles erreurs, c'est-à-dire dans l'union sacrée et la défense nationale.

La révolution, d'autre part, est encore loin dans l'avenir ; pour les centristes, elle ne se pose pas comme un problème immédiat et ils peuvent déclarer qu'ils acceptent les thèses de la III^e Internationale, le pouvoir des Soviets, la dictature du prolétariat, la terreur rouge.

Si nous commettons l'erreur d'accepter ces gens-là dans nos rangs, nous nous exposerions à un grave danger. La Troisième Internationale ne peut forcer le cours révolutionnaire. Nous ne pouvons que préparer le prolétariat. Mais il faut, camarades, que notre mouvement conserve l'avantage que nous donne l'expérience de la guerre et de la révolution russe. Je crois qu'il faut consacrer le maximum d'attention à cela.

Les éléments de droite acceptent nos thèses, mais d'une manière insuffisante. Ils les acceptent avec certaines réserves. Nous, communistes, nous

devons exiger que cette acceptation soit complète et sans réserves dans le domaine de la théorie comme dans celui de l'action. La première grande application de la méthode et de la théorie marxistes, nous l'avons eue en Russie, c'est-à-dire dans un pays où le degré de développement des classes n'était pas très élevé. Pour cette raison même, cette méthode doit être appliquée avec une rigueur et une clarté plus grandes encore en Europe occidentale où le capitalisme est plus développé.

On veut établir une distinction entre "réformistes" et "révolutionnaires". C'est un langage dépassé. Il ne peut plus y avoir de réformistes car la crise bourgeoise empêche tout travail de réforme. Les socialistes de droite le savent, ils se déclarent pour une crise de régime, ils se proclament "révolutionnaires", mais en espérant que le caractère de cette lutte ne sera pas le même qu'en Russie. Je pense, camarades, qu'il faut que l'Internationale communiste soit intransigeante et maintienne fermement son caractère politique révolutionnaire. Il faut dresser des barrières infranchissables devant les social-démocrates.

Il faut contraindre ces partis à une déclaration de principe sans équivoque. Il faudra que tous les Partis communistes du monde aient un programme commun, ce qui, malheureusement, n'est pas possible à l'heure actuelle.

La Troisième Internationale ne possède aucun moyen pratique lui permettant de s'assurer que ces gens-là suivront à l'avenir le programme communiste. Toutefois, je propose la condition suivante. Lorsqu'il est dit à la thèse 15 : « Les partis qui conservent encore les anciens programmes social-démocrates ont le devoir de les réviser sans retard et d'élaborer un nouveau programme communiste adapté aux conditions spéciales de leur pays... », après les mots « élaborer un nouveau programme communiste » que l'on supprime l'expression « adapté aux conditions spéciales de leur pays et conçu dans l'esprit de l'Internationale communiste », pour le remplacer par : « dans lequel les principes de l'Internationale communiste soient fixés d'une manière non équivoque et entièrement conforme aux résolutions des congrès internationaux. La minorité du parti qui se déclarerait contre ce programme sera exclue de l'organisation pour ce seul motif.

« Les partis qui, bien qu'ayant changé leur programme ou adhéré à la Troisième Internationale, n'ont pas satisfait à cette condition doivent convoquer immédiatement un congrès extraordinaire pour s'y conformer. »

Il faut poser clairement cette question de la minorité de droite, sur laquelle je n'ai pas entendu les représentants du Parti socialiste français se prononcer : ils n'ont pas dit qu'ils chasseront de leurs rangs les Renaudel et autres. Ceux qui voteront contre le nouveau programme doivent sortir du parti. A l'égard du programme, il n'existe pas de discipline : on l'accepte ou on le repousse, et dans ce dernier cas on se sépare du parti. Le programme est quelque chose qui nous est commun à tous. Ce n'est pas quelque chose que la majorité des camarades soumet à l'approbation

des autres, mais une condition préjudicielle imposée à tous les partis qui désirent appartenir à l'Internationale communiste. Enfin, c'est aujourd'hui seulement que l'on en vient à établir qu'il existe une différence entre le désir d'appartenir à la III^e Internationale et le fait d'y être accepté.

Je pense qu'après ce congrès il faut laisser au Comité exécutif le temps de faire exécuter toutes les obligations imposées par la III^e Internationale. Après ce que l'on pourrait appeler cette période d'organisation, la porte devra rester close, il ne devra plus exister d'autre possibilité d'admission que l'adhésion individuelle au Parti communiste du pays considéré.

Je propose que la motion du camarade Lénine, qui a été retirée, soit proposée de nouveau, c'est-à-dire que tous les partis qui demandent à adhérer aient un certain pourcentage de communistes dans leurs organes dirigeants. Et je préférerais les voir entièrement communistes.

L'opportunisme doit être combattu partout. Mais nous rendrions cette tâche très difficile si, au moment même où des mesures sont prises pour épurer l'Internationale communiste, on en ouvrait les portes pour laisser entrer ceux qui étaient restés dehors. Au nom de la Gauche du Parti socialiste italien, je déclare que nous nous engageons à combattre et à chasser les opportunistes en Italie, mais nous ne voudrions pas que, chassés par nous, ils puissent pénétrer à nouveau dans l'Internationale communiste. Après avoir travaillé ici ensemble, nous devons rentrer dans nos pays et former un front unique contre les social-traîtres, contre les saboteurs de la révolution communiste.



Programme du Parti Communiste d'Italie

(adopté à son congrès constitutif - Livourne, janvier 1921)

Le Parti communiste d'Italie (Section de l'Internationale communiste) est constitué sur la base des principes suivants :

1 - Une contradiction toujours croissante entre les forces productives et les rapports de production va se développant dans la société capitaliste actuelle, où elle se manifeste dans l'opposition d'intérêts et la lutte de classe du prolétariat et de la bourgeoisie dominante.

2 - Les rapports de production actuels sont défendus par le pouvoir de l'Etat bourgeois ; fondé sur le système représentatif de la démocratie, il constitue l'organe de défense des intérêts de la classe capitaliste.

3 - Le prolétariat ne peut ni briser ni modifier le système des rapports de production capitalistes dont son exploitation dérive sans détruire le pouvoir bourgeois par la violence.

4 - Le Parti de classe est l'organe indispensable de la lutte révolutionnaire du prolétariat. Regroupant en son sein la fraction la plus avancée et la plus décidée de celui-ci, il unifie les efforts des masses ouvrières qui luttent pour des intérêts partiels et des résultats contingents en un combat général pour l'émancipation révolutionnaire du prolétariat. Le Parti a pour tâche de diffuser la théorie révolutionnaire dans les masses, d'organiser les moyens matériels de l'action, de diriger le prolétariat tout au long de sa lutte.

5 - La guerre mondiale, déterminée par les contradictions internes du système capitaliste qui ont produit l'impérialisme moderne, a ouvert la crise de désagrégation du capitalisme dans laquelle la lutte de classe ne peut se résoudre qu'en un conflit armé entre les masses travailleuses et le pouvoir des Etats bourgeois.

6 - Après avoir abattu le pouvoir capitaliste, le prolétariat ne pourra s'organiser en classe dominante qu'en détruisant l'appareil d'Etat bourgeois et en instaurant un Etat fondé seulement sur la classe productrice et privant la classe bourgeoise de tout droit politique.

7 - La forme de représentation politique de l'Etat prolétarien est le système des Conseils de travailleurs (ouvriers et paysans) déjà réalisé par la révolution russe qui constitue la première réalisation stable de la dictature du prolétariat et le début de la révolution prolétarienne mondiale.

8 - L'indispensable défense de l'Etat prolétarien contre toutes les tentatives contre-révolutionnaires ne peut être assurée qu'en interdisant à la bourgeoisie et aux partis ennemis de la dictature prolétarienne tout moyen d'agitation et de propagande politiques, et en formant une organisation armée du prolétariat pour repousser les attaques intérieures et extérieures.

9 - Seule la force de son Etat permettra au prolétariat d'intervenir systématiquement dans les rapports de l'économie sociale en prenant toutes les mesures qui assureront la transformation progressive du capitalisme en une gestion collective de la production et de la distribution.

10 - Cette transformation de l'économie, et par conséquent de toute la vie sociale, aura pour effet d'éliminer progressivement la division de la société en classes et donc la nécessité même de l'Etat politique, dont l'appareil se réduira peu à peu pour laisser place à une administration rationnelle des activités humaines.

Aux Editions " PROGRAMME COMMUNISTE "

EN LANGUE FRANÇAISE :

⊙ Dialogue avec Staline, 56 pages	épuisé
⊙ Dialogue avec les morts, 159 pages	4,00 F.
⊙ L'économie soviétique de la révolution d'Octobre à nos jours, ainsi que Le marxisme et la Russie	épuisé
⊙ Sur le texte de Lénine : « La maladie infantile du communiste (le gauchisme) », ronéotypé	épuisé
⊙ La question parlementaire dans l'Internationale communiste, 60 pages	4,00 F.
⊙ Qu'est-ce que le Parti Communiste International (programme communiste) ? Plaquette ronéotypée..	0,50 F.
⊙ Octobre 1917 et la révolution socialiste future, numéro spécial du « Prolétaire »	0,50 F.
⊙ En marge du Cinquantenaire d'Octobre 1917 : « Bilan d'une révolution », 187 pages	9,00 F.

EN LANGUE ITALIENNE :

⊙ Storia della sinistra comunista, premier volume, 415 pages	25,00 F.
⊙ Storia della sinistra comunista, vol. I bis, 92 pages	8,00 F.
⊙ La sinistra comunista in Italia sulla linea marxista di Lenin, 110 pages	7,00 F.
⊙ 1917 : Insegnamenti dell'ottobre (Trotsky), ronéotypé	4,00 F.
⊙ Partito e classe — Il principio democratico — Partito e azione di classe — Il rovesciamento della prassi — Partito rivoluzionario e azione economica, ronéotypé	3,50 F.
⊙ Tracciato d'impostazione — Tesi caratteristiche del Partito, ronéotypé	3,50 F.
⊙ Forza, violenza e dittatura nella lotta di classe, ronéotypé	3,50 F.
⊙ I fondamenti del comunismo rivoluzionario, ronéotypé	3,50 F.
⊙ La Successione delle forme di produzione nella teoria marxista, ronéotypé	en réimpression
⊙ Abaco dell'economia marxista, ronéotypé	en réimpression
⊙ Lezioni delle controrivoluzioni. Appello per la riorganizzazione internazionale del movimento rivoluzionario marxista, ronéotypé	3,50 F.
⊙ Chi siamo e che cosa vogliamo	1,50 F.
⊙ O preparazione rivoluzionaria o preparazione elettorale	7,00 F.

EN LANGUE ALLEMANDE :

- Ⓒ **Der II Kongress der III. Internationale und die italienische Linke, ronéotypé** 2,00 F.
- Ⓒ **Der I. Weltkrieg und die marxistische Linke, ronéotypé** 2,00 F.
- Ⓒ **Partei, Klasse und revolutionaere Aktion, ronéotypé** 4,00 F.
- Ⓒ **Internationale Revolution, numéro 1, ronéotypé.** .. 0,50 F.

EN LANGUE ESPAGNOLE :

- Ⓒ **Los fundamentos del comunismo revolucionario, ronéotypé** 3,00 F.
- Ⓒ **Que es el partido comunista internacional. Que fu el frente popular. España 1936** 4,00 F.

EN LANGUE ANGLAISE :

- Ⓒ **Appeal for the international reorganisation of the revolutionary marxist movement. Fundamental points for joining the International Communist Party** 3,00 F.

LA QUESTION PARLEMENTAIRE dans l'Internationale Communiste

contenant une introduction générale et un recueil de documents répartis en trois groupes précédés chacun d'une introduction :

I. — POSITION DU PROBLEME : l'année 1919

(Le parlementarisme et la lutte pour les Soviets, de Zinoviev ; Jean Longuet : déchéance du parlementarisme, de Trotsky).

II. — AU II^e CONGRES DE L'INTERNATIONALE COMMUNISTE : 1920

(Discours de Boukharine, Bordiga, Lénine ; Thèses adoptées par le Congrès ; Thèses abstentionnistes).

III. — A L'EPREUVE DES GRANDES BATAILLES DE CLASSE : 1913-1926

(Textes illustrant les positions anti-électorales de notre courant).

La brochure de 60 pages : 4 francs.

le prolétaire

journal mensuel

Le numéro : 50 centimes — 5 FB — 80 Lires

Abonnement annuel : 5 F — 50 FB — 800 Lires

programme communiste

revue internationale trimestrielle

Le numéro : 4 F — 40 FB — 500 Lires

Abonnement annuel : 15 F — 150 FB — 1800 Lires

Abonnement combiné " Programme Communiste " - " Le Prolétaire "
20 F — 200 FB — 2000 Lires

il programma comunista

journal bimensuel

Le numéro : 50 centimes — 5 FB — 50 Lires

Abonnement annuel : 15 F — 150 FB — 1500 Lires

il sindacato rosso

journal mensuel de lutte syndicale

Le numéro : 50 centimes — 5 FB — 50 Lires

Abonnement annuel : 5 F — 50 FB — 500 Lires

Abonnement combiné "il programma comunista" - "il sindacato rosso"
20 F — 200 FB — 2000 Lires